SPARTACUS
socialisme et liberté

Après le 25 novembre portugais répression et résistance ouvrière

Le post-franquisme et le changement

Antimilitarisme, léninisme et communisme

L'EVOLUTION DU CAPITALISME FRANÇAIS

LA RUSSIE ET LES PROBLEMES DU SOCIALISME

5 F (Belgique : 50 FB - Suisse : 4 FS) / Mensuel / N° B66R2 / Mars-Avril 1976

Directeur : René LEFEUVRE
tél. 272.37.50

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 6e

Un nouveau Cahier SPARTACUS

ESPAGNE : Les fossoyeurs de la Révolution sociale

De 1936 à 1939, alors que l'Espagne luttait avec courage contre les forces militaro-fascistes, nous avons à 7 reprises, en dehors de la revue **Masses**, appelé à l'aide des héroïques combattants espagnols. Dès octobre 1936 une première brochure : **Au secours de l'Espagne socialiste** sommait le gouvernement Léon Blum d'apporter au gouvernement légitime de l'Espagne l'aide en armements qu'un élu du Front Populaire devait à un gouvernement élu et démocratique. La peur et la lâcheté se conjuguèrent pour refuser cette aide. La classe ouvrière enivrée et aveuglée par ses conquêtes de Juin 36 ne sut pas l'imposer.

Nos 6 brochures suivantes exhaltent la lutte et les initiatives des travailleurs espagnols prenant en main la réorganisation de leur économie mais très vite nous dûmes dénoncer les assassinats systématiques des révolutionnaires par les staliniens et le sabotage des initiatives ouvrières et paysannes ainsi que de la lutte armée. 3 d'entre elles viennent de paraître en un volume. Ce sont :

Le stalinisme bourreau de la Révolution espagnole
Les Journées sanglantes de Barcelone - Mai 1937
L'assassinat d'Andrès Nin.

Une importante préface de Louis Rigal situe la Révolution espagnole dans l'évolution de ce pays. Elle éclaire les conditions actuelles de la vie sociale en Espagne et nous aide à en préfigurer l'avenir proche.

Bientôt nous rééditerons les brochures de Berneri, Prudhommeaux et Lapeyre apportant le témoignage d'anarchistes participant à la construction d'une société nouvelle. Ils connurent le sabotage, la calomnie et pour Berneri l'assassinat « communiste », tout comme les marxistes Kurt Landau et Andrès Nin.

Ci-dessous l'avant-propos de ce volume.

R.L.

BOURREAUX D'HIER ET DE DEMAIN

Les assassins de la révolution espagnole sont les staliniens, les soi-disant communistes. Nos brochures publiées en 1937, 1938 et 1939 en apportent la preuve. Alors que tant d'endormeurs ont intérêt à ce qu'une des expériences les plus riches du mouvement ouvrier soit oubliée, Spartacus tient à rappeler le rôle considérable joué par le P.C. espagnol et le Guépéou de Staline dans l'organisation de la défaite de la République espagnole. Le prolétariat doit en tirer les leçons.

Avant 1936 le P.C.E. comptait environ 3000 membres et n'exerçait aucune influence. La révolte éclatant, Moscou dont l'étoile d'Octobre pâlissait ne pouvait admettre qu'un pôle révolutionnaire s'offrit au prolétariat international. Il agit vite. La corruption, le chantage à la livraison des armes (pourtant chèrement payées en or) renouvelèrent l'action d'un Radek dans l'Allemagne de 1919-1920 contre les Conseils Ouvriers. On y mit le prix et le Parti Socialiste Unifié de Catalogne s'enrichit de divers petits partis socialistes gonflés de déclassés et de petits-bourgeois sans principes. Et dès 1936, ce fut la «terreur démocratique».

Le P.S.U.C. et le P.C. eurent leurs propres prisons, leurs chambres de torture, uniquement utilisées contre les militants d'extrême gauche. Ils couronnèrent leur travail, avec le renfort et sous les ordres des sbires du Guépéou, les Antonov-Ovséenko, les Orloff, par les journées sanglantes du 3 au 9 mai à Barcelone. Une répression féroce s'abattit sur les révolutionnaires de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. Et parallèlement se poursuivait la liquidation des conquêtes révolutionnaires de juillet et des collectivités agraires et industrielles de Castille, d'Aragon et du Levant.

Les leçons à tirer de nos textes : les communistes font feu de tout bois pour duper puis asservir la classe ouvrière à leurs fins partisanes, celles de l'impérialisme russe. L'Espagne en révolution nous les montre utilisant, outre les Marty et les Tillon, les socialistes les plus timorés et les bourgeois conservateurs les plus perméables aux calomnies contre les militants et les combattants décidés à construire une société socialiste en soutenant les initiatives révolutionnaires et constructives des ouvriers et des paysans.

La valetaille dirigeante des partis communistes européens est toujours complice de ceux qui, au nom du bolchévisme triomphant et terrorisant en Russie, ont calomnié, torturé, éventré, massacré les plus authentiques révolutionnaires. Qu'est-ce qui les distingue des fascistes ?

Aujourd'hui et demain comme hier, c'est à ces hypocrites bourreaux que le prolétariat devra faire face. Il ne doit pas l'ignorer.

René LEFEUVRE

ABONNEMENTS à la Revue SPARTACUS Socialisme et Liberté

Paraissant 4 fois en cette première année notre volonté est de doubler cette parution
4 nos 20 F - 8 nos 35 F.
Les abonnés ont une réduction de 30 % sur les commandes de **Cahiers SPARTACUS**

Adresser les abonnements à J. Lefeuvre 5, rue Sse Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris Ch. P. 633-75 Paris.
N.B. Le service de la revue est inclus dans l'abonnement aux Cahiers SPARTACUS.

SOMMAIRE

Espagne. Les fossoyeurs de la révolution 2
Après le 25 novembre portugais. Répression et résistance en milieu ouvrier ; des ouvriers et des soldats parlent 3
Le postfranquisme et le changement ... 6
Mao, Chou, les Gardes Rouges, etc. ... 8
Rosa Luxembourg et sa doctrine 9
Interview sur le Liban 10
La silicose des cols blancs 12
Antimilitarisme, léninisme et communisme 13
Les enfants du prophète (Trotsky) 14
Le marxisme introuvable 15
L'évolution du capitalisme français 17
La Russie et les problèmes du socialisme 21
Histoires d'ouvriers 27
La révolution par la terreur. Le système concentrationnaire léniniste 28
Quatre ans sur le sol limousin. Du côté des petites filles 29
Le Grand Jeu. Varlin. Les Canuts. La Commune 30
Réussite et échec de Picasso. Des combats dérisoires. 31

Les révoltes logiques n°1 15 f.

Librairie Desrives
1, rue des Fossés-Saint-Jacques
Paris 5e

SOMMAIRE

ETUDES
● En allant à l'expo : l'ouvrier, sa femme et les machines
par Jacques Rancière et Patrice Vauday
● Les femmes libres de 48. Moralisme et féminisme
par Geneviève Fraisse
● Barcelona 36 : L'été rouge et noir
par Jean Borreil

DOCUMENTS
●Les lendemains d'Octobre : la jeunesse ouvrière française entre le bolchevisme et la marginalité.
Entretien avec Maurice Jacquier et Georges Navel

DEBAT
● La bergère au Goulag (« Sur la cuisinière et le mangeur d'hommes »)
par Jacques Rancière

CH. REEVE

APRES LE 25 NOVEMBRE PORTUGAIS REPRESSION ET RESISTANCE DANS LE MILIEU OUVRIER

Il est indiscutable qu'un nombre important d'ouvriers de la région industrielle de Lisbonne se sont sentis concernés par l'issue du putsch du 25 novembre 1975. Certes, si la masse de ces travailleurs étaient venus à accepter l'idée des groupes gauchistes selon laquelle l'affrontement contre le capitalisme serait décidé par un conflit intermilitaires, ils restaient sceptiques mais décidés à jouer un rôle dans les évènements. Il est d'ailleurs plus que probable qu'une éventuelle participation d'ouvriers armés aux affrontements aurait déclanché une dynamique particulière, changeant radicalement le cours des évènements, leur portée et leur contenu. Cela, les cadres militaires « progressistes » l'ont bien imaginé et c'est, sans doute, une des raisons pour lesquelles ils ont obstinément refusé de distribuer des armes aux ouvriers, lesquelles auraient risqué de bientôt se retourner *aussi* contre eux.

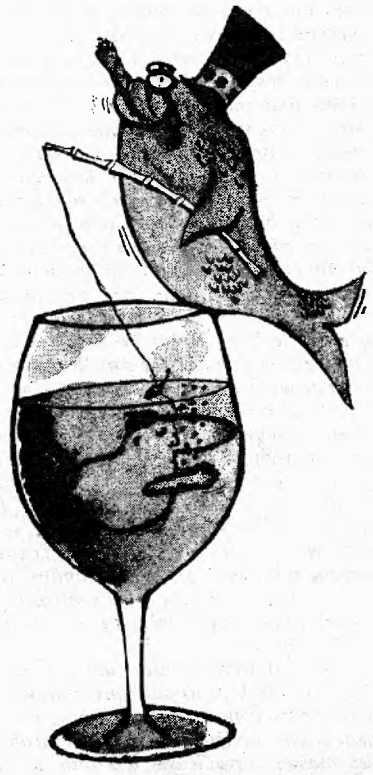
Il y a eu aussi beaucoup de travailleurs qui se sont abstenus d'intervenir dans les évènements ; les uns, en nombre sûrement très limité, ayant une conscience claire que l'intervention ouvrière se faisait à la remorque d'une tendance de la classe dirigeante et qu'ils étaient capables de donner un contenu de classe au processus. D'autres , la majorité, par pure passivité et désintérêt. D'autres encore, dont quelques C.T. (Commissions de Travailleurs) importantes, ont suivi les mots d'ordre et les idées de groupes comme le M.R.P.P. pour qui le putsch était : « *de la totale responsabilité du P.C.P... le parti dit communiste* »(1).

Néanmoins, s'il est certain que la victoire du projet de la Gauche du MFA n'apportait pas de salut à la classe ouvrière, son écrasement ouvrait la voie à la répression en milieu ouvrier. De cela les travailleurs en étaient bien conscients. Pour le prouver les faits sont là, et ce sont les mêmes dirigeants du M.R.P.P. qui sont aujourd'hui obligés de reconnaître que : « *La bourgeoisie s'est renforcée avec le 25 Novembre* »(2). En effet, après deux mois, on peut, non seulement dire que l'initiative est passée du côté de la classe dominante, mais aussi que les objectifs de la « normalisation » se font clairs. Bien plus que les enquêtes et l'arrestation de militaires « progressistes », c'est la répression qui s'abat sur le mouvement ouvrier que doit nous intéresser car c'est elle qui va avoir des conséquences sur l'avenir du pays. Comme l'explique le journal **Combate**(3) : « *Maintenant le gouvernement fait des perquisitions au siège de quelques partis ; mais ce sont surtout les militants ouvriers qui sont arrêtés. Quelques—uns de ces travailleurs arrêtés peuvent être membres ou sympathisants de partis, mais c'est en tant que militants du mouvement ouvrier qu'ils ont développé leurs efforts et c'est* **en tant que tels qu'ils sont arrêtés**. *Les partis eux mêmes soulignent bien la distinction lorsqu'il gardent, face à l'emprisonnement de militants ouvriers, une passivité et une discrétion qu'ils n'auraient pas s'il s'agissait des membres de leurs appareils bureaucratisés* ».

dans les campagnes

Dans les campagnes la « normalisation » suit deux chemins. D'un côté par la répression qui s'abat sur les coopératives agricoles les plus radicales, d'un autre côté par le renforcement du contrôle étatique sur la grande masse des salariés agricoles qui occupent des propriétés dans le Sud. Dans les premières les militaires sont intervenus directement et violemment ; perquisitions et recherche d'armes, déploiement d'importantes forces militaires. C'est le cas dans quelques coopératives où étaient influents des militants de groupes gauchistes plutôt non—autoritaires comme la L.U.A.R. (Terrebela, Aveiras de cima, Albernea), et où les arrestations se chiffrent par des dizaines. Les dénonciations et la division entre travailleurs sont monnaie courrante et sont utilisées par les militaires, l'isolement des populations se renforce « *ce sont des hors la loi, des contre—révolutionnaire !* » et la peur gagne les travailleurs. Il faut en finir avec ces « anomalies », comme les appelle le Secrétaire à la Réforme Agraire, membre du Parti Communiste(4), où les formes d'organisation étaient plus indépendantes du Syndicat, où les conditions de vie et de travail étaient plus égalitaires(5), où l'on ne cherchait pas seulement à « avoir un salaire garanti », comme dans le Sud, mais surtout « à vivre autrement ».

Pour l'ensemble des propriétés occupées de l'Alentejo l'intervention de l'Etat se renforce, il faut que la réforme agraire prenne toute sa signification : l'augmentation de la productivité. Comme l'explique ce même Secrétaire d'Etat, la récente attribution de crédits pour le paiement des salaires — dont le retard posait des problèmes depuis plusieurs mois (6)— est venu stabiliser la situation et neutraliser toute éventuelle révolte des salariés contre celui qui est la courroie de transmission de l'Etat, celui qui paye les salaires ; le Syndicat des Travailleurs Agricoles, pro—communiste. Pour compléter ce contrôle et cette centralisation, l'Etat remplace les directions des centres régionaux de la réforme agraire où l'influence gauchiste était forte.



REPUBLICA décembre 75
La pêche à l'ouvrier

dans les quartiers

Avant, lorsqu'on occupait un immeuble ou un quartier non—habité, les C.M. informaient le C.O.P.C.O.N., et ceci leur servait de caution devant un Pouvoir instable. Maintenant non seulement il n'y a plus de C.O.P.C.O.N. mais la répression s'abat sur les occupants ! L'intervention de la G.N.R. et P.S.P. (7) est devenue choses généralisée. Des cas comme celui d'un propriétaire qui se fait accompagner par trois camions de G.N.R. armées jusqu'aux dents pour déloger un occupant et sa femme, (quartier N.S. de Fatima—Lisboa, mi décembre, **Républica**), sont quotidiens. Sous prétexte de recherches d'armes les forces militaires rentrent partout, allant jusqu'à envahir et détruire des crèches populaires mises sur pied par les C.M. (Cova da Piedade).

SUR LES LIEUX DE TRAVAIL

C'est évidemment sur les lieux de travail que la « normalisation » est la plus nécessaire et aussi la plus difficile car faut tenir compte de la force collective et de l'expérience de lutte qui marquent les travailleurs des régions industrielles. C'est pourquoi les premières tentatives du Pouvoir et la réaction ouvrière jouent un rôle de test. Dans les petites boîtes on n'y va pas par quatre chemins, c'est le licenciement pur et simples des militants les plus actifs. Souvent on a recours à la déliation, « *cherchant à obtenir que des travailleurs dénoncent d'autres travailleurs ;* »(8). *Mais, parmi les travailleurs arrêtés pour avoir participé activement à la mobilisation de camarades lors du 25 novembre, il y a aussi ceux de grandes entreprises, comme c'est le cas avec des ouvriers arrêtés dans la grande boîte de travaux publics J. Pimenta.*(9).

Mais le moyen le plus efficace c'est encore celui des licenciements collectifs,

la fermeture pure et simple des usines. Deux cas importants sont à condidérer. TIMEX, une des premières usines en lutte après le 25 avril 1974, avec une masse ouvrière politisée et riche d'expérience de lutte, où sont apparues les premières CT et des formes d'action collective directe (10), la direction vient d'annoncer la mise au chômage de 800 ouvriers sur les 2000 qui coe compte l'entreprise, les maintenus voyant leurs horaires réduits de 3 heures par semaine ! Chez Applied Magnéties, entreprise multinationale aussi, fabriquant des composants électroniques, les ouvrières en lutte contre la fermeture de l'entreprise occupent depuis 16 mois. Les tribunaux viennent de décider l'expulsion des grévistes et les forces de la G.N.R. appliquent l'ordre. Malgré la fraternisation momentanée des travailleurs venus démonter les machines et les appels de la C.T., la lutte se termine dans l'indifférence totale. A peine une trentaine de travailleurs d'autres entreprises se déplaçant pour former des piquets ! La différence est grande avec le vaste mouvement de solidarité que toutes ces luttes avaient déclanché lors de la grande vague de luttes en 1974 (11). L'absence de solidarité ouvrière dans ces premières tentatives de répression du capitalisme ne laissera pas indifférents le Pouvoir. Abandonnées par les syndicats (Syndicat des électriciens pro—communiste) et par les groupes gauchistes qui les ont tant manipulées, les ouvrières de l'A.P.P.L.I.E.D., comme ceux de Timex, souffrent les premières des conséquences du reflux du mouvement social. Le fait que ces entreprises soient des multinationales, avec un cycle de production extrêmement divisé, rend impossible toute reconversion dans le cadre d'une « économie nationale ». Ceci devrait, dans l'avenir, pousser les travailleurs à comprendre l'absurdité des stratégies « d'indépendances nationale » des groupes gauchistes et, au contraire, les convaincre de développer la solidarité internationale avec les travailleurs des mêmes branches, seule réponse efficace.

Signe des temps, à la répression par le blocage des salaires, les licenciements et le refus d'appliquer les conventions collectives signées comme c'est le cas avec les ouvriers du bâtiment où la démobilisation est grande après leur lutte de Novembre, vient s'ajouter l'intervention, pour la première fois depuis le 25 avril 1974 des forces policières. « ...avec une large expérience d'intervention, rodées par la repression exercée auparavant, fraîches et prêtes à suivre les ordres du pouvoir capitaliste... le mot d'ordre « les ordres ne se discutent pas » leur va à perfection(2).

Effet de l'effondrement économique, le chômage, la peur, gagne l'ensemble des travailleurs. Cependant tout n'est pas noir ! Malgré cette répression sélective, la réaction ouvrière se manifeste, laissant un léger espoir. Les discussions et les contacts entre les CT se développent. Dans ces réunions des ouvriers mettent ouvertement en cause les pratiques suivies, « *dépassées par les évènements du 25 novembre* » *(13). La classe ouvrière est seule, maintenant comme auparavant, à la seule différence qu'aujourd'hui elle le sait, par la force des choses ! Et c'est une différence. Dans des quartiers les gens s'organisent pour s'opposer aux expulsions, dans les boîtes des occupations et des actions de solidarité se manifestent quelquefois lors des licenciements collectifs (***Republica**, 20/12/75). Mais ces actions restent très limitées et l'on voit mal dans les conditions actuelles le déclanchement d'un vaste mouvement de lutte, capable de faire renaître, à une échelle massive et avec un pouvoir réel, des organisations de base capables de mettre en danger le pouvoir de la classe dominante. Les organisations de base, CT's et CM's sont affaiblies, vidées de représentativité et de possibilités, et c'est renverser le problème que penser que le développement de leur « unification autonome » peut répondre à la répression (journal **Combate**, 6/12/75). Unification de quoi ? Car l'unification est toujours possible au sommet par la création de « Coordinations » ou de « Secrétariats » bidons, contrôlés par les groupes politiques. La question est de savoir si l'on unifie des organisations sans représentativité ou celles qui sont l'expression d'un mouvement de base rées.

Une nouvelle phase dans la lutte sociale s'ouvre au Portugal. La force des travailleurs y est indiscutablement affaiblie, mais beaucoup de chonses ont changé y compris leur mentalité. Dans l'avenir d'autres facteurs joueront un rôle important et il pas exclus que les changements qui se produisent actuellement dans la société et chez les travailleurs espagnols puissent influencer l'equilibre social du Portugal et la renaissance des luttes. Leur portéé serait alors toute autre.

Paris, Janvier 1976
C.R.

(1) tecte du M.R.P.P, *O Tempo e o Modo*, nº 114.
(2) meeting du M.R.P.P., Lisboa, 18 décembre 1975.
(3) Editorial, 26/12/75.
(4) A. Biea, interview à *O Lernal*, Lisboa, 19/12/75.
(5) voir Colin, « Révolution et contre—révolution dans les campagnes Portugaises », *Les Temps Modernes*, Octobre 1975.
(6) voir « Portugal : De l'incertitude à la fin des illusions » revue SPARTACUS, Novembre 1975.
(7) G.N.R. = C.R.S. / P.S.P. = police .
(8) Communiqué de la CT de l'entreprise C.I.R.E.S. (chimie), *Répubica* 19/12/75.
(9) Combate, 26/12/75.
(10) voir « *Portugal l'autre combat* », Ed. Spartacus.
(11) voir « *Portugal l'autre combat* », Ed. Spartacus.
(12) J. Henriques, O regresso da velha senhora », *Expresso*, 24/12/75.
(13) Intervention d'un ouvrier dans l'A.G. des CT de la zone ouest de Lisbonne (Lisnave, E.D.F.—G.D.F., Transports Publics, etc), cité par *República* 15/12/75.

des ouvriers et des soldats parlent du 25 novembre

Les récents événelents du Portugal sont connus. Sous prétexte d'un coup d'état de la Gauche du M.F.A., les militaires traditionnalistes ont repris le contrôle de la machine militaire et remis en marche l'appareil judiciaire et policier. Derrière cette « normalisation » se trouve le besoin de règlementer la société tout entière. Car, bien entendu, c'est dans la question sociale que se trouve le noyau du problème. Il s'agit de rétablir l'ordre et la discipline capitaliste dans un pyas et une économie dont les fissures sont devenues des trous béants ! Il s'agit de mettre au travail les travailleurs portugais, de rétablir les conditions « normales » d'exploitation du travail salarié, d'en finir avec une agitation sociale qui a trop duré. Voilà ce dont il était question le 25 novembre 1975 voila ce dont il est question aujourd'hui dans les usines, les campagnes, bureaux et services.

Le 25 novembre et ses conséquences soulèvent néanmoins des questions importantes qui dépassent de loin les frontières de ce petit pays. Il faut aujourd'hui analyser de façon critique les conceptions putchistes, blanquistes, de la révolution dans une société moderne, conceptions dont l'extrême-gauche portugaise s'était fait l'apôtre, réduisant progressivement l'affrontement de classe à une bataille militaire. Cette bataille ils l'ont perdue !

On trouvera bientôt une telle analyse (voir encadré). Nous publions ci-dessous des documents concernant le 25 novembre qui jettent une lumière vivante sur la façon dont les masses travailleuses, ou tout au moins une partie d'entre elles, ont perçu, subi et pensé les événements. Traduits d'une table ronde publiée par le journal du M.E.S.[1] : Poder Popular, *ces témoignages, montrent, à notre avis, bien des erreurs et des limites de ce qui était devenu le mouvement des travailleurs dans les régions industrielles de Lisbonne, à la veille du putsch. C'est aussi l'objectif du texte concernant le fonctionnement d'une C.M. (Commission de Quartier), où, chose rare mais importante, ses membres se questionnent sur leur faillite et sur les erreurs passées. Ces réflexions prennent une importance encore plus grande si l'on considère qu'elle proviennent d'une C.M. d'un quartier ouvrier de Porto où l'organisation de base a été très forte.*

1. M.E.S. : Mouvement de la Gauche socialiste, proche du P.S.U., Révolution, Il Manifesto, etc.

I. UN OUVRIER DE LISNAVE

« Nous pouvons dire que pendant ces jours critiques ce qu'on a le plus ressenti a été la désorientation et le manque d'information.

A la Lisnave, lorsqu'on a connu l'action développée par les paras, un vaste mouvement d'appui s'est déclenché. Il ne pouvait en être autrement : tout ce qui concerne la lutte des classes et la Révolution Socialiste concerne directement la classe ouvrière, la classe pilote de tous les exploités.

C'est ainsi que tous les ouvriers de la Lisnave étaient prêts à sortir immédiatement dans la rue, les armes à la main, pour lutter à côté des paras et des camarades soldats des unités de Lisbonne. A tel point qu'à l'A.G. du 25 novembre, les éléments liés au P.C.P. n'essayèrent pas de la manipuler. L'excitation était telle qu'on a fini sans rien décider,

les gens sont restés avec l'idée que le jour suivant il y aurait grève et mobilisation générale, ce qui s'est effectivement passé. Beaucoup des membres du P.C.P. n'étaient d'ailleurs pas venus à cette A.G. C'est peut-être là le côté le plus étrange de leur comportement.

Ce qui a démobilisé les ouvriers ça été le manque de direction et d'appui des forces qui ont toujours prétendu être à leur côté. Quand nos délégations se sont dirigées sur la Base Navale de Alfeite et sur le Fort de Almada, pour offrir notre collaboration et demander des armes pour défendre notre classe, on nous a répondu qu'il fallait « rester calme », qu'il fallait attendre, etc. Ce qui est vrai c'est qu'aucune orientation ne nous a été donnée et que nulle arme ne nous a été distribuée ; nous n'avons donc rien pu faire pour empêcher les Commandos d'effectuer leur coup réactionnaire, détruisant les unités où les soldats étaient conscients de leur position de classe exploitée, avant-garde de la lutte pour le socialisme.

Nous voulions intervenir mais nous ne savions que faire. Ce sentiment et les informations fausses, transmises constamment par la radio, nous ont désorientés et rendus totalement impuissants. Une fois de plus la classe ouvrière a été trompée et ses ennemis ont eu les mains libres et réussi à restaurer les conditions de notre exploitation et de notre oppression.»

II. UN SOLDAT DU RALIS

(Régiment d'Artillerie Légère de Lisbonne)

(...) « La nuit où les paras ont occupé les bases nous ne savions rien. Nous étions tous dans nos unités lorsqu'on nous a fait sortir à l'extérieur avec des chars. (...) On nous a dit que nous allions seulement prendre des positions défensives. Petit à petit, au milieu de toute cette confusion, des informations nous sont parvenues... Beaucoup de travailleurs commençaient à se rassembler autour de la caserne, nous confirmant ces informations et en même temps ils nous demandaient ce qui se passait. (...) Mais tout était très confus et même contradictoire. Il y avait des milliers de travailleurs dehors ; beaucoup d'entre nous étions dehors aussi, essayant de maintenir un certain ordre dans tout ça et les travailleurs nous demandaient des armes, voulaient des armes, allaient même jusqu'à nous accuser de n'être pas avec eux parce qu'on ne leur donnait pas des armes pour qu'ils se défendent. (...)

Quand le major Dinis de Almeida est sorti de l'unité[1], les officiers du cadre ont relevé la tête et à partir de ce moment nous étions un peu désorientés. Nous n'étions pas encore vaincus, mais le jour suivant (le 26 nov.), le commandant et les officiers ont épuré plusieurs officiers du contingent et la Commission des soldats. Alors beaucoup d'entre nous ont dit : si ceux-là partent, alors nous partons tous ! Les officiers ont été un peu surpris mais le fait est qu'on est tous sortis et à partir de ce moment tous les soldats ont été pratiquement mis à la porte ; des officiers et sous-officiers du contingent, seule est restée une demi-douzaine. Maintenant ce sont les troupes venues du Nord qui occupent la caserne. (...) Nous avons appuyé la lutte des paras, nous avons compris que les choses n'allaient pas très bien, mais nous étions prêts à prendre place à côté des travailleurs. Cela avait toujours été notre idée, nous l'avons toujours dit, mais le major D. de Almeida était parti, nous ne savions pas ce qui ce passait, on avait l'impression qu'il n'y avait plus de commandement, rien. Progressivement nous nous sommes sentis tout seuls. (...).

III. LE COMITE DE LUTTE DE SETUBAL

«En ce qui concerne le Comité de Lutte de Setubal[2], qui regroupe environ 60 Commissions de Travailleurs et autant de Commissions de Quartier, nous avions réalisé de suite une réunion à laquelle ne sont pas venues beaucoup de Commissions ; dès ce moment, étaient défaillantes celles infiltrées par le P.C.P. Néanmoins, des milliers de travailleurs sont venus savoir quoi faire et nous avons proposé qu'on se réunisse devant la caserne où nous avons commencé à exiger des armes. Le commandement n'était pas là, nous avons attendu toute la nuit, le jour suivant le commandant est venu et il a tenu une réunion avec le Secrétariat du Comité de Lutte et avec la Commission militaire du régiment. Les travailleurs exigeaient des armes mais la réponse du commandant a toujours été NON ! La nuit du 26 il y avait davantage de monde. Le 27 nous sommes allés à Tances[3] pour nous informer des événements. (...) Entretemps, dans la nuit du 27, des camions militaires avec des troupes sont arrivés à Setubal, venus de Estremos. Il se sont rendus à la caserne qui se trouve à l'entrée de la ville, ont fait quelques tours dehors et sont rentrés. Le jour suivant ils se sont mis « au travail », c'est-à-dire à réprimer les masses. Beaucoup d'arrestations ont été effectuées mais les gens ne se sont pas laissé intimider. Beaucoup de monde restait dans les rues sans souci d'être arrêté.

On peut résumer en disant qu'il y a eu beaucoup de mobilisation dans quelques usines, surtout à Setnave[4], la plupart des gens, après avoir passé la nuit à la porte de la caserne, sont allés à Lisbonne ou à Tances.

Le P.C.P. et le M.D.P. ont démobilisé leurs bases au maximum, les renfermant dans leurs sièges respectifs. Beaucoup d'ouvriers sont allés au P.C.P. pour demander quoi faire. On leur a répondu qu'il fallait rentrer chez eux et se coucher, que rien de particulier ne se passait ! »

IV. UN MARIN DE LA BASE NAVALE DE ALFEITE-LISBOA

(...) « Il était 11 heures du soir, et à la Base Navale de Alfeite, les délégués à la C.D.E.I.A.[5], n'arrivaient pas à contrôler le personnel des navires ou des casernes, etc. Tous voulaient sortir dans la rue pour défendre le peuple. (...)

Nous faisions pression et insistions pour sortir. Vers 11 heures nous avons reçu l'ordre de nous armer, nous nous sommes armés, environ 400 hommes, (...) il y avait aussi environ 2.000 travailleurs de la zone de Almada qui étaient prêts à risquer leur vie pour la révolution.

Les officiers de marine membres du Conseil de la Révolution, tous membres de la tendance dite « Gonçalviste » pro-P.C., se sont opposés à cette décision de s'armer et de sortir de la base militaire, prétendant que « la crise » était en train d'avoir une « solution négociée à haut niveau » !

V. LA CRISE DES ORGANISATIONS DE BASE

Plus ou moins ouvertement, beaucoup de personnes en viennent à critiquer franchement le Comité de Quartier. Aujourd'hui encore, au café, plusieurs personnes me disaient ne pas être en accord avec ce que fait le Comité, or ces types là sont partidaires[6].

Ce malaise et cette méfiance du Comité sont en train de se généraliser à l'ensemble de la population. Il faut souligner qu'ils commencent à se manifester même dans les réunions. (...) Longtemps silencieux, les gens maintenant parlent et expriment leur mécontentement.

Il est important de connaître le pourquoi d'une telle situation afin d'empêcher la faillite du Comité.

Il y a des habitants de Massarelos qui ne considèrent pas le Comité comme leur affaire ; on entend dire « ceux du Comité ! ». Nous courons ainsi le risque que le Comité devienne une organisation étrangère, appartenant à d'autres, ou, pire encore, un ennemi. Or ce n'est pas là l'idée qui était à l'origine du Comité. Les habitants de Massarelos se sont associés parce qu'ils avaient des problèmes et des besoins et, comme il était difficile à chacun de nous de les résoudre tout seul, (...) nous sommes arrivés à la conclusion que la meilleure façon était de nous rassembler pour ainsi, avec plus de force, trouver des solutions. (...)

Dans toutes les situations, le Comité c'est nous, et nous devons être vigilants afin qu'on ne le détruise pas, qu'on ne fasse pas des choses avec lesquelles nous sommes en désaccord, qu'on ne prenne pas de décisions en dehors de nous ; c'est pourquoi il faut participer aux réunions, ne pas laisser à d'autres de décider et d'agir à notre place.

Le Comité n'appartient pas à celui-ci ou à celui-là, le Comité n'est pas une institution, le Comité c'est nous tous. (...)

Il faut aussi démasquer toute utilisation politique qu'on pourrait faire de notre Comité. Si quelque chose ne va pas dans le Comité c'est à nous d'y réfléchir, de trouver une solution ; le Comité c'est nous, c'est à nous de décider.

Bulletin n° 7
Comité de Quartier
de Massarelos-Porto,
novembre 1975.

---

1. Dinis de Almeida, un des « piliers » de la gauche militaire du M.F.A., contrôlait politiquement le régiment du Ralis à Lisbonne. Il a joué un rôle important lors de la tentative putchiste de Spinola en mars 1975. Le 25 novembre il s'est rendu à la Présidence de la République, et a tenté un compromis de palais. Il est tombé finalement aux mains des militaires traditionnalistes. Arrêté, il a été envoyé en prison, près de Porto.

2. Setubal : ville industrielle au sud de Lisbonne, pratiquement dans sa ceinture industrielle.

3. Tances : base militaire des paras d'où est partie la mutinerie.

4. Setnave : chantier naval dans la ville de Setubal, plusieurs milliers d'ouvriers très combatifs avec une importante implantation gauchiste.

5. C.D.E.I.A. : organisation de base du M.F.A. dans la marine, pour les marins, contrôlée par P.C.P.

6. Dans le langage politique actuel au Portugal « partidaire » désigne toute manipulation au profit d'un groupe politique, et nullement un refus de l'action à contenu politique...

le postfranquisme et le changement...

Pendant de nombreuses —très nombreuses— années, les spéculations sur ce que serait le postfranquisme faisaient l'objet de fréquents commentaires dans les milieux politiques et informatifs les plus divers, tant en Espagne qu'à l'étranger. Les « informations » bien filtrées et bien orientées abondaient dans le même sens : après la mort du Dictateur, tout serait différent... Ainsi, tout en alimentant l'espoir, on démobilisait les plus *impatients*. Le fait est que tant la stratégie de l'« opposition démocratique » que celle des partisans de la « libéralisation » du régime se fondaient sur cette perspective très significative : la mort de Franco !

Rarement la présence ou la disparition d'un homme avaient été jugées aussi décisives pour le destin d'un peuple. Franco représentait donc, en vie, la Mort, et mort, la Vie...

Sans discuter le vrai ou le faux du pouvoir charismatique du personnage, la réalité est que jusqu'au dernier moment on a présenté Franco (et pas seulement la droite) comme l'arbitre absolu du destin des peuples d'Espagne, et les Espagnols (des prolétaires aux capitalistes) comme de simples exécutants de cette volonté omnipotente. Il n'est donc pas surprenant que, depuis le début de sa longue agonie, toutes les voix qui possèdent les moyens de se faire entendre aient commencé à spéculer sur « la nouvelle étape historique » qui s'ouvrait pour l'Espagne avec la disparition du Caudillo. Depuis la « droite civilisée » jusqu'aux groupuscules de l'« opposition », en passant par toutes les *mass-média* nationales et internationales, l'on n'a pas cessé un seul instant d'affirmer qu'à présent, oui, « tout était possible »... Même la nomination d'un « gouvernement provisoire » basé sur les « Juntes » et les « Convergences » démocratiques.

D'après ces prétentions, chimériques ou démagogiques, le franquisme ne serait qu'un grand cauchemar, un simple avatar historique, et non une phase décisive de la contre-révolution capitaliste en Espagne et dans le monde. Ainsi, plus ou moins ouvertement et avec plus ou moins de résignation, tous ces secteurs prêtent leur concours au processus de « libéralisation » annoncé et apparemment mis en marche par les héritiers du franquisme. Voilà comment nous nous trouvons enfin dans le « changement » avec la désignation du premier gouvernement postfranquiste, et dans lequel figurent « les personnalités les plus représentatives du néocapitalisme —national et multinational— au sein du propre régime ».

LA « LIBERALISATION » ET LA NOUVELLE STRATEGIE CAPITALISTE

Les événements qui ont suivi la mort et l'enterrement de Franco ont prouvé que, contrairement à ce que prétendaient certains, la succession avait été décidée et préparée par les groupes de pression les plus directement reliés au néocapitalisme espagnol et international.

Si auparavant l'influence de l'oligarchie économique était notoire dans les différents gouvernements franquistes, dans le premier gouvernement de l'« ère postfranquiste » sa présence apparaît ouvertement prédominante. Ainsi, une fois disparu le *gêneur*, Franco, on est entré irréversiblement dans la seconde phase du projet contre-révolutionnaire mis en marche en juillet 1936 par la droite conservatrice. La politique de « libéralisation », annoncée par l'*équipe* Fraga-Areilza[1], consiste à préparer la « réforme institutionnelle » du régime pour l'adapter aux besoins de la « société libérale avancée », que le néocapitalisme essaie d'instaurer dans tout le monde occidental.

Comme ils le déclarent eux-mêmes, avec le processus de *changement* mis en marche après l'intronisation de Juan Carlos on ne cherche qu'à faciliter et à consolider l'évolution politico-économico-culturelle de la société espagnole — façonnée pendant ces trente-cinq années de domination fasciste vers ce modèle capitaliste occidental. Evolution qui légitimera et assurera, avec la restitution progressive de la « légalité institutionnelle démocratique », tous les privilèges acquis par la bourgeoisie espagnole pendant cette longue période de terreur qui pesait sur la classe ouvrière.

C'est-à-dire : une fois annihilé le mouvement révolutionnaire qui menaçait de changer radicalement de haut en bas la société capitaliste en Espagne, et une fois domestiqués les partis politiques et les organisations syndicales, on considère que la situation est suffisamment mûre pour employer des formes d'intégration sociale moins violentes. Ainsi, avec une surprenante capacité d'adaptation au « cirque » publicitaire —spectaculaire et démagogique— en vogue dans les démocraties occidentales, les protagonistes du *changement* se permettent des gestes qui étaient totalement inconcevables il y a à peine quelques semaines.

LA COMPLICITE OBJECTIVE DE L'« OPPOSITION DEMOCRATIQUE »

Ce ne sont pas seulement les gestes spectaculaires (par exemple : le fait que deux jours après avoir été nommé ministre de l'Intérieur, et sans que rien de fondamental n'ait changé ni dans l'appareil de l'Etat ni dans la politique répressive, Fraga Iribarne dîne dans un des restaurants les plus élégants de Madrid avec Tierno Galven[2]), mais quelque chose encore plus significatif : la coïncidence générale de tous les représentants de cette « opposition » à reconnaître qu'en Espagne « *les choses ont changé. Les forces de l'ordre font preuve de plus de prudence et la population sent que la liberté approche*[3] ». De même, le fait d'admettre que le programme du gouvernement est un « *pas dans la bonne direction* » prouve cette coïncidence et facilite les plans des héritiers du franquisme.

Cette complicité objective, apparemment inconsciente, de l'« opposition démocratique » dans l'actuelle stratégie du néocapitalisme ne se limite pas, malheureusement, aux pures déclarations ni aux faux espoirs (la vraie libéralisation et démocratisation du régime). Elle va beaucoup plus loin : jusqu'à la collaboration pour accréditer cette nouvelle image libérale de la « droite civilisée », pour neutraliser les secteurs plus radicaux de la classe ouvrière et pour faciliter la transition pacifique de l'Etat totalitaire à la « démocratie » bourgeoise — sans mettre en danger les privilèges des classes possédantes.

Pour expliquer cette complicité, il n'est pas suffisant de reconnaître le degré d'impuissance combative de cette « opposition ». Ayant renoncé depuis longtemps à la lutte armée contre la dictature, elle a un complexe d'infériorité qui l'a conduite à laisser les mains libres à la droite pour préparer et poursuivre ses plans de continuité.

On peut supposer que des intérêts particuliers, plus spécifiquement propres aux bureaucraties dirigeantes de cette « opposition », conditionnent leur attitude immobiliste et de complicité objective à l'égard du néocapitalisme. Ce n'est pas pour rien qu'elles représentent, en Espagne, les mêmes courants qui dans l'Occident ont contribué à établir et à consolider le système de « démocratie bourgeoise », par lequel le néocapitalisme a atteint ses actuelles positions de privilège et de domination.

« *Les socialistes espagnols savent que les libertés, et concrètement celles de réunion et d'association, peuvent renforcer les mouvements de la classe ouvrière pour continuer la lutte. C'est pour cela que le socialisme ne peut pas tomber dans un gauchisme à la poursuite d'une révolution impossible ici et maintenant, puisque les conditions objectives qui la permettraient n'existent pas (...). Objectivement, un gauchisme éthique animé de bonnes intentions, mais imprudent, peut être une arme de la répression et de la contre-révolution.* »[4]

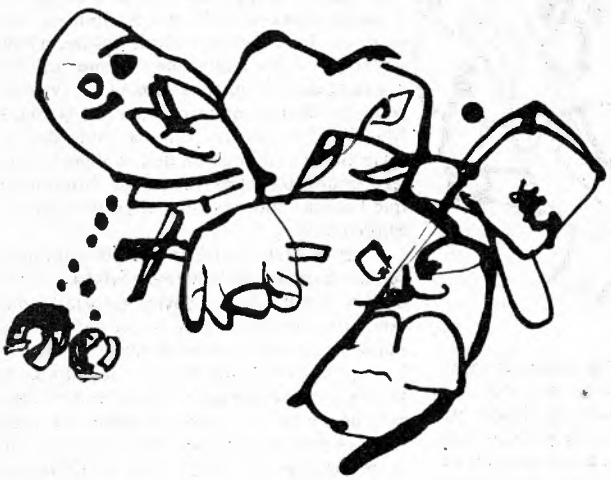
C'est pour cela que Fraga a bien précisé qu'il y aura « *une distinction très nette entre l'adversaire qui défend légitimement une cause ou une option de pouvoir et l'ennemi qui fait la guerre à la société sans accepter aucune loi* ».

Le fait est qu'au delà de ces coïncidences — tant dans les propos que dans les attitudes vis-à-vis du gauchisme et de « l'ennemi qui fait la guerre à la société » — il existe une complicité plus profonde en vue d'établir ce que les uns et les autres appellent une « Espagne réconciliée et joyeuse » : « *Une amnistie interviendra à l'issue de notre normalisation lorsque la démocratie sera prête à fonctionner. Nous ne sommes cependant pas prêts à relacher les gens qui essaieront tout simplement de détruire ce que nous essayons de construire.* »[5]

Néanmoins, bien que ces précisions des chefs « postfranquistes » confirment le caractère démagogique des mesures de libéralisation prises jusqu'à maintenant et le vrai sens de la « démocratie » qu'ils veulent préparer, les leaders de l'« opposition démocratique » continuent à se prêter à cette grotesque parodie évolutive. Car, soit ce sont d'incurables naïfs, s'ils croient que la démocratie que les Fraga-Areilza-Arias Navarro leur promettent est l'antichambre du « socialisme », ou alors ils ne cherchent qu'à s'installer dans la nouvelle situation, en sachant fort bien ce que ces messieurs recherchent avec leur « ouverture ». Mais, dans les deux cas, leur collaboration objective est évidente. C'est pour cela que le régime les tolère, leur reconnaît leur qualité de « dirigeants responsables » et les laisse s'exprimer publiquement à l'intérieur comme à l'extérieur d'Espagne : « *Il règne actuellement en Espagne une ambiance de pré-liberté (...). Il y a quelque chose de changé (...). Nous saluerons tout pas en avant fait par le régime vers la liberté (...). Je ne suis pas venu en France pour dénigrer l'Espagne. Je suis un patriote.* »[6]

LE RYTHME DE LA « LIBERALISATION » ET LE ROLE DES « ULTRAS »

Malgré sa sympathie et sa collaboration avec Hitler et Mussolini, le franquisme a survécu au triomphe des « démocraties », et il



a fallu quarante ans et la mort de Franco pour arriver à l'actuelle « ouverture ». Maintenant, « ils » offrent d'accélérer le rythme : « *Aussi, dans deux ans, on devrait voir quatre à cinq partis fonctionnant effectivement dans une nouvelle démocratie espagnole.* »[7]

En comparaison des quarante ans qu'il a fallu pour en arriver là, deux ans d'attente supplémentaire sont un bien petit sacrifice. D'autant plus si l'on considère l'objectif : une « démocratie » avec « quatre ou cinq partis » !

L'accélération de la « libéralisation » devra donc être énorme ! Les réformes institutionnelles, juridiques et administratives devront être menées, en conséquence, à un rythme trépidant ! En somme, ne s'agit-il pas de la transformation d'un régime totalitaire en une « démocratie pour tous les Espagnols ? » Mais, ne nous faisons pas d'illusions, ni sur ce « rythme » ni sur cette « démocratie » : « *Nous allons le faire, mais avec soin ; il nous faut une loi, nous ne pouvons pas improviser.* »[8] « *Le terrorisme, le communisme international et le séparatisme ne peuvent rien attendre de la souplesse avec laquelle nous allons appliquer la réglementation concernant les associations et la propagande illégales.* »[9]

La réalité est qu'ils ne sont aucunement pressés de réformer le système et ne veulent surtout pas que les « réformes » puissent mettre en danger l'ordre établi par eux. Sans oublier que les « pressions extérieures », qui ont *forcé* ou soutenu l'actuel *changement*, ne le veulent pas non plus.

Donc, l'intégration des partis et des organisations syndicales de l'« opposition » se fera progressivement et sans hâte. La situation, tout en étant « mûre », présente encore certains risques. Surtout qu'actuellement la crise économique internationale pèse lourdement sur l'économie espagnole. Ces risques persistent malgré l'offre incessante des bureaucraties de l'« opposition » à collaborer avec le régime dans la tâche de « reconversion nationale de la vie économique et politique » : « *Il est vrai que la crise nous impose une reconversion nationale de la vie économique et politique. Mais on ne peut pas entreprendre cette reconversion en demandant à la classe ouvrière de supporter une crise qu'elle n'a pas provoquée sans qu'elle puisse participer à l'élaboration des solutions. Nous avons conscience de nos responsabilités (...). Pour nous assurer que les sacrifices d'aujourd'hui seront bien faits au bénéfice de toute la société et non seulement de la seule oligarchie, nous disons ; il nous faut la liberté. Les libertés démocratiques sont une nécessité nationale pour sortir de l'impasse structurelle où nous nous trouvons (...). La classe ouvrière veut être présente dans les changements qui vont survenir dans le pays.* »[10]

Mais, comme le régime sait que, malgré ces offres et ces garanties, la classe ouvrière peut réagir à l'opposé de ce que désirent les bureaucraties syndicales, et en prévision de possibles débordements populaires, il continue et continuera à garder les « ultras » en réserve, pour, le moment venu, leur faire jouer le même rôle que dans cette dernière période. C'est-à-dire : se charger de la répression et donner à celle-ci une justification qui laisse les chefs de file du néocapitalisme postfranquiste dégagés de toute responsabilité. Et non seulement parce que cette tactique a été très profitable jusqu'à présent, mais aussi parce qu'elle permet d'affirmer l'image de marque « centriste » du *nouveau* régime face aux extrémistes de gauche et de droite.

LES PERSPECTIVES ANTAGONISTES DE LA « LIBERALISATION »

Si le processus de « libéralisation » s'est poursuivi jusqu'à maintenant sans contretemps graves, il est très probable que dans le futur il doive affronter des situations antagonistes de plus en plus difficiles. Surtout parce que les contradictions internes seront plus flagrantes et moins faciles à résoudre sans céder aux exigences populaires ou sans mettre encore plus en évidence le caractère démagogique de la « libéralisation ».

Ainsi, tant sur le plan syndical que sur le plan politique, on peut arriver à des situations qui débordent toutes les prévisions de transition pacifique. Non seulement parce qu'il est impossible de satisfaire à la fois les ambitions antagoniques des vieux et des nouveaux appareils bureaucratiques, mais parce que les orientations et les revendications maximalistes d'une extrême-gauche de plus en plus présente et active peuvent être déterminantes dans la base ouvrière. Et plus encore dans la mesure où l'« opposition légale » sera intégrée, compromise, dans la gestion du pays.

De toutes les perspectives de confrontations, celle qui peut avoir les répercussions les plus incalculables est celle qui peut sortir des luttes ouvrières. L'antinomie « syndicalisme vertical » et « syndicalisme libre » ne peut être résolue aussi facilement qu'au Portugal. En Espagne, en plus de l'importante tradition anarcho-syndicaliste (C.N.T.), il existe aujourd'hui un courant syndicaliste autonome (indépendant de tous les partis) et révolutionnaire qui se radicalise de jour en jour, et il n'est pas certain qu'il sera domestiqué. Potentiellement et idéologiquement ce courant est porteur de la contestation de mai 68.

En tout cas, ce qui est sûr c'est que l'avenir de la liberté en Espagne sera le résultat de l'inévitable confrontation entre toutes les forces autoritaires et ce courant anti-autoritaire.

Octavio ALBEROLA.

---

1. La rivalité qui oppose ces deux personnalités de la « droite civilisée » est notoire.
2. Dirigeant d'un mouvement « socialiste » qui fait partie de la « Junte Démocratique » du communiste Santiago Carrillo.
3. Déclarations faites par Marcelino Camacho peu après sa dernière mise en liberté.
4. Extrait de l'article « L'avenir du socialisme » publié dans « *Le Monde* » du 7-1-1976 et signé par Gregorio Peces-Barba, avocat membre du parti socialiste ouvrier espagnol.
5. Déclarations faites par Arias Navarro à l'hebdomadaire américain « *Newsweek* ».
6. Déclarations de Marcelino Camacho lors de son récent voyage en France.
7. Déclarations de Arias Navarro à « *Newsweek* ».
8. Déclarations de Fraga Iribarne au « *New York Times* ».
9. Déclarations de Fraga Iribarne à l'agence espagnole *CIFRA*.
10. Déclarations de Marcelino Camacho au journal « *Le Monde* », le 9-1-1976.

MAO, CHOU

LES GARDES ROUGES ET QUELQUES AUTRES

La mort de Chou En-Lai vient, s'il en était besoin, remettre la Chine sur le devant de la scène. Le vieux cheval de retour Teng Hsiao Ping assurera sans nul doute la relève et il semble bien que les problèmes de sucession n'éclateront pas avant la disparition du Grand Timonier. Mais à l'heure où le camarade ex-Premier Ministre s'en va rejoindre ses ancêtres, accompagné par le lamento louangeur du monde entier (cf. «Le Monde» du 10/1/76), il serait utile de rappeler qu'à ses vertus révolutionnaires connues de tous, Chou En-Lai joignait la ruse et le mensonge, au point même que Mao disait un jour de lui: «Bien sûr personne n'ira prétendre que l'honnêteté est la qualité principale de Chou.» («Quotidien de Paris» du 11/1/76) Ne faudrait-il pas se décider à ouvrir un jour les yeux et à voir dans la révolution chinoise une révolution léniniste moins loin qu'il n'y paraît du modèle russe et dans ses leaders non des dieux ou des saints mais des pragmatiques, voire même des Machiavel.

Aussi convient-il de revenir sur le livre d'Han Suyin: *Le Premier Jour du Monde*, paru récemment chez Stock et dont, à l'exception de Jacques Guillermaz dans «Le Monde» du 5/12/75[1], la plupart des critiques ont célébré les inestimables mérites. Il est vrai qu'en d'autres temps, Pierre Loti ou Claude Farrère ont, eux aussi, fait le plein en traitant d'un Orient de pacotille. Et y a-t-il si loin de *Madame Chrysanthème* au *Premier Jour du Monde ?*

Pourtant ce livre qui sera lu par tous les inconditionnels du régime devrait l'être également par ceux qui refusent de gober l'hostie maoïste, yeux fermés et tête pleine de vent (d'Est). Certes, l'ouvrage (pesant et indigeste) est un panégyrique qui laisse loin derrière lui les plus plates élucubrations tenues jusque-là pour exemplaires. D'une orthodoxie à toute épreuve, il offre pourtant quelquefois de surprenantes cocasseries. C'est ainsi que dans ce pensum où l'indigence politique le dispute à d'indécentes glorifications, on peut lire un soi-disant texte de Lin Piao (Document 571) que Madame Suyin donne pour prouver la noirceur du personnage; il s'agirait de directives envoyées par le renégat à ses complices dans le but d'éliminer Mao et son entourage: «*Nous devons employer toutes les méthodes, gaz mortels, armes bactériologiques, enlèvements, guérillas, accidents d'automobile...*» (p. 415). On reste pantois devant une si savante gradation que ne renierait pas le Sapeur Camenbert lui-même !

En fait, Madame Suyin est bien peu au fait de cette dialectique dont elle a la bouche pleine. Un vague manichéïsme et un encore plus vague matérialisme mécaniste lui tiennent lieu de philosophie politique. Pourtant, à défaut de certitudes idéologiques, Madame Suyin a une certaine connaissance de la Chine où elle a vécu longtemps et se rend encore fréquemment (elle s'est toutefois prudemment abstenue lors de la Révolution Culturelle où son statut de privilégiée aurait pu ne pas être reconnu par d'«irresponsables» gardes rouges). Mais Chinoise de cœur et maoïste de salon, Madame Suyin est aussi suisse de banque et de résidence. Sa falsification de l'Histoire, son opportunisme et sa méconnaissance, voire son mépris des masses, sont à l'image de son itinéraire politique qui, d'épouse d'un attaché militaire de Tchang Kaï-chek, devait l'amener un jour à être l'ambassadrice officieuse et rassurante du maoïsme. La belle leçon qu'elle anonne ne saurait nous surprendre et ce n'est pas en répétant que «le gouvernement de la République Populaire de Chine n'a jamais entravé ses visites et ses recherches, ni opéré aucune pression sur son indépendance, ses contacts ou ses conclusions» (p. 10) qu'elle nous convaincra. Tant de précautions oratoires sont significatives, d'autant qu'il est d'autres sons de cloches sur la nature du maoïsme.

Mais au-delà de cette pauvreté et de cette pesanteur (ne parlons pas des longueurs, lourdeurs, absence de vue globale, détails inutiles ou ridicules...), *Le premier Jour du Monde* peut constituer, à son insu, un excellent outil de démystification. Suivant pas à pas les tribulations de la lutte pour le pouvoir (en quoi elle ne prétend voir que pureté et quête révolutionnaires), elle truffe son texte de citations et directives de Mao, multiplie les documents, justifie, condamne ou encense. Pourtant, fait-elle autre chose que souligner ce que l'on savait déjà: une fantastique manipulation par la clique maoïste tant des masses chinoises que de l'opinion internationale ?

La Révolution Culturelle est ramenée à ses vraies proportions; on y voit comment Mao ayant perdu le pouvoir tente de le regagner en lançant les gardes rouges à l'assaut du parti devenu «liuiste»; comment ensuite Mao demande à l'armée d'écraser les gardes rouges rapidement encombrants et dangereux pour la bureaucratie (les victimes se comptèrent par centaines de milliers, Madame Suyin elle-même avouant, p. 380, 90.000 morts ou blessés pour la seule province du Sechouan); comment enfin Mao élimine Lin Piao et reprend en main l'ALP avec l'aide du parti redressé.

Stratégie classique qui voit les amis d'hier devenir les ennemis d'aujourd'hui et les alliés d'aujourd'hui les traîtres de demain, tour de passe-passe où les vieux révolutionnaires de toujours se dévoilent subitement comme de tenaces et patients agents du Capitalisme ou du Kuomintang, Mao seul (et quelques fidèles) ne se trompant jamais. Pour garder le pouvoir, Mao n'a pas craint de jeter la Chine dans une aventure qui l'a menée au chaos et à deux doigts de la guerre civile. Il a feint de donner le pouvoir aux masses pour ensuite les réduire, a invité les opposants à parler et critiquer librement (Campagne des Cent Fleurs) pour les mieux démasquer et écraser.

Cette démagogie opportuniste et ce cynisme politique qu'une propagande internationale habilement orchestrée déguisera en lutte contre le révisionnisme, en recherche de l'intransigeance révolutionnaire, en volonté d'abolition du fossé entre travail intellectuel et travail manuel, en retour aux sources du marxisme, en campagne anti-confucéenne, etc.[2], témoignent d'une grande habileté. L'intoxication est bien faite et, de droite à gauche, nos intellectuels et politiciens tombent dans le panneau. La Chine les intrigue et ils sont prêts à tout avaler pour ne pas courir le risque de se trouver « à la traîne de l'Histoire ».

Incapables d'analyser les contradictions internes entre masses révolutionnaires et parti bureaucratique, il leur suffit d'un voyage organisé de quinze jours en Chine Populaire pour que le monde prenne un sens. (N'en fut-il pas de même avec l'U.R.S.S. dont les visiteurs ne virent jamais la vraie nature, même au temps du pire stalinisme ?) Il leur suffirait pourtant de lire convenablement *Le Premier Jour du Monde*[3] pour voir que de Staline à Mao il n'y a pas loin, que la chute de Liu Shao Shi et l'élimination de Lin Piao rappellent étrangement les procès de Moscou et que l'ouvrier modèle Feng appartient au cru Stakhanov.[4]

En somme, cécité et lucidité politiques rendent compte de la même épaisseur. Cette double lecture (Leys/Suyin) pourrait ainsi être utile aux thuriféraires occidentaux du maoïsme ou aux hommes en mal d'opium. Sinon qu'ils demandent à visiter les camps de rééducation où, travail et autocritique à l'appui, ils découvriront que la pensée de Mao n'a pas toujours de ces vertigineuses hauteurs propices à exalter passions et pâmoisons et qu'il est des contingences moins roses que les visites organisées. L'issue, Messieurs, appartient aux masses, non aux idoles que vous révérez. La prise de conscience, même confuse et maladroite des gardes rouges, montre bien que la spontanéité révolutionnaire de la jeunesse chinoise (500 millions de Chinois ont moins de 25 ans) n'est pas un vain mot et que la révolution chinoise n'est pas encore terminée.

MAX CHALEIL

(1) Mais Jacques Guillermaz, lui, est un *vrai* spécialiste de la Chine. Son *Histoire du Parti communiste chinois* en trois gros volumes richement documentés (Payot édit.) en fait foi.

(2) En dernière instance, la sacro-sainte contradiction dont Mao joue en virtuose permet de tout expliquer. Mais n'est-ce pas exagéré de faire de Mao un dialecticien de haute volée ? Son œuvre théorique n'est, à y bien regarder, qu'un assez pâle prolongement de Marx et Lénine.

(3) Bien sûr, il vaut mieux consulter *Ombres chinoises* de Simon Leys (10-18) (infiniment plus intelligent, mieux documenté, et bien moins cher).

(4) Un très court texte édité à tirage limité par Christian Bourgois: *Alors la Chine ?* de Roland Barthes, témoigne à sa façon des mêmes lieux communs et banalités que cependant, du fait de la signature, beaucoup trouveront géniaux. Cet opuscule montre, *en raccourci*, que pour s'appeler Barthes on n'en est pas moins aveugle et que par-delà les précautions sémantiques et signifiantes, on peut dire en clair-obscur ce que d'autres proclament en cocorico. Décidément, nos intellectuels sont à la politique ce que l'autruche est à la stratégie.

Simon RUBAK

ROSA LUXEMBOURG

Préface à une prochaine publication de nos Cahiers : **Rosa Luxembourg et sa doctrine.**

Rosa Luxembourg, c'est l'incarnation de l'esprit révolutionnaire internationaliste.

Née en 1871, assassinée en 1919, elle a vécu une époque de bouleversements historiques et d'effervescence sociale intense où elle tient une place de premier plan. Des travailleurs du monde entier ont célébré ensemble, plusieurs années après leur mort, Lénine, Liebknecht, Luxembourg et ces «trois L» associées sur les banderoles de dures et parfois sanglantes manifestations du Ier mai ont maintes fois jeté leur défi aux charges policières.

Sous la responsabilité d'un social-démocrate «de droite», membre de la Deuxième Internationale, le ministre allemand Noske, le «chien sanglant» comme il osait se qualifier lui-même, Liebknecht et Luxembourg furent appréhendés, torturés, mis à mort et le cadavre défiguré de Rosa fut jeté à la rivière.

De son côté, l'ancien social-démocrate «de gauche», le bolchévik Staline, devenu le plus monstrueux bourreau des révolutionnaires et du peuple russe, fit momifier Lénine et donna à entendre à ses séides de la Troisième Internationale qu'il fallait ensevelir dans l'oubli Liebknecht et Luxembourg, falsifier et gommer leur rôle historique, faire disparaître leur pensée et leurs écrits comme sous une neige sibérienne.

Cette directive fut suivie, tant par discipline que par complicité : la mise à l'index, confidentiellement dictée par les staliniens, fut platement respectée par les sociaux-démocrates révisionnistes liés à la laisse de leur «chien sanglant», et elle fut allègrement approuvée par les bourgeois, des plus cyniques réactionnaires aux plus hypocrites libéraux. Il n'y eut pas besoin de concertation entre eux, ni d'entente secrète ou même tacite : la convergence contre-révolutionnaire de leurs comportements a ourdi d'elle-même une conspiration du silence terriblement efficace qui a duré plus de trente ans.

Aujourd'hui encore, qui donc connaît, en France, les textes des écrits et discours de Karl Liebknecht et les raisons, qu'il a publiquement données, de ses prises de position historiques ? De Rosa Luxembourg, l'Accumulation du Capital eut bien une traduction française mais pendant plus de quarante ans de péripéties plus ou moins rocambolesques, le premier tome seul avait pu paraître, pas le second ! En Allemagne, dans l'entre-deux guerres, Paul Fröhlich avait projeté une publication des Œuvres complètes de Rosa Luxembourg en 9 volumes. Ont paru le tome VI (L'Accumulation du Capital en 1923 ; le tome III (Contre le réformisme) en 1925 et le tome VI (Lutte syndicale et Grève de masse) en 1928. Beaucoup de raisons ont joué pour que le reste attende ! En France, les écrits de Rosa Luxembourg, livres, articles, proclamations, lettres, textes de discours, auraient tout à fait disparu de la circulation si le fondateur de l'ancienne revue Masses et de l'actuel Spartacus ne les avait, coûte que coûte, et avec une opiniâtreté bretonne, édités en brochures, qui d'ailleurs, lui sont longtemps restées en stock.

Ceux et celles qui, en leur temps, dans un congrès international, une réunion électorale, un meeting ou, clandestinement, dans la clairière d'un bois, en Pologne russe, ont vu et entendu au moins une fois Rosa Luxembourg frêle, ferme, véridique, exaltée, indomptable, en ont conservé l'enthousiasme jusqu'à leur mort. Puis ils sont morts. Et dans les nouvelles générations de révolutionnaires il y a eu des militants qui ont pu croire, en entendant parler de Rosa Luxembourg qu'il s'agissait de la télé. Mais la vérité trouve aussi son chemin.

La répression des soulèvements populaires dans les pays actuellement sous domination russe, par des troupes et la police soi-disant communistes, a déssillé bien des yeux en France où d'autre part, le P.C.F., par son comportement en mai-juin 1968 a écœuré maints travailleurs en grève et plus encore d'étudiants en révolte. Bon nombre de ces derniers se sont alors mis à étudier ... le mouvement révolutionnaire lui-même, à contester les mots d'ordre des organisations officiellement «représentatives» des travailleurs, à passer les doctrines au crible. Cela leur a fait connaître des thèses et des noms naguère volontairement omis. Rosa Luxembourg a cessé d'être ignorée ou méconnue et son audience s'étend : c'est que, dès le premier abord, le lecteur ne manque pas de ressentir la qualité authentiquement révolutionnaire de sa pensée, de son comportement, de ses activités, de toute sa vie ardente et tragique, impression que n'ont jamais pu évidemment, et ne pourront jamais lui donner les arrivistes et les bureaucrates qui prétendent diriger, guider, encadrer les classes exploitées. Mais surtout le contenu des textes surprend toujours le lecteur par leur constante actualité, alors qu'elle a écrit beaucoup d'entre eux il y a plus de soixante-dix ans !

En effet les problèmes très pressants qui assaillent les révolutionnaires dans notre siècle finissant furent, dès avant son début, étudiés par Rosa Luxembourg : des mouvements de grève, certains incidents politiques, des événements historiques qui se produisirent à son époque lui ont fourni des occasions, des points de départ ou d'appui pour une réflexion théorique de portée générale et toujours actuelle, l'épisode servant principalement à étayer des conclusions pratiques et des prises de position.

Chargée d'enseigner les théories de Marx, Rosa Luxembourg a été amenée à penser, à la différence d'Hilferding, que le colonialisme, autant sinon plus que la concentration des capitaux, est un aspect essentiel de l'impérialisme parce que ce dernier résulte d'une inéluctable nécessité d'expansion, inhérente au système économique capitaliste ; c'est-à-dire que ce système, quand il est arrivé au stade de l'impérialisme, ne peut plus fonctionner autrement que par le moyen des conquêtes coloniales, de la course aux armements, du militarisme et des guerres mondiales qui menacent d'anéantir l'espèce humaine dans un avenir plus ou moins rapproché. Par cette étude, Rosa Luxembourg -qui a toujours été une internationaliste convaincue- a renforcé sa position de refus du patriotisme et du nationalisme ou du régionalisme, sans aucune concession pour les minorités ethniques ou les mouvements d'indépendance nationale.

Elle a aussi combattu -ce fut son premier grand combat de théoricienne et il la rendit aussitôt célèbre- les révisionnistes réformistes parce qu'ils leurrent les exploités en affirmant que le développement du capitalisme va tranquillement et paisiblement améliorer leur sort et qu'il faut donc favoriser cette évolution ; sous ces prétextes fallacieux ces bons apôtres se mettent, en toute occasion, dans le camp des bourgeois et, dans les moments critiques, s'associent aux contre-révolutionnaires les plus sanguinaires.

Tenant pour exemplaires la combativité, l'élan révolutionnaire des travailleurs et leur spontanéité créatrice, Rosa Luxembourg a dénoncé les coups de freins catastrophiques donnés par le bureaucrate réformiste, elle a fustigé son esprit routinier et conservateur, stigmatisé les palidonies des dirigeants et les dérobades des responsables administratifs dans les organisations des travailleurs. Elle s'attira ainsi la haine meurtrière des arrivistes casés dans les hautes instances du parti auquel elle consacrait toutes ses forces. Mais elle a vu dans cette haine une raison de plus pour s'élever contre l'idée que le mouvement révolutionnaire puisse avoir, d'une part des «chefs» qui commandent, de l'autre des «masses» qui exécutent les ordres par obéissance. Elle a dit que cette conception s'inscrit dans l'idéologie bourgeoise qui indique très expressément de cette façon la place et la fonction des classes opposées dans la société capitaliste.

Absolument hostile à cette conception et à sa mise en pratique dans la social-démocratie, Rosa Luxembourg, malgré sa sympathie, son admiration fervente pour tous ceux qui se sont jetés à corps perdu dans la grande Révolution russe, n'a pas hésité, en pleine bataille, à blâmer ouvertement et sans ambages ses camarades bolchéviks de se comporter en chefs, d'imposer leur volonté aux travailleurs, de leur interdire la discussion, d'en faire des exécutants privés d'initiative, contraints par la violence de les suivre sans hésitation ni murmure. Elle a hautement protesté et mis en garde contre cette manière d'agir et de penser qui devait, surtout sous Staline, faire sombrer le mouvement révolutionnaire **communiste** dans un abominable régime d'oppression. Elle avait d'ailleurs mis en évidence depuis longtemps, en 1903, dans ses polémiques avec Lénine sur les questions d'organisation, le lien étroit qui existe entre le rôle d'un parti prolétarien et sa structure statutaire ; elle avait démontré qu'un parti à direction cooptée, de caractère autoritaire, régi par une disci-

pline à la prussienne est incapable de promouvoir l'émancipation totale de la masse des travailleurs exploités parce que sa structure s'y oppose et qu'il y a là une contradiction insurmontable.

On comprend sans peine que les opinions de Rosa Luxembourg n'ont pas plu à tout le monde, entre autres aux sectaires. Sans doute il est possible de dire après le recul du temps, que telle ou telle de ses prévisions s'est trouvée démentie par les faits (du moins provisoirement puisque l'histoire continue); il se peut aussi que telle ou telle de ses prises de position soit attaquable, que telle thèse contienne des insuffisances ou se révèle erronée, que tel argument n'apparaisse pas convaincant. De tout celà, il est absolument nécessaire de se préoccuper, il faut y regarder de près, tout éplucher sans qu'il y ait de sacrilège à craindre.

Ceux qui le font avec liberté d'esprit, honnêteté intellectuelle, conscience révolutionnaire en prenant pour critère la cause des exploités, se placent d'emblée sur le terrain choisi par Luxembourg elle-même, ils sont de plain-pied avec elle, car elle n'a pas plus été luxembourgiste que Marx ne fut marxiste ou Bakounine bakouniniste... **iste** indiquant, dans ces cas-là qu'il s'agit de suiveur zélé, d'épigone. Mais elle a eu parmi ses ennemis tous ceux pour qui ni l'autorité, ni l'obéissance ne souffrent de discussion. De leur point de vue, discuter avec Rosa Luxembourg, c'était lui offrir d'avance un moyen de les vaincre. Ce qu'il leur fallait, c'était la réduire au silence. Ils l'ont fait concrètement, à leur manière, les reîtres en défigurant son visage à coups de crosse de fusil, la censure en mutilant ses écrits à coups de ciseaux, les uns essayant de faire disparaître son corps dans une rivière, les autres son nom dans l'oubli.

Ils ont obtenu plus qu'ils ne voulaient: après l'écrasement des spartakistes il y a eu celui du prolétariat allemand avec l'arrivée du nazisme, une seconde guerre mondiale et ses suites. Et pourtant leur succès n'a pas été total parce que l'histoire ne s'arrête pas: aujourd'hui Rosa Luxembourg reprend la parole, elle parle aux exploités de tous les pays, elle dit les paroles de la révolution, elle affirme, sûre de son destin: «J'étais, je suis, je serai».

Tous ceux, adversaires ou camarades - mêmes très proches - qui, sous prétexte que Rosa Luxembourg était une femme, se sont permis la moindre ironie, la moindre condescendance, la moindre allusion sexiste à son égard, ont immédiatement reçu de sa part la volée de bois vert méritée et elle a particulièrement cinglé de son mépris ceux qui ont prétendu fourrer leur nez dans son linge. Elle n'a probablement pas prévu que puissent être publiées ses lettres confidentielles à un très petit nombre d'intimes, exclusivement réservées à leurs destinataires. Ceux-ci les ont néanmoins rendues publiques, sans doute en raison de la poésie et de la chaleur humaine dont elles sont empreintes et ces lettres montrent bien -quoiqu'il n'en soit pas besoin- que «Rosa-la Rouge» n'était en rien une crèature asexuée. Seulement elle avait construit la totalité de sa vie sur son travail de révolutionnaire et elle a rejeté, avec l'énergie exceptionnelle qui la caractérise, toutes les autres considérations.

S. RUBAK

INTERVIEW SUR LE LIBAN

Un de nos amis a rencontré Lafif Lakhdar, de passage à Paris. Son activité révolutionnaire se situe au Moyen-Orient et nous lui avons demandé de répondre à quelques questions.

QUESTION: *Il y a un problème libanais; comment peux-tu définir son contexte?*

REPONSE: En effet, il y a autant de problèmes que de confessions et de classes sociales au Liban. Humiliées par la défaite de la guerre de juin 67, les classes dominantes arabes ont perdu toute crédibilité aux yeux de leurs sujets. La classe dominante libanaise n'y a pas participé, ce qui a scandalisé les masses surtout musulmanes. Par la suite, elle s'est avérée impuissante à défendre le sud-Liban contre les bombardements de l'aviation et les incursions de l'armée israélienne devenus depuis 9 ans des faits divers de presse; ce qui a poussé la population du sud-Liban et les groupements politiques à s'armer et à collaborer avec les organisations palestiniennes qui ont, depuis la défaite de la résistance en Jordanie (septembre 70), élu domicile au Liban. A cette incrédibilité, grosse de conséquences, surtout dans les pays d'Orient où perdre la face équivaut à perdre le pouvoir, s'ajoutent les retombées de la crise mondiale du Capital. En fait, les grèves et émeutes des lycéens, étudiants et ouvriers se succèdent depuis 1972. Les étudiants réclamaient la modernisation de l'enseignement et des emplois pour les diplômés; les ouvriers, face à une inflation galopante (de 30 à 40 % en deux ans), revendiquaient l'augmentation des salaires et la sécurité de l'emploi. En janvier 1973, des milliers de lycéens descendent dans la rue pour tout mettre à sac à Beyrouth (vitrines, étalages et feux rouges) pendant plusieurs heures. Les bien-pensants et les soi-disant mal-pensants de la gauche libanaise ont crié «gare à l'anarchie». Toute la presse, ou presque, s'est mise à se remémorer l'incendie du Caire de 1952, qui précéda de peu la révolution de palais de Nasser. Damas, déjà paniqué par les émeutes dont certaines villes syriennes furent le théâtre, prit la chose au sérieux. Le chef de l'Etat syrien, Assad, fit remarquer, en guise d'avertissement, à Fayçal d'Arabie, «chien de garde» du statu-quo arabe, qu'«il est à craindre que le Liban ne devienne le premier pays communiste arabe». Depuis cette date, et surtout après la guerre d'octobre 73 qui amorçait le processus d'un règlement politique entre les bourgeoisies israélienne et arabes, la bourgeoisie libanaise moderne (notamment financière et industrielle) intensifie sa campagne contre le régime libanais, autrement dit la vieille bourgeoisie devenue une camisole de force qui empêche le Capital de tout dominer suivant sa propre logique.

Q.: *A ce que je sache, ce terme de «vieille bourgeoisie» est employé pour la première fois à propos de la crise libanaise. Que veux-tu dire par là?*

R.: Le Liban est gouverné depuis l'indépendance (1943) par une bourgeoisie restreinte, foncière, absentéiste et cristallisée dans quelques dizaines de familles chrétiennes et musulmanes qui se succèdent au pouvoir depuis 30 ans — exception faite d'une interruption éphémère représentée par le règne du régime de Chibab (de 1958 à 1964) qui a voulu moderniser l'Etat et les rapports marchands afin qu'ils puissent primer sur les confessions et leurs partis; parallèlement, il a voulu introduire des réformes sociales pour régler la montre libanaise en retard sur celle de l'Egypte nassérienne.

Cette vieille bourgeoisie, conservatrice et trop attardée, s'est montrée impuissante à affronter les problèmes sociaux accumulés depuis deux décennies au moins par d'autres moyens que la violence policière: celle-ci noircit la réputation libérale de l'ensemble de la bourgeoisie libanaise, réputation devenue dans un monde arabe totalitaire une autre marchandise que la bourgeoisie libanaise vend sur le marché mondial.

A en croire la presse financière américaine, il devient clair depuis la guerre d'octobre 1973 que Beyrouth devait devenir, dans la perspective de réconciliation israélo-arabe, la place financière de la région, pleine et entière. Le Capital exige la sécurité et des services modernes: deux tâches à la réalisation desquelles la vieille bourgeoisie a gravement manqué. Elle considérait la sécurité comme une question purement policière; l'existence des Palestiniens armés et de leurs amis libanais l'ont empêchée de mener ces tâches à bien. Par contre la bourgeoisie moderne, qu'elle soit chrétienne ou musulmane, considère la sécurité comme une question socialo-policière, c'est-à-dire que sans la mise en valeur des réformes sociales susceptibles de désarmer les luttes sociales la force à elle seule reste inopérante.

Paradoxalement, c'est dans le régime de Frangié, qui au lendemain de son élection assura aux bourgeois libanais qu'ils pouvaient dormir en laissant les portes de leurs maisons ouvertes, que le kidnapping des riches et l'exigence de rançons sont devenus monnaie courante au Liban; l'enlèvement de la femme d'un riche changeur récupérée contre une lourde rançon a ainsi scandalisé toute la bourgeoisie libanaise. Il ne sied pas, disent les hommes de finances, que les femmes et l'argent des financiers soient à la merci de criminels vulgaires, venus de ce milieu criminogène qui est la ceinture de misère encerclant la capitale, composée de réfugiés palestiniens et libanais du sud fuyant les bombardements israéliens et l'infertilité de leurs parcelles de terre.

A son incapacité de maintenir l'ordre, s'ajoute celle d'élargir et de moderniser le port de Beyrouth pour qu'il soit apte à recevoir la charge des dizaines de bateaux qui attendent en vain le déchargement; et enfin les perturbations graves des services des postes et des télégrammes (un exemple: une société commerciale a reçu ses commandes avec trois mois de retard). Il est à noter que le ministre permanent des P.T.T. est le fils du chef de l'Etat. «Annahar», organe de la bourgeoisie libanaise moderne, et R. Eddé,

le leader maronite connu par ses attaches avec les Bourses de New-York et de Paris, et dont le frère est le chef du syndicat des banquiers, firent de la sécurité des ports et des services postaux leur cheval de bataille contre Frangié et son gouvernement. La plupart des vieilles bourgeoisies absentéistes qui ont gouverné le monde arabe jusqu'en 1952 (Egypte), 58 (Syrie, Irak), etc., ont cédé la place à une bourgeoisie bureaucratico-militaire, socialement réformiste et politiquement totalitaire, sauf au Liban ; il est donc grand temps que celui-ci rejoigne le processus. Dans les autres pays arabes ce processus s'est engagé par des coups d'Etat militaires. Au Liban, il n'a pas fallu moins d'une guerre civile meurtrière.

Q. : *Quels sont les participants à cette guerre civile et que veulent-ils ?*

R. : Le front de la vieille bourgeoisie englobe les phalangistes, l'Armée de Libération Zghortiate dirigée par le fils de Frangié, le parti de Chamoun (ministre de l'Intérieur), les Gardiens du Cèdre, le 2e bureau de l'armée et l'ordre des moines. Il est à noter que l'Eglise possède 27 % des terres cultivables au Liban. A la base de ce front se retrouvent la petite bourgeoisie et les classes moyennes des monts du Liban et de Kesraoum, fief des maronites. Les classes moyennes se rattachent à la vieille bourgeoisie par intérêt et par peur. Ce front ne représente pas seulement les intérêts de la petite bourgeoisie chrétienne — dans laquelle se recrute l'armée essentiellement mercenaire, les forces de l'ordre, la bureaucratie et les employés du tertiaire — mais sa peur également de perdre ses privilèges tout relatifs et d'être noyé dans un monde arabo-musulman devenu soudainement riche. Ces classes moyennes imputent l'absence de sécurité à l'existence des Palestiniens armés, obstacle majeur au rétablissement de l'ordre. Si la survie est chère, ce n'est à leurs yeux que du fait des Palestiniens, etc. Gemayel, chef des Phalanges, lors d'un débat récent à la télévision, a dit : «Certes, il y a des riches et des pauvres, mais Dieu seul a compétence de demander leurs comptes aux riches. Les communistes veulent remplacer Dieu pour demander des comptes ici bas.» Pour lui est communiste celui qui exige des réformes bourgeoises ; le chef des syndicats des banquiers est lui-même taxé de l'épithète infamante de communiste. Bref, la vieille bourgeoisie à dominante chrétienne veut le statu quo.

Le front adverse se compose de la bourgeoisie musulmane de toutes nuances, des industriels, intellectuels et banquiers chrétiens, du front progressiste, notamment P.C. et P.P.S. de Joumblat, soutenu par la résistance palestinienne, avec ses deux misérables composantes : le front du «refus» et celui des capitalards. Ce sont les partis progressistes qui ont élaboré le programme de la bourgeoisie moderne. Ce programme revendique en substance la liquidation des rapports antérieurs au capitalisme moderne, la déconfessionnalisation des Institutions, l'élimination de la «féodalité politique», autrement dit la vieille bourgeoisie du Parlement, par les élections à la proportionnelle, la mise en place d'une infrastructure moderne, la modernisation de l'armée, le service militaire obligatoire, le renforcement de la police.

Q. : *Les ouvriers qui combattent sous la bannière des partis progressistes acceptent-ils de mourir pour un tel programme ?*

R. : Peu d'ouvriers combattent sous la bannière de l'un ou l'autre front. Les milices des deux partenaires sont essentiellement formées par la jeunesse de la petite bourgeoisie (numériquement dominante) menacée de banqueroute, et du sous-prolétariat des bidonvilles et des camps palestiniens. De toute façon, le prolétariat n'est révolutionnaire que s'il combat pour son propre compte, pour sa propre émancipation. Ceux des prolétaires qui combattent aujourd'hui meurent à une tâche pour eux-mêmes énigmatique. Ils espèrent se libérer du poids qui les écrase, mais à terme ils ne peuvent s'attendre qu'à un nouvel Etat moderne du Capital qui les réduira à l'esclavage salarié légèrement modernisé. Cet Etat est la Toison d'or à la conquête de laquelle sont partis les partis du front islamo-progressiste.

Q. : *Que représente le socialisme du parti de Joumblat et du P.C. ?*

R. : Le P.C. de Moscou et le P.P.S. de Joumblat représentent le socialisme dans ce qu'il a de plus vide et de plus laid.

Q. : *Tu n'as parlé que des partenaires libanais de la crise. Mais d'aucuns affirment l'existence d'interventions extérieures. Qu'en est-il ?*

R. : Certes, il y a des interventions arabes et étrangères, mais le fond de la crise reste proprement libanais. Ces interventions soutiennent l'un ou l'autre parti, sans plus. La Syrie et à certains points l'Irak soutiennent le front islamo-progressiste sans rompre avec le front adverse. L'Egypte et l'Arabie saoudite soutiennent sournoisement le front de la droite, un soutien il faut le dire conditionné par la non-partition du Liban. Israël et certains milieux américains le soutiennent également.

Q. : *Comment peut-on, dans ces interventions contradictoires, arriver à une solution de la crise ?*

R. : De même que les interventions extérieures ont compliqué la crise, elles peuvent également contribuer à sa solution. Pratiquement une solution est impossible sans la bienveillance des régimes arabes engagés d'un côté ou de l'autre.

Q. : *Le front de la droite dit qu'il n'a livré la guerre que pour éviter les conséquences néfastes de la présence de la révolution palestinienne sur le territoire libanais ?*

R. : De fait, la vieille bourgeoisie s'est paniquée en voyant la petite bourgeoisie musulmane appauvrie délaisser ses leaders traditionnels confessionnels pour glisser, d'après les termes mêmes de Gemayel, «vers l'anarchie et la criminalité». La droite libanaise, aussi bien chrétienne que musulmane, n'a cessé de craindre que ceci profite à la révolution palestinienne. J'ajoute que c'est par un véritable abus de langage qu'elle peut être qualifiée de «révolution». Mais l'existence des Palestiniens armés a profité aux masses populaires en ceci qu'elle en a facilité l'armement. La droite ne s'oppose pas aux Palestiniens, en tant que tels, mais à la situation de fait qu'ils ont introduite, sans être eux-mêmes conscients de ses conséquences. Tout au long de cette guerre les chefs palestiniens se sont faits le flic qui arrête, réprime et livre ceux qui volent les biens volés.

Q. : *La grande presse française parle d'une partition inévitable du Liban en deux Etats, chrétien et musulman, est-ce réalisable ?*

R. : Une grande partie de la vieille bourgeoisie (notamment l'ordre des moines, les Gardiens du Cèdre et le chef de l'Etat lui-même) est visiblement tentée par le partage. L'égorgement des vendeurs musulmans de journaux, en pleine rue, les massacres aveugles de piétons musulmans perpétués par les phalangistes et les tueurs à gage, au service du chef de l'Etat, sont nettement des préparatifs psychologiques au partage. Je doute toutefois que la volonté d'une vieille bourgeoisie, atteinte d'une singulière myopie, puisse facilement triompher. Pour la bourgeoisie maronite, qui est l'épine dorsale de l'ensemble de la bourgeoisie libanaise, la partition équivaut à son suicide. L'ambition de cette bourgeoisie est d'être le banquier du monde arabe. La partition va à l'encontre de cette ambition.

Q. : *Tu penses donc que la partition est impossible ?*

R. : Impossible non, mais difficilement réalisable. Elle est absurde.

Q. : *N'est-il pas des absurdités qui se réalisent parfois ?*

R. : Oui, surtout dans l'histoire orientale dont la rationalité n'a jamais été le point fort. Mais cet absurde-là, même une fois réalisé, est économiquement peu viable. Un Etat chrétien ne pourra susciter dans le monde et le monde arabe que des inquiétudes. Il n'aura que le soutien de la bourgeoisie israélienne et peut-être de certains milieux américains.

Q. : *Justement, pourquoi les Etats arabes ou autres s'inquiètent-ils d'une éventualité du partage ?*

R. : Pour les bourgeoisies arabes c'est clair : La partition ne peut avoir que de graves conséquences à l'intérieur de chaque Etat, surtout syrien, égyptien, irakien et soudanais où existent d'importantes minorités chrétiennes. Le Vatican s'est déjà prononcé contre la partition susceptible d'affaiblir le front unique islamo-chrétien contre l'athéisme et le communisme dont le Vatican et l'Arabie Saoudite se sont faits les chefs de file. Je ne pense pas que Russes et Américains, pour leur part, puissent tolérer, voire encourager, cette partition dans une zone où ils cherchent plutôt à préserver le statu quo qu'à le déranger. Bref, tout porte à croire que les facteurs aussi bien internes qu'externes militent contre une éventuelle partition.

Q. : *Mais peut-on croire qu'après cette guerre civile, une des plus atroces de toute l'histoire, puissent paisiblement cohabiter les musulmans et les chrétiens ?*

R. : Les bons ou les mauvais sentiments des chrétiens et des musulmans comptent peu, c'est l'intérêt du Capital qui compte. Si une solution confédérale, à la Suisse, paraissait profitable au Capital, elle serait acceptée et appliquée. Pourtant, je l'exclus parce que le mode de domination orientale a de tout temps été centralisateur.

Q. : *Comment vois-tu la fin de cette guerre ?*

R. : Au Liban, tout finit toujours en bon compromis bourgeois. La dispute des deux bourgeoisies, musulmane et chrétienne, quant à l'appartenance du Liban, en 1943, s'est terminée par «ni occidentalisme, ni arabisme». La guerre civile de 1958 entre les deux parties s'est soldée également par «ni vainqueur, ni vaincu», apparemment du moins. Cette fois-ci, un compromis glorieux, largement défavorable à la vieille bourgeoisie, est déjà dans l'air.

Q. : *Que sera-t-il ?*

R. : Il m'est difficile d'en prévoir les détails et la mise en scène. Je ne peux qu'indiquer la voie dans laquelle il va se diriger. Le Capital exige un Etat puissant à même de le servir comme il se doit ; toutes les parties en présence déplorent l'absence d'un tel Etat. Pour y remédier, le front de la vieille bourgeoisie revendique la primauté de la sécurité et de la souveraineté de l'Etat sur la modernisation et les réformes des institutions surannées. Celui des partis islamo-progressistes exige cette modernisation réformiste, condition sine qua non de la sécurité et de la souveraineté. Un compromis pourrait être — d'une part le rétablissement de l'autorité bafouée de l'Etat, car elle inquiète entre autres tous les Etats arabes, le cas échéant par une intervention concertée des armées arabes, acceptée et même réclamée par tous les bélligérants — de l'autre, la parité des sièges au parlement entre chrétiens et musulmans, ainsi que la déconfessionnalisation de la fonction publique... Ceci amorcerait l'établissement d'un Etat réformiste moderne.

Q. : *Les bourgeoisies arabes sont-elles intéressées, aujourd'hui, par un tel compromis.*

R. : Je le pense. Puisqu'elles sont toutes, cela se reflète dans leur presse, scandalisées par le pillage collectif des banques, des magasins et maisons bourgeoises organisé par la jeunesse prolétarienne et sous-prolétarienne de Beyrouth et de Tripoli. Tout récemment, les fellahs de Baalbek se sont spontanément mis à partager les terres de l'Etat et de l'Eglise. C'est vraiment grave pour tous les Etats arabes qui font de leur mieux pour rassurer et leurs bourgeois respectifs et le Capital international sur la stabilité et l'inviolabilité de la propriété privée.

D'autres signes d'une détente inter-bourgeoisies facilitant de tels compromis se dessinent à l'horizon : l'éventuelle récupération par les bureaucrates syriens de cinq kilomètres du Golan, selon l'engagement de Washington cautionné par l'aval de Ryad, et surtout l'engagement du processus menant à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Bref, la réconciliation de la bourgeoisie arabe et israélienne est désormais à portée de la main, au besoin au prix d'une autre guerre spectaculaire qui arrangerait les bourgeoisies en place et ne coûterait que quelques milliers de «têtes humains».

12 décembre 1975.

Propos recueillis par Harbi Emir

Un très prochain Cahier SPARTACUS

L'Expérience Portugaise

La conception militaire et putschiste de la Révolution Sociale.

La conquête politique de l'Armée ; Les luttes au sein du M.F.A. ; Les Comités de soldats ; La crise du Pouvoir Populaire ; Intrigues et noyautage du P.C. ; Illusions et fautes des groupes gauchistes ; Les Travailleurs et le Putsch ; Après le 25 novembre, enseignements et leçons.

Cette publication est la suite logique de :

PORTUGAL, L'AUTRE COMBAT

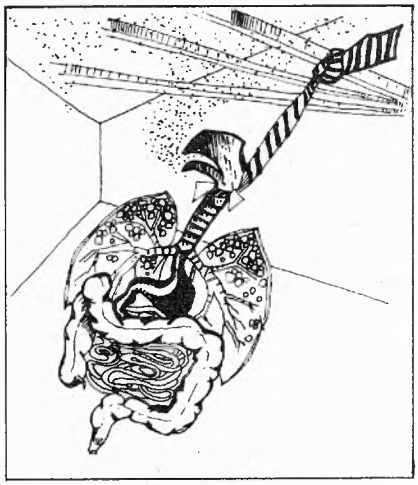
Cahier Spartacus, 228 p. 22 F franco.

LA SILICOSE DES COLS BLANCS

Une grave menace pèse à la fois sur les membres du comité central du P.C., les fidèles pratiquants de la nouvelle église de Chatenay-Malabry, les occupants des tours Esso et Nobel (à la Défense), les travailleurs des Halles de Rungis, les prisonniers de Fleury-Merogis, les étudiants, les enseignants et le personnel du centre universitaire de Jussieu.

Quel rapport entre tous ces gens, direz-vous ? Un minéral : l'amiante ou plutôt sa pulvérisation sur les poutres d'acier pour les protéger en cas d'incendie. Et toutes les personnes citées travaillent ou habitent dans des locaux construits selon le même procédé.

Il y a un peu plus de deux ans, des chercheurs de Jussieu (ce n'est pas seule-



ment une immense garderie pour adolescents ayant grandi trop vite mais aussi de nombreux laboratoires) remarquèrent des dépôts de poussière sur leurs bureaux. Ils les analysèrent et constatèrent que c'étaient des poussières d'amiante. Ils apprirent avec consternation, en dépouillant des publications étrangères, que l'amiante était hautement toxique, que son inhalation provoquait des cancers du poumon, de la plèvre et du tube digestif, et qu'il ne semblait pas y avoir de limite inférieure en deçà de laquelle la pollution par l'amiante put être considérée comme sans danger. C'est pourquoi son application par flocage mou (sur les poutres) était interdite dans tous les pays industrialisés sauf la France et Israël.

Les chercheurs en question décidèrent de faire faire des analyses d'air par des experts spécialisés (cela demande des connaissances et du matériel spécialisés). Le président de l'Université commença alors par interdire les prélèvements, puis les autorisa à condition d'avoir l'exclusivité du rapport. Il fallut de nombreuses pressions pour en connaître les résultats. Ils étaient assez accablants. Dans un local du rez-de-chaussée par exemple le taux était comparable à ceux que l'on rencontre à proximité d'une usine d'amiante.

Bien embarrassé, le président de Paris 7 trouva à sa rescousse le médecin du travail de la fac qui publia un rapport s'appuyant sur des médecins qui travaillaient pour la chambre patronale de l'amiante et qui concluait à l'absence de danger. Il fallut combattre ce rapport, informer les gens qui travaillent sur Jussieu (sans compter les étudiants, il y a 10.000 personnes qui s'activent en permanence). Ce fut fait en invitant le directeur d'un hôpital de New-York, le Dr Selikoff, spécialiste des maladies dues à l'amiante, dans une conférence publique et en publiant, par l'intermédiaire de l'intersyndicale, une brochure résumant les principales recherches sur le sujet et les prélèvements faits à Jussieu.

Plusieurs assemblées générales du personnel, très importantes par leur nombre (plus que lors des mouvements précédents), exigèrent que des travaux soient effectués pour retirer l'amiante. Les personnels d'une bibliothèque, d'un atelier de physique, et une personne d'un atelier de menuiserie cessèrent le travail en indiquant qu'elles ne voulaient pas mettre leur santé en danger plus longtemps.

Première victoire le 20 novembre : un télex de Soisson suspendait toute activité permanente dans les rez-de-chaussée et accordait un crédit de 140 millions de centimes pour commencer les travaux. Le risque était enfin reconnu officiellement.

Actuellement, la bagarre se poursuit pour que les travaux commencent réellement et qu'ils soient effectués avec toute la sécurité voulue. Les ouvriers qui font ce travail doivent porter des masques ou mieux des scaphandres, les locaux doivent être isolés un à un, les machines, les dossiers, les livres, dépoussiérés méticuleusement. Il reste aussi à obtenir que des crédits soient débloqués pour retirer l'amiante dans les étages, ce qui d'après les premiers calculs représenterait la coquette somme de deux à trois milliards de centimes. Ce sera dur à obtenir, d'autant plus que la chambre patronale de l'amiante exerce de fortes pressions sur le ministère ; mais il est sollicité par d'autres (Equipement, Qualité de la vie) et par différentes personnes qui travaillent dans les mêmes conditions et que nous avons informées.

Enfin le but ultime sera l'interdiction de ce procédé de construction et la reconnaissance comme maladie professionnelle des cancers qui ne manqueront pas de fleurir chez nous et dans bien d'autres endroits.

Un technicien de Jussieu

P.S. Toute personne intéressée ou contaminée par ce problème peut contacter Bertrand au 336-25-25, poste 4112.

Amis lecteurs

Il y a désormais deux possibilités d'abonnement :

1) L'abonnement général dont les avantages sont décrits en page 32 et qui donne droit aux Cahiers SPARTACUS et à la Revue SPARTACUS.

2) Un abonnement à la Revue SPARTACUS qui donne droit à la seule revue.

ANTIMILITARISME LENINISME ET COMMUNISME

La récente répression de l'Etat bourgeois à l'égard de dizaines de soldats, de militants d'extrême gauche et de communistes révolutionnaires soulève le problème complexe de l'anti-militarisme et plus largement le problème de l'attitude des fractions révolutionnaires vis-à-vis des tâches militaires et de la violence lors de la révolution communiste.

Le passé du mouvement ouvrier est riche d'une tradition « anti-militariste » défendue par les principaux courants de l'époque réformiste du début du siècle : le social-démocratisme et l'anarcho-syndicalisme, et si ces courants sombrèrent lors de la guerre de 14-18 soit dans le soutien au militarisme bourgeois soit dans un pacifisme honteux, l'anti-militarisme « classique », c'est-à-dire le soutien aux révoltes des soldats par les organisations ouvrières, eut une vie relativement encore longue (le PCF s'y référa avant-guerre d'une façon nette jusqu'en 1934 (pacte Laval-Staline).

C'est une autre voie que suivirent ceux qui comme Lénine, à Zimmerwald, avaient relevé le drapeau de l'internationalisme, véritable fondement de l'antimilitarisme communiste, et qui avaient lancé à la face de la boucherie impérialiste, face à la barbarie du Capital, le mot d'ordre « Guerre à la guerre ! », clamant contre le torrent patriotard et le pacifisme honteux que « l'ennemi était dans notre propre pays ! »... Cette réaction magnifique préparait en fait l'assaut du prolétariat déclenché en 1917 en Russie.

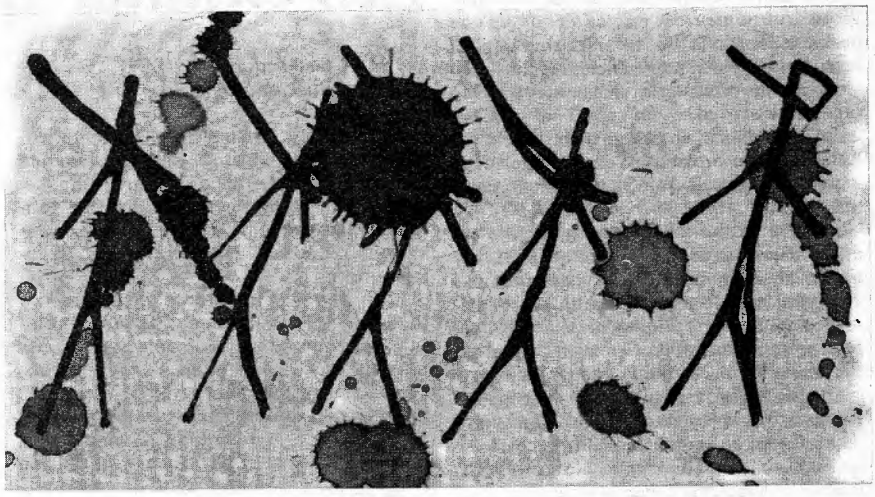
Mais le futur révolutionnaire allait relativiser le « radicalisme » du léninisme, et dès les premiers reculs du mouvement de la classe (défaite en Allemagne, en Finlande, en Hongrie...) un nouveau militarisme surgissait qui au nom de la défense de l'Etat... ouvrier, de la patrie... socialiste, allait écraser Cronstadt et mettre au pas la Russie désormais isolée... A la guerre des classes pour la suppression des classes avait succédé la guerre pour la défense des organes de conservation de la société de classe ! A la violence historiquement nécessaire, expression spontanée des masses en révolution, avait succédé le culte de l'organisation et de la centralisation de cette violence par l'Etat. A la violence émancipatrice se substituait la violence conservatrice, aux milices ouvrières succédait l'armée « rouge » professionnelle : « *La lutte de la révolution victorieuse pour assurer sa défense et son développement se transforme aussitôt en lutte pour l'organisation de l'appareil gouvernemental centralisé. Les détachements de partisans, dont l'apparition au moment de la lutte pour la prise du pouvoir est aussi inévitable que nécessaire, peuvent être, après la conquête du pouvoir, une cause de graves dangers susceptibles d'ébranler l'Etat révolutionnaire en formation. C'est alors qu'on doit procéder à l'organisation d'une armée rouge régulière... Néanmoins, il reste définitivement acquis comme règle que le pouvoir révolutionnaire se met aussitôt à l'œuvre pour incorporer les meilleurs détachements de partisans et leurs éléments les plus sûrs dans le système d'une organisation militaire régulière. Autrement, ces détachements de partisans deviendraient indubitablement des facteurs de désordre susceptibles de dégénérer en bandes armées au service des éléments petits-bourgeois anarchisants insurgés contre l'Etat prolétarien.* » (Trotsky : LES PROBLEMES DE LA GUERRE CIVILE, JUILLET 1924.) La problématique léniniste était donc résumée ainsi par Trotsky porte-parole brillant des conceptions substitutionnistes du léninisme.

Dès les premiers reculs du prolétariat, le bolchévisme mal dégagé des conceptions jacobines de la révolution se fixa des tâches qui non seulement accentuaient la remise sur pied du capitalisme, mais encore parachevaient la remise sur pied de l'appareil d'Etat gardien du statu quo social, croyant dominer l'histoire et les faits sociaux, les bolchéviks furent les agents de cette histoire et des faits sociaux, les tâches immédiates d'un point de vue strictement économiste étaient en Russie la mise sur pied d'une économie centralisée tendant à liquider la petite production marchande et à mettre sur pied un « capitalisme d'Etat » : « *La réalité dit que le capitalisme d'Etat serait pour nous un pas en avant. Si nous pouvions en Russie réaliser sous peu un capitalisme d'Etat, ce serait une victoire... J'ai dit que le capitalisme d'Etat serait pour nous le salut ; si nous l'avions en Russie, la transition au socialisme intégral serait aisée, elle serait entre nos mains, parce que le capitalisme d'Etat est quelque chose de centralisé, de calculé, de contrôlé et de socialisé, et c'est précisément ce dont nous manquons.* » (Lénine : RAPPORT SUR LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS, avril-mai 1918).

Partisan du centralisme politique, de la dictature du Parti, Lénine ne pouvait éviter de se faire l'apôtre du centralisme économique, qui fut le précurseur du capitalisme d'Etat stalinien. Il suffisait de donner à l'Etat « ouvrier » la vertu miraculeuse d'assumer les tâches économiques et politiques du Capital tout en demeurant l'instrument d'émancipation du prolétariat. Là où la guerre, la ruine économique, la misère sociale avaient fait refluer le prolétariat de ses maigres organes de pouvoir : les soviets, le pari léniniste qui semblait défier l'ordre des choses n'était que le sinistre prélude du totalitarisme stalinien [2].

Envisageant la révolution essentiellement comme un déterminisme économique assorti d'une prise du pouvoir politique ne rompant en rien avec les traditions de la bourgeoisie révolutionnaire, le bolchévisme ne pouvait léguer à ses meilleurs héritiers qu'un nœud de contradictions et qu'une somme de recettes algébriques de parti toutes aussi opportunistes les unes que les autres, toutes porteuses des mêmes mystifications contre-révolutionnaires. Ainsi sur le sujet qui nous préoccupe particulièrement, l'ensemble des courants léninistes qui se veulent encore radicaux (des bordiguistes aux trotskystes) partagent sur le problème de l'armée la même vision mécaniste et substitutionniste préparant leur passage futur dans le camp de la conservation sociale, quand ce n'est pas déjà fait pour ceux qui ont réussi à se faire une place dans le rang des encadreurs du prolétariat.

Ainsi Trotsky, exilé par l'Etat qu'il avait contribué à construire, mais n'ayant jamais rompu avec la mystique léniniste, se fit à l'approche de la seconde guerre mondiale non seulement un défenseur de l'Etat capitaliste russe enchaînant les trotskystes russes à un soutien inconditionnel au militarisme russe, mais encore un conciliateur vis-à-vis des partis et organisations du capital au sein du prolétariat et cela sur le plan du militarisme : « *Nous réclamons que l'Etat (américain) fournisse immédiatement aux ouvriers et au chômeurs la possibilité d'apprendre à s'exercer au fusil, à la grenade, au fusil automatique, au canon, à l'avion, au sous-marin et aux autres instruments de guerre. Des écoles militaires spéciales sont nécessaires en liaison avec les syndicats (!), de sorte que les ouvriers pourront devenir des spécialistes qualifiés de l'art militaire, capables d'assumer des postes de commandement.* » (*Trotsky, LA GUERRE IMPERIALISTE ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE, 26-5-1940*) Et encore : « *Nous devons nous prononcer en faveur d'une préparation militaire obligatoire pour les ouvriers sous le contrôle des ouvriers (entendez des syndicats)... Toute confusion avec les pacifistes est cent fois plus dangereuse qu'une confusion temporaire (?) avec les militaristes bourgeois (!!)...* » (*Trotsky, DISCUSSION AVEC DES MEMBRES DU S.W.P., 12-15 juin 1940*).



Ainsi Trotsky, « l'internationaliste », se soumettant aux préjugés nationalistes de la classe ouvrière, envisageait ni plus ni moins qu'un soutien « tactique » et « temporaire » au militarisme impérialiste américain, belle façon d'éclairer le prolétariat sur ses tâches révolutionnaires envisagées ou plutôt réduites aux simples capacités « guerrières » des ouvriers [1].

Plus généralement, la confusion opportuniste qui marqua les « enfants du prophète » fit des trotskystes en maintes occasions les vulgaires apologistes des militarismes nationalistes à la Castro, Mao ou Ho Chi Minh qui ont dévoyé le potentiel subversif contenu dans la révolte des masses affamées du tiers-monde. Cette immense mystification de l'après-guerre a doublement démontré la caducité des positions léninistes sur le problème du militarisme, dans la mesure ou l'on a vu que le militarisme bourgeois tenait son essence dans le nationalisme. Ce militarisme pouvait prendre la forme d'armées populaires, de partisans, de maquisards, que cette forme (le « peuple » en armes) était même la plus totalitaire, la plus perfectionnée dans la mesure où le peuple prenait lui-même en main l'organisation de son propre massacre au nom d'une patrie mythique voilant la réalité sordide des conflits inter-impérialistes... Ainsi basculaient toutes les demi-mesures qui consistaient à réclamer de l'Etat bourgeois, du Capital la démocratisation de l'armée, ainsi apparaissaient à nu les contradictions inhérentes au léninisme qui réduit la révolution à l'apologie de telles ou telles formes d'organisation de la classe, « pensées » à l'avance par le Parti. Dans les faits le Capital tend à récupérer tel quel tout organisme créé par la classe ouvrière qui à un moment ou un autre *n'est plus alimenté par la spontanéité créatrice de la classe elle-même* ! En cela les communistes n'ont nulle forme d'organisation militaire à proposer et encore moins des réformes de l'armée bourgeoise qui ne peuvent être en définitive que des améliorations du totalitarisme capitaliste. Ainsi l'élection des officiers et sous-officiers que proposaient les trotskystes en 1944 ou même la mise en place de milices ouvrières s'inscrit, en dehors d'une lutte révolutionnaire du prolétariat, dans la ligne de la conservation et de l'aménagement du capital.

En fait l'anti-militarisme se montre caduc et même réactionnaire tant qu'il fait partie de l'arsenal « idéologique » des fractions « réformistes » du capital, tant qu'il est envisagé comme une critique formelle d'un aspect répressif du capital. Isoler tel ou tel aspect de la domination du capital est en sorte la meilleure façon de véhiculer l'illusion réformiste, c'est-à-dire la croyance à l'amélioration possible du sort des prolétaires en démocratisant telle fonction trop « étrangère » à la masse. Le syndicat, la démocratie, etc., dans l'armée ne sont rien d'autre que des tentatives d'intégrer toujours plus les ouvriers dans l'organisation capitaliste, totalitaire de la société.

En ce sens tout l'éventail revendicativiste des gauchistes vis-à-vis de l'armée non seulement châtre le potentiel subversif de l'anti-militarisme spontané de toute une frange d'appelés, mais participe à la perpétuation des vieilleries léninistes qui n'envisagent le sabotage de l'armée bourgeoise qu'en fonction des capacités dirigistes des révolutionnaires, c'est-à-dire que loin de former leurs adeptes à l'école de la subversion totale de l'ordre existant, ils prétendent utiliser à leur propre compte les techniques du militarisme bourgeois pour mener les masses vers « leur destinée », et en ce sens leur anti-militarisme est tout autant de pacotille que leur révolutionnarisme !

S'il fallait un exemple de la carence gauchiste en matière de lutte contre l'armée, les événements portugais sont là pour nous rappeler qu'à aucun moment les fractions léninistes n'ont développé une seule perspective de destruction de l'armée et du M.F.A. et qu'ils ont par contre souscrit au soutien (critique) de ce M.F.A. et à un acquiescement tacite face au nationalisme ambiant (soutien du document populiste du Copcon par les trotskystes de la L.C.I...).

Ainsi toute lutte réellement « anti-militariste » devra dans l'avenir non seulement se prémunir contre le réformisme conservateur mais aussi contre le « militarisme » gauchiste, en cela il s'agira de sortir des ornières étroites du passé et d'envisager la résistance croissante du mouvement social contestataire en fonction des finalités communistes d'abolition des classes et du salariat. La lutte contre le Capital ne peut plus s'envisager que globalement, la préparation à la violence révolutionnaire est partie intégrante du rejet des conceptions démocratiques, populistes et léninistes de la révolution communiste, la pratique révolutionnaire de la classe ne se réglemente pas à l'avance et encore moins à l'aide des critères bourgeois traditionnels, la renaissance d'une intervention communiste digne de ce nom ne pourra se faire qu'en fonction de cette compréhension.

J. LOPEZ

1. A ce propos, notons l'attitude de Trotsky en juin 40 face aux positions du P.C.F. qui prônait lors du pacte germano-soviétique la dénonciation de la guerre impérialiste et le refus de soutenir De Gaulle « agent de l'impérialisme franco-anglais » : « *En France, les staliniens font preuve de courage contre leur gouvernement. Ils sont toujours inspirés par Octobre. Ils constituent une sélection d'éléments révolutionnaires trompés par Moscou, mais honnêtes.* » *(Trotsky, DISCUSSION AVEC LE S.W.P., 12-15 juin 1940).* Sans commentaires.

2. Notons ce remarquable passage de « La guerre des paysans » écrit en 1850 par Engels et que les chantres du léninisme devraient méditer : « *Le pire qui puisse arriver à un chef du parti extrême, c'est d'être obligé de prendre, d'occuper le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe. Ce qu'il peut faire ne dépend pas de sa volonté, mais du niveau auquel est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement des conditions matérielles d'existence et des rapports de production et d'échange, sur lesquels repose, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. En revanche, ce qu'il doit faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du niveau de développement de la lutte de classes et de ses conditions... Dans l'intérêt du mouvement même, il est obligé de défendre l'intérêt d'une classe qui lui est étrangère et payer sa propre classe de mots, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts.* »

Les enfants du prophète

de Jacques ROUSSEL
Cahiers Spartacus Sie B n° 44 - 10 F.

Suivre pas à pas les multiples mouvements et chapelles qui se réclament de Trotsky était une tâche ardue. J. Roussel nous offre un tableau complet des tendances trotskystes, de leurs origines, scissions à répétition, réapparitions ou développements.

En fait les différents courants ont toujours cru qu'allait se créer une situation révolutionnaire qui détournerait les masses des grands partis traditionnels. Leurs espoirs ont été sans cesse déçus. Ils attendaient une 3e guerre mondiale et la coexistence pacifique a succédé à la guerre froide. Le P.C. français a participé à des gouvernements d'union nationale sans pour autant perdre son audience auprès de la classe ouvrière. L'élévation générale du niveau de vie a rendu les masses plus passives que jamais.

A l'Est les soulèvements populaires ont été écrasés et toute opposition est muselée en Russie soviétique, dans l'indifférence générale.

Les trotskystes, victimes privilégiées de la répression, continuent cependant — pour la plupart — à ne pas mettre en doute la nature ouvrière du régime soviétique. Soulignons que longtemps les trotskystes, dans leur admiration pour «le grand parti de la classe ouvrière», ont caressé l'espoir de redresser le régime soviétique et les P.C. de l'intérieur. Ce fut l'**entrisme** qui s'est soldé par un échec retentissant... et une nouvelle scission.

De son vivant la femme de Trotsky avait condamné vigoureusement cette politique de la 4e Internationale, ce qui n'empêcha pas Franck et son groupe d'annexer littéralement son cadavre en trahissant sa pensée. Sinistre bouffonnerie !

Les guerres coloniales elles-mêmes n'ont pas soulevé les révoltes attendues. Elles ont été réglées par la bourgeoisie seule. Les espoirs des trotskystes se sont reportés sur les mouvements de libération nationale des pays sous-développés. Nous sommes loin du schéma marxiste sur le passage nécessaire au capitalisme pour mener au socialisme.

Trotsky jetait l'anathème sur tous ceux qui s'écartaient tant soit peu de la **ligne**. Privés de leur guide, se référant sans cesse à la Révolution d'Octobre, à la prise du pouvoir par une avant-garde armée d'une théorie bien au point, les épigones de Trotsky, plutôt que de revenir sur les sacro-saints évangiles, se sont opposés les uns aux autres avec un acharnement masochiste.

A vouloir garder l'orthodoxie dans toute sa rigueur formelle, la réalité leur a échappé. La fin de l'isolement n'est pas pour demain.

A. TANEN

LE MARXISME INTROUVABLE

Daniel Lindenberg[1] se demande pourquoi le marxisme n'a pas «percé» en France. Il le fait en choisissant d'un coup d'œil sûr les cas qu'il soumet à l'épreuve, par coups de sonde, sur les décennies 1880 et 1920: les guesdistes, Sorel, l'isolé et le fuyant, Herr et Durkheim qui essaieront, l'un par influence personnelle, l'autre par certains de ses écrits, de mettre en forme de théorie la pratique du révisionnisme français, ou Jaurès, la lutte contre Hegel et Ricardo, enfin l'impact du zinovievisme, puis du stalinisme sur le P.C.F. (Ce qui m'a singulièrement retenu et que je trouve poignant, malgré la légèreté du ton, c'est l'Introduction, peut-être par les différences et le contraste des générations.) Mais on peut étendre sa mise en question beaucoup plus loin et se demander pourquoi le marxisme n'a pas percé en général, malgré les apparences, pourquoi il est resté l'objet de groupes restreints et d'individus isolés, sans pénétrer en effet les mouvements organisés qui se réclamaient de lui. A cela il faut d'abord répondre qu'il fut longtemps mal connu après la mort de Marx et même d'Engels.

On s'en rend compte à lire la correspondance d'Engels avec les Lafargue, et certaines remarques d'Antoine Labriola, par exemple. Non seulement certaines œuvres parues du vivant des auteurs étaient épuisées et introuvables, mais des écrits aussi importants que *L'Idéologie Allemande* et *Les Fondements* n'ont été édités que fort tardivement. Il n'y a pas là qu'une affaire d'indifférence et d'hostilité des milieux bourgeois, mais aussi un malaise et une répugnance des bureaucraties «ouvrières» qui en avaient le dépôt. Ainsi, longtemps, on n'eut pas la possibilité de prendre une vue synthétique de l'analyse de Marx. Même les esprits les plus pénétrants comme Sorel, justement rappelé par Daniel Lindenberg, ne purent que par intuition, pour ainsi dire, prendre conscience de toute la profondeur qui lui était propre à partir des œuvres accessibles, le *Manifeste, le Capital,* les écrits historiques.

Mais si valable qu'elle soit, ce n'est là qu'une raison de surface. Pendant longtemps et même aujourd'hui, on fut pour la plupart incapable d'en saisir l'esprit et d'en tirer les justes conséquences. Pourquoi? Très brièvement, dans les limites ici imposées, quelle fut la vision essentielle de Marx? Il part d'une pratique dont il essaie de construire la théorie. Il refuse le fait capitaliste, mais tout autant les utopies que celui-ci engendre par réaction. Il va à ce qui importe dès le *Manifeste,* après avoir esquissé sa méthode fondamentale dans ses écrits antérieurs. Le capitalisme est une formation historique, comme toutes les autres formes de société connues antérieurement. Par le mouvement même de son développement, il crée ses propres contradictions, dont la moindre n'est pas qu'il est obligé d'engendrer et de multiplier sans cesse et sous des formes diverses des classes prolétariennes, base indispensable à son expansion dynamique. Ces classes ne peuvent pas ne pas s'opposer, même contre tout espoir, à la domination, aux pressions et aux bouleversements qu'il ne peut pas ne pas leur imposer pour persévérer dans l'être, quels que soient les changements qui les marquent en temps et lieu. D'où la perspective historique, pour ces classes, de se faire les fossoyeurs du système social qui les écrase et leur dénie toute autre condition humaine que d'être partie intégrante de l'appareil de production, que ce soit comme producteurs ou comme consommateurs. Mais cette destruction, en puissance dans le système lui-même, ne peut être que l'œuvre propre des exploités. Aucun «intermédiaire» n'y peut suffire ni même les y aider. La théorie a pour fonction, mais n'a que cette fonction, d'éclairer ce procès historique, d'en montrer les raisons d'être.

Naturellement cette vision n'est pas plus sortie toute faite de la tête de Marx que Minerve de Jupiter. Elle est le fruit historique de tout son développement spirituel, une maturation vivante et, comme telle, organique et donc marquée de mutations, disons de sa *Dissertation philosophique* à ses écrits sur *La Commune de Paris.* De son vivant, personne ne suivit en effet et encore moins ne comprit ce développement, si ce n'est Engels... et encore, pour ce qui est d'une compréhension plénière. Pour en tracer l'impact et tâcher de le comprendre, il faut se rappeler quel fut le déroulement de la vie de Marx. Avec la publication du *Manifeste* coïncide l'explosion de la révolution de 1848 en Europe. A cet égard Marx avait construit une perspective hypothétique on ne peut plus plausible. La crise révolutionnaire atteindrait de plein fouet les nations, au premier plan l'Allemagne, où la bourgeoisie n'avait pas encore conquis son émancipation politique contre les «Etats» précapitalistes dominants. Emancipation pressante si l'on devait assurer l'autonomie nationale et son développement. Mais dans cette révolution émancipatrice, si elle devait être -et elle devrait- aussi radicale qu'en France afin d'assurer non seulement la domination politique de la bourgeoisie, mais aussi l'unification nationale du pays, la lutte antiféodale bourgeoise devrait tenir compte et s'assurer de l'aide d'un prolétariat bien plus développé que ne l'était ce qu'il y avait d'ouvriers français en 1789. Et un tel procès révolutionnaire, qui en France avait successivement porté au pouvoir des couches de plus en plus radicales de la bourgeoisie, s'appuyant finalement sur la plèbe urbaine et rurale, ne permettait, en Allemagne, d'exclure et promettait en puissance que des couches prolétariennes plus fortes se fraieraient la voie jusqu'au pouvoir. On sait ce qu'il en fut et pourquoi. Nul ne l'a mieux montré que ne l'ont fait après coup Marx et Engels. Et l'on peut justement dire que, depuis lors, l'œuvre de Marx fut une longue réflexion sur le comment et le pourquoi de cet échec historique, jusque et y compris les leçons à tirer du sens que portait pour l'avenir l'autre expérience historique, celle de la Commune de Paris.

Après 1848, la relève du mouvement ouvrier, sur le plan de l'organisation politique, est assurée par le parti de Lassalle en Allemagne et par la 1ère Internationale. Nous savons bien que Marx, pour dire le moins, ne se faisait pas d'illusions à cet égard. S'il y attacha de l'importance, pourtant, et y consacra beaucoup d'efforts au détriment de son œuvre théorique, c'est qu'il avait à cœur et savait combien il est important d'assurer au mieux l'unité des ouvriers, tels qu'ils sont en temps et lieu, quelles que soient la confusion des opinions et les inégalités de développement, tant du moins que tel ou tel courant ne menace point de conduire à la catastrophe, comme ce fut le cas avec les bakouninistes. L'écrasement de la Commune et les lois antisocialistes en Allemagne mirent fin à ces espoirs. Et l'on en arrive, après quelques années, à 1889, à la création de la IIe Internationale, c'est-à-dire au «triomphe» apparent du «marxisme» dans le mouvement ouvrier organisé. Période à partir de laquelle se pose la question de sa pénétration dans les organisations socialistes.

Qu'est-ce qui y fit obstacle? A l'exception des syndicats britanniques, antérieurement actifs et reconnus, ce n'est qu'à partir d'alors que les bourgeoisies européennes prennent bon gré mal gré

parti de reconnaître le fait ouvrier, d'en tolérer la légalité, quitte à le réprimer, et d'essayer de l'intégrer. La pression était trop massive à la base, trop forte pour qu'on put désormais l'ignorer sans danger plus grand. Tous comptes faits, les avantages de la légalisation l'emportaient sur les inconvénients. La bourgeoisie sut le comprendre et l'admettre bien plus vite et mieux que les bureaucraties des partis et syndicats qui, tout au plaisir d'être et d'être reconnues et aux illusions que ce fait engendrait, étaient quasi inconscientes des dangers dont était grosse une telle situation historique.

A cet état de fait le «marxisme» servit de couverture idéologique commode. (Et même pas tant que cela, comme nous le verrons de suite.) On conservait, comme un vêtement à l'abri des mites et sous la protection de la naphtaline, la «doctrine», telle du moins qu'on la comprenait et même on la proclamait fièrement... et rituellement. Mais on la projetait dans un avenir d'autant plus indéfiniment prévisible que la période où l'on agissait ne permettait pas, pensait-on de le déterminer. En attendant, on «subissait les contraintes» du régime. Mais on se préparait. A quoi ? On ne souffre pas impunément de «coexister» avec un système qui vous domine sans en éprouver les effets, surtout si on ne fait rien pour tenter de le combattre et de le dépasser relativement dans les limites existantes. On «organisait la classe ouvrière». Mais la bourgeoisie l'admettait légalement... dans la mesure où les syndicats le pouvaient et s'y montraient disposés. Toutefois, Rosa Luxembourg faisait justement remarquer alors même combien la social-démocratie allemande montrait peu d'inclination à organiser les couches les plus exploitées du prolétariat ou à promouvoir des luttes politiques là où la démocratie bourgeoise ne s'était même pas souciée de remplir ses propres tâches (lutte pour un suffrage universel et égalitaire en Prusse). Le révisionnisme ne tomba pas du ciel, fruit de cerveaux isolés et excentriques. Là fut, au contraire, son terrain de formation naturel.

A la pression objective de cette tendance, peut-être irrésistible (mais Marx a souvent montré que, le développement ouvrier étant ce qu'il est, il ne faut pas craindre d'être minoritaire quand la situation objective l'impose), il faut ajouter une pression idéologique également forte. Vu le peu de connaissance et encore moins de compréhension de la méthode et de l'analyse de Marx, comme dit ci-dessus, il ne faut pas s'étonner que, derrière les oripeaux «marxistes», les idéologues socialistes du temps fussent pénétrés -pour le dire, hélas, en forme de simples étiquettes- de naturalisme (positivisme, darwinisme social, à quoi tentèrent de réagir des tendances non moins erronées, quoique de signe contraire, comme le néo-kantisme). Même de ce qu'ils connaissaient de Marx, ils firent une «lecture» naturaliste et évolutionniste.

Une autre erreur serait de croire que le «marxisme» russe fut ici une exception. Non seulement, sous ses formes légale et menchévik, il subit les mêmes tendances qu'en Occident et les exprima en des déformations encore plus idéologiques, mais les bolchéviks y succombèrent tout autant, quoique différemment. Lénine eut pour maîtres à penser Plékhanov et Kautsky et les différends qu'il eut avec eux ne furent jamais d'ordre «théorique». Mais, et c'est l'important, le problème auquel lui et ses partisans se confrontaient était autre. Il n'était pas question en Russie de s'adapter aux conditions d'une démocratie bourgeoise, en attendant des jours meilleurs, mais de créer des structures qui les eussent rendues possibles dans un monde impérialiste passant des compromis avec les puissances arriérées trop fortes pour qu'il put les soumettre directement et n'y trouvant pas moins des champs d'expansion et d'exploitation profitables. Quelles que fussent les idéologies diverses dont cette exigence put se couvrir, elle ne s'en imposait pas moins, car les voies graduelles et pacifiques étaient barrées et la modernisation passait par une nécessité de révolution.

Cette vue s'éclaire si l'on recourt à deux rapprochements historiques. De 1815 à 1871, l'hégémonie britannique sut s'accommoder de la situation mondiale de son temps, des exigences des pays «arriérés» d'alors et, à la grande fureur de Marx, passer les compromis nécessaires, même en face de conditions «révolutionnaires». D'autre part, en conséquence de la IIe guerre mondiale, les impérialismes traditionnels, radicalement affaiblis, surent bon gré mal gré et sous la pression du nouvel impérialisme grandissant accorder graduellement l'«indépendance» à leurs colonies. Même le monde impérialiste tout comme le capitalisme d'Etat de la bureaucratie grand-russe s'accommodèrent des révolutions et de la violence qui échappaient à leur contrôle (Yougoslavie, Chine, Cuba, Algérie et Viet-Nam). Ces rapprochements et le cas russe s'éclairent les uns les autres, comme souvent en histoire.

L'exemple russe resta longtemps énigmatique, car ses dirigeants se rattachaient ouvertement au «socialisme» de la IIe Internationale (mais, après tout, tous les pays qui ont depuis la guerre conquis ou reçu leur «indépendance» ne s'attachent-ils pas aussi au «socialisme» et ne sommes-nous bientôt menacés de voir surgir un socialisme néo-guinéen ?).

Sans doute les dirigeants bolchéviks et les marxistes russes en général espéraient-ils une issue à leurs combats non pas de leur pays même, mais d'une avance socialiste en Europe occidentale. Mais cela même montre combien ils étaient ici aussi pris dans l'idéologie régnante et surestimaient les chances d'une telle avance dans le court terme. Ce n'est pas impunément que des décennies d'opportunisme avaient pesé sur les organisations «socialistes». Et les ouvriers sont à tort ou à raison très attachés à ce qu'ils tiennent pour leurs moyens de lutte. Il leur a fallu, il leur faut des années pour s'en détacher avec les conséquences qui s'ensuivent. Ce ne fut que sous les coups de la crise mondiale de 1929 à 1938 qu'ils se détachèrent de l'opportunisme, mais dans la plupart des cas, pour tomber sous la coupe du stalinisme.

Et ce dernier n'est, pas plus que le révisionnisme, tombé du ciel ou né d'une «monstruosité». Il a ses racines dans les conditions mêmes de la révolution russe. Il ne s'agit pas, dans une revue si désespérément rapide, de négliger les intuitions perçantes d'un Lénine sur la politique mondiale et le mouvement international. Mais c'est le même Lénine qui, pour la situation russe, construisit œuvre à œuvre l'idéologie nécessaire à l'édification d'un capitalisme d'Etat. (Et, par là même, fut le génie stratégique de son temps, comme on n'en voit qu'un par siècle ; mais génie apprenti-sorcier, comme ils le sont souvent -Cromwell, le couple Marat-Robespierre, Napoléon.) Quand on relit à la lumière du passé des écrits tels que *Qui sont les amis du peuple ?, Que faire ?, Deux tactiques, l'Ultragauchisme, maladie infantile du communisme,* comment ne pas sentir le poids idéologique de formules et de pseudo-analyses servant de véhicule à une modernisation révolutionnaire de ce qu'il y avait déjà de capitalisme russe et surtout à une destruction, **dans ces limites**, des vestiges précapitalistes en Russie. Les dernières années de Lénine, coïncidant avec les premières années suivant octobre 1917, montrent le spectacle tragique de cet homme malade essayant désespérément de lutter contre les conséquences de sa propre œuvre, la montée fatale de la bureaucratie, le monolithisme grandissant du parti, la mythologisation de plus en plus compulsive de la fonction d'un prolétariat de moins en moins présent dans les centres actifs de la société naissante, le rêve d'un capitalisme d'Etat sous le contrôle d'un prolétariat qui n'y pouvait mais, l'accumulation de réformes bureaucratiques, chacune ayant pour fin de freiner et de démanteler une bureaucratisation cumulativement croissante et renforcée, etc. C'est faire bien de l'honneur au médiocre qu'était Staline que de lui attribuer la création de ce qu'il se contenta d'encourager et de diriger.

Cependant, dans l'isolement d'une Russie vouée à la bureaucratie constructrice d'un capitalisme d'Etat et avec l'impact négatif du bolchévisme sur le mouvement ouvrier international, le capitalisme, après une brève stabilisation, assuré de ne point se heurter au défi de masses révolutionnaires, s'adaptait sous les coups de la crise et prenait des formes nouvelles pour mieux persévérer dans son être. Mais c'est là une autre histoire.

Louis RIGAL

LUTTE DE CLASSE

Principaux textes parus en 1975

Profit et marchés (janv. et fév.).
La crise monétaire (mars et avril).
Violence et révolution (mai).
Le mode de production capitaliste (mai et juin).
Renault : un nouveau modèle bureaucratique (juillet/août).
Sexisme ou lutte des classes (juillet/août).
Problèmes de l'autonomie prolétarienne (septembre/décembre).
A propos du capitalisme d'Etat (décembre).

Principaux textes à paraître en 1976 (titres provisoires)

Marché et planification (janvier et février).
Analyse de la situation au Portugal.
Etat et capitalisme de marché.
Origines de la domination réelle du capital.
Problèmes de la santé.

Demander spécimen à R. Togny, B.P. 620.09, 75421 Paris Cédex 09.

L'EVOLUTION DU CAPITALISME FRANÇAIS

La crise économique actuelle, même si elle connaît comme il est probable par le jeu des cycles courts une rémission relative en 1977, marque un tournant décisif dans l'évolution du capitalisme d'après-guerre.

Elle impose aussi aux révolutionnaires une tâche urgente d'étude des mécanismes économiques longtemps négligés et dont l'importance ne fera que s'accroître dans la nouvelle phase de luttes prolétariennes qui s'ouvre devant nous.

SPARTACUS consacrera à ces questions une série d'articles complémentaires mais indépendants. Nous essayerons de ne pas tomber dans l'économisme. Si cela se produisait néanmoins, seules devraient être tenues pour responsables des difficultés de méthode et l'insuffisance du rédacteur. Il n'y a pas, spécialement dans la phase présente du capitalisme, de crise strictement économique. Mieux : il n'y a pas de **science** *économique ou plutôt l'économie n'est pas une science autonome, indépendante de la lutte de classe.*

Le premier article tente une rapide esquisse du développement du capitalisme français depuis 25 ans. A une époque où le capitalisme est si évidemment mondial, un tel choix peut paraître paradoxal. Il l'est en effet, quoique l'évolution du capitalisme français s'inscrive assez bien dans les grandes tendances du système. Mais il a le mérite d'offrir un point de départ concret et proche.

Dans les numéros à venir nous souhaiterions élargir et préciser les analyses en essayant soit de traiter de phénomènes d'ensemble, évolution générale du capitalisme, tendance au capitalisme d'Etat, crise, soit de nous attacher à des questions plus restreintes telles que l'inflation ou encore les dépenses improductives et l'armement.

l'inquiétude du capitalisme français

Au milieu des années cinquante, la production industrielle française dépassait d'environ 40 % le niveau atteint en 1939. Les conséquences de la guerre paraissaient surmontées. Or la bourgeoisie française était divisée et en proie à l'inquiétude. Certes, sur le plan intérieur, son pouvoir semblait assuré : protégée par son empire colonial, appuyée sur une structure de classes où le poids d'une paysannerie et d'une petite bourgeoisie nombreuses jouait un rôle stabilisateur, ayant avec l'aide des partis communiste et socialiste pris l'avantage sur la classe ouvrière, elle aurait pu regarder l'avenir avec confiance.

Mais ses fractions les plus lucides comprenaient que ces forces présentes cachaient des faiblesses menaçantes. Le déficit chronique des balances commerciale et des paiements manifestait une dégradation persistante de la compétitivité sur le marché mondial. Une telle infériorité ne pourrait longtemps être compensée par les marchés privilégiés coloniaux qui cesseraient de pouvoir être contrôlés sous la pression d'impérialismes concurrents prêts à aider ou au besoin à susciter des mouvements nationaux au sein des bourgeoisies locales, certes peu consistantes mais encouragées par la faiblesse de la puissance dominante et attirées par les avantages supérieurs espérés d'une subordination à un maître plus dynamique.

De même l'importance de la paysannerie, si utile politiquement, traduisait économiquement les retards de l'industrialisation, ou en d'autres termes l'insuffisance de l'accumulation et de la productivité.

Pour ces bourgeois lucides la France avait les traits d'un capitalisme à la fois vieilli et retardé. La loi implacable de la compétition ne pouvait que la désavantager encore et l'amener progressivement à l'état d'une colonie américaine, sinon allemande. Pour éviter une telle évolution il convenait de recentrer la politique économique : établir des liens moins sclérosants avec les colonies, entreprendre une rapide accumulation en France même et redresser la compétitivité sur les marchés extérieurs.

En résumant grossièrement, et tenant compte des compromis qui furent nécessaires, c'est cette politique qui l'emporta avec l'accession des gaullistes au pouvoir. Quelle stratégie fut alors utilisée et à quels résultats elle aboutit sont les questions auxquelles nous essayerons de répondre.

CHIFFRES GLOBAUX

	1950	1970
P.N.B.	100	320
INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS	100	635
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES	100	355
COSOMMATIONS DES MENAGES	100	265
POUVOIR D'ACHAT DU SALAIRE HORAIRE	100	229
EXPORTATIONS	100	485
IMPORTATIONS	100	535

Sources I.N.S.E.E.

LA STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE FRANCAISE

L'examen des chiffres globaux de la période 1950-72 (tableaux 1 et 2) fournit quelques premières indications :

REPARTITION DU P.N.B. en %

	1950	1970
CONSOMMATION DES MENAGES	63,9	56,6
INVESTISSEMENT TOTAL	17,4	25,5
EXPORTATIONS	11,4	12,4
(dont pays d'Outre-Mer)	(4)	(1,3)

Sources I.N.S.E.E. et Expansion

— le triplement du produit national brut (PNB) et de la production industrielle a nécessité une multiplication par 4,4 des investissements globaux au sein desquels les investissements publics ont progressé environ deux fois plus vite que les investissements des entreprises ;

— dans le même temps la consommation des ménages était multipliée par 2,6 et le pouvoir d'achat du salaire horaire par seulement 2,2 ; cela s'est traduit par une diminution relative de la part de la consommation dans le PNB (et à l'inverse par une augmentation de la part de l'investissement) ;

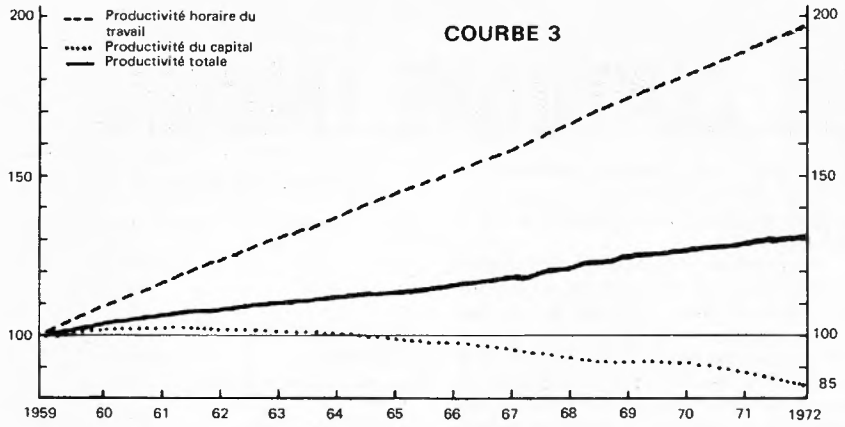
— les exportations ont été multipliées par 4,8 mais cependant moins que les importations, accrues dans un rapport de 1 à 5,3.

Ces constatations de base ne surprendront guère : l'accumulation s'est faite grâce à une progression ralentie de la consommation ; l'Etat a joué un rôle croissant dans la formation du capital ; l'équilibre des échanges extérieurs ne parvient pas (en 1970) à être durablement établi.

Elles sont cependant très insuffisantes et nous tenterons d'affiner l'analyse en examinant successivement la productivité du travail et du capital, le taux de profit, la structure des forces productives et le rôle de l'Etat.

a) la productivité

La comparaison entre la progression du PNB et des investissements suggère une baisse de productivité du capital à partir d'un certain niveau d'accumulation, ce que confirment les séries statistiques (cf. courbes 3 et 4). Mais cette baisse qui survient après 1964 est plus que largement compensée par une augmentation très rapide de la productivité du travail, d'autant plus remarquable que la population active employée dans le secteur industriel est restée à peu près constante et que la durée du travail au moins après 1962 montre une tendance constante à la diminution. Il en résulte que la production **par travailleur** s'est accrue à un taux exceptionnel de 5 % l'an. En d'autres termes l'exploitation de la classe ouvrière a été menée avec grande efficacité par le moyen d'un accroissement aussi rapide que régulier de la **plus-value relative**. Un tel résultat a pu être atteint par le jeu de plusieurs facteurs.



Source INSEE

PRODUCTIVITE DES FACTEURS

D'abord une forte transformation du procès de production qui se traduit par une intensification du travail (augmentation sensible du nombre des ouvriers travaillant à la chaîne ou en équipes, généralisation des 3 X 8, etc...) consécutive à la modernisation de l'appareil productif.

Ensuite une utilisation accrue d'un salariat surexploité autant par le biais de salaires réduits que par celui des conditions de travail (femmes, immigrés, intérimaires).

Enfin - et peut-être surtout - la démoralisation, après les vains espoirs des années proches de la Libération, d'une classe ouvrière alors incapable de se détacher de ses organisations traditionnelles, politiques et syndicales ouvertement contre-révolutionnaires, et subordonnée par guerre froide ou détente interposées aux intérêts fluctuants de l'Etat russe ; ayant donc perdu sa capacité d'action autonome.

De fait la bourgeoisie, jouant à la fois des armes idéologiques (démocratie, «grandeur nationale»...) et des améliorations du niveau de vie que la forte productivité lui permet d'accorder, saura garder au moins jusqu'en 1967 un contrôle assez étroit sur la classe ouvrière.

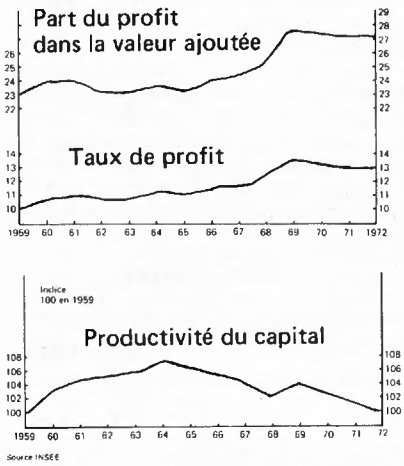
La systématisation de l'exploitation par la plus-value relative a permis d'éviter une attaque frontale contre la classe ouvrière en maintenant la progression des salaires qui conservent une part à peu près constante dans la «valeur ajoutée» produite à partir de 1963. Au besoin l'Etat intervient pour éviter le surgissement ou la radicalisation de conflits ouverts ainsi qu'il apparaîtra ci-après.

b) le taux de profit

La productivité du capital, donc, baisse après 1964, mais néanmoins le taux de profit reste à peu près constant jusqu'en 1967, croit assez nettement de 1967 à 1970, pour n'amorcer qu'à partir de cette date une chute qui s'accélère vers 1973. Que s'est-il passé (cf. courbes 4) ?

Si pendant une longue période le taux de profit a pu être sauvegardé grâce à l'intensification de l'exploitation, l'efficacité de la méthode se dégrade autour de 1963. Il apparaît alors que pour pallier la baisse de productivité du capital et pour éviter que la part relative du profit dans la «valeur ajoutée» se réduise, la bourgeoisie a d'abord tenté d'exercer une pression supplémentaire sur la classe ouvrière. En effet par le plan de stabilisation de 1963 elle a pu pendant quatre ans freiner la progression des rémunérations tout en maintenant la croissance de la productivité du travail. Mais ce faisant elle a suscité une résistance croissante de la classe (grèves de 1967 culminant en mai 1968) tout en ruinant les bases de sa collaboration avec les syndicats, fondée sur un partage «raisonnable» des gains de productivité. Aussi l'Etat dut-il

COURBES 4



réorienter sa politique et intervenir en réduisant les prélèvements fiscaux (suppression du versement forfaitaire sur les salaires), ce qui provoqua immédiatement une hausse de la part des profits dans la valeur ajoutée.

Ce recours fiscal ne prolonge ses bienfaits que jusqu'en 1972, et en 1973 s'amorce une chute du taux de profit qui va ensuite s'accélérant. Il est clair que cette solution par les allègements fiscaux n'en est pas une : elle ne peut être poursuivie que si l'Etat peut dégager des recettes compensatoires, et pas au-delà du point où elle mettrait en péril le rythme de ses dépenses, élément essentiel à l'équilibre du système. L'affrontement avec la classe ouvrière et l'atteinte à son niveau de vie devenait inévitable : depuis la fin de 1974 le pouvoir d'achat réel commence à diminuer.

c) la structure des forces productives

Cet effort délibéré d'accumulation a des effets à première vue paradoxaux sur l'équilibre des secteurs économiques et la répartition de la population active (tableau 5). En proportion du PNB, l'industrie est restée quasi constante tandis que la population qu'elle emploie ne progresse que faiblement. Tout se passe comme si l'industrialisation avait vidé les campagnes pour emplir les bureaux. En d'autres termes le volume de la plus-value produite s'accroît par l'intensification de l'exploitation et se réalise principalement par l'intégration/destruction de la paysannerie. Ainsi par une dialectique bien connue, l'arriération de la société (l'importance des secteurs précapitalistes) a été le terrain de sa régénération (d'un point de vue capitaliste). Cependant la dynamique du procès d'accumulation, limitée à la fois par des raisons extérieures (compétition sur le marché mondial, cf. ci-dessous) et par les contraintes de la période de déclin du capitalisme (en résumant, la politique keynesienne de plein emploi et d'intervention étatique nécessaire à la stabilité politique et sociale), n'est pas suffisante pour permettre un élargissement significatif de la population industrielle. Le rétrécissement numérique de la paysannerie se traduit en conséquence par un gonflement rapide des «services» et du «tertiaire», c'est-à-dire par une part croissante des activités improductives.

Toutefois la stabilité globale du secteur industriel cache d'assez notables transformations internes. Ainsi pour ce qui concerne la croissance de la production en volume, le taux annuel des industries d'équipement, de l'énergie et des industries intermédiaires dépasse la moyenne, au-dessous de laquelle se tien-

PRODUIT NATIONAL BRUT
en %

	1950	1972
AGRICULTURE	14,7	6,1
INDUSTRIE	47	45,9
SERVICES	38,3	48

POPULATION ACTIVE
en %

	1950	1972
AGRICULTURE	29	12,7
INDUSTRIE	34,5	38,4
SERVICES	36,5	48,9

Sources O.C.D.E., Expansion

nent les industries de consommation et les industries agricoles. De même dans le partage de la population active les industries d'équipement sont les seules à s'accroître, alors que les industries agricoles et intermédiaires sont à peu près stables et que les industries de consommation déclinent.

Mais les mouvements les plus significatifs s'enregistrent dans la transformation des structures industrielles, c'est-à-dire dans le procès de concentration du capital productif. Entre 1958 et 1970 le nombre annuel d'opérations de concentration a pratiquement quintuplé (de 540 à 2400 environ), avec deux périodes d'accélération, entre 1958 et 1960, après la signature du Traité de Rome, et dans les années qui suivirent 1966. La première période touche surtout les petites et moyennes entreprises, la seconde les moyennes et grandes. Ces opérations sont principalement horizontales et affectent en priorité le secteur de l'industrie lourde (construction électrique et électronique, matériaux de construction, grosse mécanique, chimie); enfin elles tendent à renforcer les secteurs déjà oligopolistiques au profit de sociétés de type CGE, Pont à Mousson, Creusot-Loire, Rhône-Poulenc, Thomson, etc...

Le résultat se révèle par ces chiffres : les entreprises de plus de 2000 salariés qui représentent 0,5 % du nombre total emploient 38,6 % des salariés, réalisent 45,1 % du chiffre d'affaires national et bénéficient de 61,6 % du total des investissements ; à l'inverse les entreprises de moins de 100 salariés qui représentent 85,5 % du nombre total emploient 21,5 % des salariés, réalisent 17,7 % du chiffre d'affaires national et consomment 11,1 % des investissements.

d) le rôle de l'Etat

L'intervention croissante de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie est une donnée constante et indiscutée depuis la crise de 29. Nous en avons déjà vu quelques indices dans la progression des investissements des administrations et dans la politique fiscale. Il n'est pas excessif d'affirmer que directement (nationalisations, commandes publiques) ou indirectement (politique budgétaire, monétaire, fiscale, contrôle du crédit) cette intervention est devenue non seulement nécessaire mais déterminante. Non pas que nous soyons dans un capitalisme monopoliste d'Etat, où l'Etat se serait mis au service des monopoles, mais parce que l'Etat coordonne centralement l'évolution du capital national dans son ensemble en vue d'assurer sa compétitivité sur le marché mondial. Les transformations du capitalisme français n'ont pas résulté du jeu de mécanismes internes mais d'une impulsion étatique fondée sur une stratégie consciente de la technocratie économique. Par cela s'explique qu'au cours de ces 20 dernières années un accord durable n'ait jamais pu s'établir entre l'Etat et le CNPF, expression des couches traditionnalistes du capital, au détriment desquelles cette stratégie a été globalement menée. Seules les décisions de dévaluation, alpha et oméga de la politique patronale, étaient unanimement approuvées.

L'Etat a joué un rôle permanent de stabilisateur. Il l'a fait par les moyens les plus variés, aussi bien en s'affirmant comme interlocuteur privilégié des syndicats qu'en soutenant avec constance l'industrie de l'armement, qui entre autres avantages présente celui d'être anticyclique[1] !

LES RESULTATS

La seule sanction de cette politique, de sa réussite ou de son échec, viendra du marché mondial et de la place qu'aura pu y acquérir ou y préserver l'impérialisme français. Mais auparavant nous voudrions signaler deux points :

— «l'expansion», malgré les efforts déployés, ne s'est pas faite aussi régulièrement qu'il est dit souvent. Quatre cycles peuvent être constatés : de fin 1951 à début 1958, de 1958 au deuxième trimestre 1964, de fin 1964 au début 1970, enfin de 1970 à 1974, chacun d'entre eux présentant des phases récessives en 1953-54, 1959, 1963, 1967, 1971. Néanmoins ces récessions n'avaient jamais produit une baisse absolue de la production, mais une baisse du taux de croissance. Par ailleurs ces cycles n'étaient pas en phase internationalement. Ainsi la récession en cours (1974-75) est doublement nouvelle : non seulement il y a une chute absolue de la production mais elle est simultanée dans les principaux pays industriels ;

— l'inflation a régulièrement accompagné le procès d'accumulation ; plus forte jusqu'en 1969 que dans les autres pays industriels, elle a dû être «compensée» par de nombreuses dévaluations (cf. tableau 6). A partir de 1970 l'accélération générale de l'inflation mondiale a permis une politique plus laxiste, autrement dit les taux d'inflation étrangers ont rejoint et même dépassé les taux français[2].

TABLEAU 6

VARIATION DES PARTIES MONETAIRES PAR RAPPORT AU U.S.$. (1950 - 1972)

MARK	+ 30,4 %
YEN	+ 16,9 %
F. SUISSE	+ 13,8 %
LIRE	+ 7,5 %
DOLLAR	0
F. FRANÇAIS	- 31,1 %

Sources Expansion.

Comparons maintenant les «performances» du capitalisme français à celles de ses concurrents.

a) le commerce extérieur

Il a déjà été dit que de 1950 à 1970 la croissance du commerce extérieur a été nettement supérieure à celle du PNB. On assiste donc à une internationalisation du capital français, dont l'équilibre des relations commerciales se transforme au détriment des anciennes colonies et au profit de la CEE. Néanmoins les exportations restent légèrement inférieures aux importations. Ce n'est qu'après 1971 qu'un excédent permanent est enregistré : il semble alors que le pari de la compétitivité soit gagné.

Cependant si l'on examine l'évolution non plus globalement mais par groupes de produits la situation est moins favorable : ce sont les exportations agricoles qui ont cru le plus rapidement, tandis que les produits industriels vendus et achetés s'équilibrent à peine.

Par ailleurs jusqu'à 1970 la part des exportations françaises de produits manufacturés dans l'ensemble de celles réalisées par les pays industrialisés décroît régulièrement et n'amorce une remontée qu'en 1971. Enfin la part de ces mêmes produits dans les exportations nationales reste inférieure à celle atteinte dans les pays concurrents (50 % en France contre 70 % en RFA, 62 % en Italie, 61 % en Grande-Bretagne, 60 % au Japon et aux USA).

Au début des années 70 il apparaît que l'agriculture a joué un double rôle dans le procès d'accumulation : elle a constitué le marché nécessaire à la réalisation de la plus-value accumulée ; elle a permis par l'accroissement de sa production et de son efficacité un transfert de valeur vers l'investissement en capital grâce aux soldes positifs dégagés sur le marché mondial. Ce n'est qu'après 1970 que la compétitivité industrielle du capitalisme français est apparemment rétablie. Sa part du marché mondial s'accroît au rythme allemand ; elle rattrape le Japon et dépasse la Grande-Bretagne (tableau 7). Pendant cette période le taux de progression des exportations dépasse celui de tous ses concurrents à l'exception du Japon. Ce résultat a été acquis grâce à un taux d'investissement élevé, comparable à ceux de l'Allemagne et du Japon, supérieur à ceux des USA et de la Grande-Bretagne et par une croissance de la productivité du travail qui n'est dépassée que par le Japon.

TABLEAU 7

PARTS DU MARCHE MONDIAL (en % des exportations mondiales)

	1948	1958	1965	1970	1973
U.S.A.	22	16	14,6	13,6	12,4
G.B.	11	8,4	7,1	6,2	5,4
France	3,6	5	5,4	5,6	6,4
Allemagne	1,3	8,5	9,6	10,9	12
Japon	0,4	2,6	4,5	6,2	6,5

Sources O.N.U.
Programme Communiste

Le capitalisme français n'a pu atteindre ses objectifs externes que vers 1970, soit avec environ 5 ou 6 ans de retard sur l'Allemagne et le Japon qui présentaient déjà des soldes constamment positifs de leurs balances commerciales ; parallèlement la position privilégiée de la Grande-Bretagne et des USA se dégradait régulièrement. Peu à peu se mettaient en place

les rapports de force qui conduiraient à l'affrontement.

b) les investissements

L'internationalisation économique ne se révèle pas seulement dans la sphère des échanges commerciaux, mais également dans le mouvement de circulation des capitaux. De ce point de vue la France est restée longtemps fort en arrière de ses concurrents tant pour les investissements qu'elle recevait que pour ceux qu'elle réalisait. Jusqu'en 1967 le montant annuel d'entrée et de sortie de capitaux n'a jamais atteint deux milliards de francs. Il semble que malgré la haute productivité et la stabilité des taux de profit les investissements étrangers préféraient des marchés plus dynamiques ou mieux stabilisés. A l'inverse l'accumulation interne ne laissait pas ou peu d'excédent disponible.

A partir de 1968 et 1969 la tendance se modifie brutalement, dans un sens et dans l'autre, le montant annuel cumulé s'établissant autour de 7 milliards de francs. Comment expliquer ce phénomène ?

Dans le sens des investissements étrangers en France l'explication paraît aisée. Nous avons vu que, principalement par des mesures fiscales, les taux de profit en France connaissent entre 67 et 70 une hausse assez nette, tendance contraire à celle des autres pays occidentaux et spécialement des USA. Or, la compétition internationale s'aggravant, les capitaux cherchent activement des sphères d'investissement plus rentables. Ceci confirme le relatif décalage, déjà noté, que l'évolution de la France a marqué sur ses principaux concurrents : les taux de profit n'amorceront une tendance à la baisse que vers 1971.

En sens contraire la même aggravation de la concurrence impose au capitalisme français d'abord de s'assurer des ressources énergétiques (d'où l'importance relative des investissements dans le secteur des carburants) et d'autre part de tenter de s'implanter dans des régions attractives du fait des bas salaires et des avantages fiscaux. Ainsi la croissance des investissements français hors USA et CEE a connu une vive accélération, surtout dans les secteurs de la chimie, des métaux non ferreux, de l'industrie mécanique et du textile, et ce principalement vers l'Afrique et l'Asie.

Cependant là encore la France est précédée par l'Allemagne et le Japon qui se sont trouvés confrontés plus tôt aux mêmes problèmes et pour lesquels l'importance des marchés extérieurs dans le procès de réalisation de la plus-value était d'emblée très supérieure.

Bien que cette esquisse de l'évolution du capitalisme français reste très incomplète, nous voudrions en guise de conclusion en faire une courte synthèse et proposer quelques perspectives.

Dix ans après la guerre la bourgeoisie française a dû engager un procès de modernisation rapide de l'appareil productif. Ceci était rendu nécessaire par le retard accumulé non seulement pendant la guerre mais aussi au cours des années qui l'avaient précédée. Elle utilisa pour cela deux instruments principaux : la généralisation de l'accumulation par la plus-value relative (choix accompli aux USA trente ans auparavant) et l'intégration des secteurs encore précapitalistes. Cette stratégie put - relativement- réussir grâce à la convergence de plusieurs éléments favorables : le consentement d'une classe ouvrière sans perspectives politiques autonomes ; une paysannerie arriérée, nombreuse et peu productive ; une relative indépendance par rapport au marché mondial ; une conjoncture très soutenue des capitalismes environnants. Ces éléments permirent une intensification de l'exploitation, une croissance moins que proportionnelle des salaires par rapport à l'investissement, un transfert de valeur de l'agriculture vers l'industrie grâce à sa mécanisation et à ses exportations, une stabilité des taux de profit et enfin une légère progression de la compétitivité sur le marché mondial.

Cependant entre 1967 et 1970 ces avantages se dégradèrent rapidement, quoiqu'à des rythmes différents, pour aboutir finalement à la crise.

En effet, à partir de 1967, la classe ouvrière montre une combativité et une radicalisation nouvelles alors que la productivité du travail ne suffit plus à compenser la baisse de rendement du capital, menaçant ainsi directement le taux de profit.

Vers la fin des années 60 également, pour des raisons à la fois techniques et sociales (forts mouvements de résistance et même de révolte paysannes), la réalisation de la plus-value dans l'agriculture approche de sa limite.

Une réorientation vers les marchés extérieurs s'impose et connaît même un début de réussite. Mais cette nécessité d'entrer plus vigoureusement dans la concurrence internationale survient alors même que le marché mondial se rétrécit. Les appareils productifs sont reconstitués au niveau appelé par les progrès technologiques impulsés par les USA. Autrement dit les impérialismes japonais et allemand ont rétabli leur capacité concurrentielle **par rapport** aux USA : les effets «bénéfiques» de la guerre mondiale sont effacés. Un autre genre de guerre, commerciale, se dessine pour éclater enfin avec la première dévaluation du dollar. Bien que l'attaque américaine soit menée contre le Japon et l'Allemagne, la France ne peut manquer d'en subir les conséquences, encore qu'elle jouisse d'environ un an de répit sur ses «partenaires».

Enfin dès 1970 les mesures de consolidation des taux de profit cessent d'agir et la baisse s'amorce pour se confirmer après 1973.

A ce moment on peut dire que le capitalisme français est entré en phase avec les principaux capitalismes occidentaux : la production industrielle baisse en un an de 13,3 %, le taux d'inflation entre les mois de juillet 1974 et 1975 atteint 11,1 %, le nombre des chômeurs dépasse le million, soit plus de 5 % de la population active, le déficit commercial se monte en 1974 à 17 milliards de francs et si la situation se rééquilibre en 1975 c'est en raison de la baisse des importations.

Les illusions sur l'invulnérabilité du «néo-capitalisme» s'effondrent : avec la crise et l'exacerbation des conflits interimpérialistes une nouvelle phase commence pour les luttes du prolétariat.

GALAR

1. L'industrie de l'armement en France représente un chiffre d'affaires d'environ 25 milliards de francs et les dépenses de défense environ 40 milliards. Les exportations s'élèvent à 7 milliards soit 4 % des exportations totales et 20 % des exportations de biens d'équipement. Dans les six premiers mois de 1975 les commandes ont atteint plus de 10 milliards soit 36 % de plus que pendant la même période de 1974. Encore ces chiffres ne rendent-ils pas compte des nombreux effets induits de cette industrie.
2. Un prochain article sera consacré à l'inflation.

Lecteurs de SPARTACUS

N'ignorez plus que, par le jeu des primes, nos volumes reviennent à moitié prix aux abonnés des

Cahiers SPARTACUS

Abonnez-vous, vous vous créerez une bibliothèque exemplaire pour votre formation et pour l'action militante.

Les cahiers s'épuisent vite, beaucoup sont déjà recherchés par les militants et les bibliophiles.

Les **Cahiers SPARTACUS** publieront une série de brochures sur des questions soulevées par la lutte sociale au Portugal.

PREMIER NUMERO : à sortir incessament.

L'Expérience Portugaise

LA CONQUETE POLITIQUE DE L'ARMEE, LES COMITES DE SOLDATS ET LA CRISE DU POUVOIR POPULAIRE

ou

LES CONSEQUENCES DE LA CONCEPTION PUTSCHISTE ET MILITAIRE DE LA REVOLUTION SOCIALE

En préparation :

— Les luttes dans les secteurs de l'Information
— naissance, vie et sénilité du Pouvoir Populaire

Louis RIGAL

LA RUSSIE ET LES PROBLEMES DU SOCIALISME

« SOCIALISME D'ETAT » ET « EXPLOITATION MUTUELLE »

Après avoir étudié les circonstances qui provoquèrent en Russie l'effondrement du tsarisme et la Révolution d'Octobre ainsi que les conséquences qui en résultèrent sur le développement ultérieur du pays et du monde, je me propose d'examiner ici trois interprétations qu'on en a faites, ou plutôt trois idéologies que l'on a construites sur ce thème. Elles font l'objet d'œuvres publiées ces dernières années par Pierre Naville, Charles Bettelheim et David Rousset. Naville, à qui le présent article est consacré, a successivement publié cinq tomes d'un ouvrage-fleuve auquel il manque encore une introduction ou conclusion d'ordre méthodologique : **Le Nouveau Léviathan**. Il commence par observer à juste raison que nous avons affaire à un seul marché mondial dominé par le capitalisme et dont la pression n'a cessé de s'exercer sur les pays qui ont passé par un procès révolutionnaire. Il aurait donc dû, en bonne méthode, débuter par une analyse systématique des transformations subies par le capitalisme mondial sous l'impact des deux guerres et de la dernière crise mondiale. Sans doute ne cesse-t-il de s'y référer, mais par ricochet et par contraste avec les sociétés que son propos est d'analyser. Il y montre combien, pour l'essentiel des traits auxquels il fait allusion, ces sociétés se distinguent peu, au degré de développement près, de ce qui caractérise le capitalisme contemporain. Il est donc normal de commencer la critique de son ouvrage par une description, comme on dit, phénoménologique, puis par une analyse théorique de capitalisme contemporain auquel se subordonnent d'autres évolutions à certains égards «divergentes».

I
DESCRIPTION

Quelle est aujourd'hui la situation historique de ce qu'on appelle encore vaguement et traditionnellement des sociétés capitalistes ? Elles se définissent stratégiquement ou, si l'on préfère, en qualité sinon en quantité, par la nature collective ou impersonnelle des grandes organisations économiques monopolistes ou oligopolistiques et par le rapport de l'Etat à l'économie, particulièrement par l'existence d'un secteur d'Etat dans l'ensemble économique. Le revenu global y est réglementé par l'Etat. D'où la possibilité de contrôler le cycle des affaires dans les frontières nationales et de diminuer l'importance des syndicats. Tels sont les traits caractéristiques d'une matrice globale des changements capitalistes depuis la dernière grande crise économique ,1929-37, et la seconde guerre mondiale. Une technologie très complexe y exige de gros investissements et une période de gestation plus longue entre le moment où l'on décide de produire et celui où le produit est mis sur le marché. Cette technologie et une organisation en expansion exigent, en même temps qu'elles le permettent, de réglementer les coûts, les prix et la demande. Mais les conditions nécessaires pour qu'une telle technologie se développe sont le soutien et l'intervention de l'Etat, également nécessaires pour réglementer la demande et les marchés, c'est-à-dire pour stabiliser la demande globale. Ce sont ces impératifs de technique et d'organisation qui exigent et permettent aux grandes organisations économiques de planifier leur activité.

Le système industriel moderne est donc constitué par une fusion ou, au moins, une association étroite de ces organisations et de l'Etat et sert de régulateur à l'ensemble de l'économie auquel est subordonné un secteur «indépendant». Un tel système exige un accroissement de capital indépendant de celui de la production. Il impose une connaissance organisée et une subdivision des tâches. Il faut prévoir ces tâches et y appliquer les connaissances et l'équipement correspondants. Il faut une main d'œuvre spécialisée pour prévoir l'avenir économique dans son ensemble et deviser les actions appropriées quant à l'organisation, l'information et les capacités d'intuition. La spécialisation requérant l'organisation, engendre par suite des spécialistes de l'organisation. La planification est nécessaire pour prévoir et développer à temps ce qu'on a prévu. La mesure de changement est fonction de la complexité de la technique et généralement de l'accroissement des périodes de gestation des procès de production. Par là, on sait qu'on peut résoudre les problèmes, avant d'en avoir trouvé la solution. D'où l'importance de la fonction de recherche et de développement en vue de déterminer les temps, les coûts et les engagements inflexibles.

Cela ne va pas sans risques. Aussi l'Etat les prend-il à sa charge. Il garantit les marchés et couvre les coûts imprévisibles ; fournit les moyens techniques nécessaires, amortit les frais des changements techniques et de leur planification. La planification industrielle devient ainsi un moyen de s'assurer un minimum de profits, de parvenir au taux le plus élevé possible de croissance corporative et donc d'étendre ce qu'on appelle aujourd'hui la technostructure et de se garantir contre la contraction. Pour planifier, il faut pouvoir contrôler et réglementer les salaires contre les risques d'inflation et de chômage, ainsi que les prix fixés par les grandes organisations, la demande spécifique et la demande globale. L'Etat est amené à réglementer prix et salaires grâce à un secteur public relativement large, consommateur privilégié de techniques avancées et auquel les grandes organisations sont subordonnées. Celles-ci font donc partie de la planification et s'identifient avec les buts «sociaux» de l'Etat. La différenciation du travail et des tâches entraîne une différenciation parallèle des salaires, des avantages et des conditions d'avancement et de retraite. C'est ce qui permet d'intégrer les syndicats au système industriel et aux changements qu'il entraîne. Intégration que l'on a constatée plus tôt et à un niveau plus bas dans les capitalismes d'Etat de type russe.

Symbiose au niveau de l'Etat

Cette technostructure, instrument de la bureaucratie d'Etat, a besoin, pour planifier, de réglementer l'individu comme producteur et comme consommateur et, par là, les institutions de communication et de formation qui préparent ces individus à jouer leur rôle social. Telle est la fonction spécifique et ambiguë des établissements scolaires et scientifiques et le ressentiment qu'ils engendrent comme instruments de l'Etat et des grandes organisations économiques. Celles-ci ont besoin d'une main d'œuvre complexe et qualifiée dont l'éducation leur est fournie par le secteur public de l'économie. Le capital nécessaire leur vient de l'économie privée, mais il devient autonome grâce à l'autofinancement qui réduit le capitaliste individuel au rôle parasitaire de rentier. Elles reçoivent de l'Etat, directement ou par des institutions qu'il subventionne, le marché nécessaire à leurs ressources technologiques et aux moyens de leur planification ainsi que les innovations scientifiques et techniques. C'est pour elles que l'Etat réglemente, autre instrument de planification, la demande globale pour leurs produits, comme il fait les salaires et les prix. Il y a donc, sinon fusion, association inextricable entre l'Etat et les grandes organisations économiques mono- ou oligopolistiques. Ils sont l'instrument l'un de l'autre. Plus de ligne de partage entre eux. Leurs besoins et leurs objectifs s'identifient les uns avec les autres.

Cette fusion ou association intime est particulièrement frappante dans l'industrie militaire et aérospatiale, où les équipes qui ont à décider sont souvent communes, directement ou non, et où le personnel passe coutumièrement d'un secteur, public ou privé, à l'autre. Il n'y a pas interférence, mais association et protection des organisations par l'Etat. C'est ce qui leur permet de participer à toutes les décisions étatiques qui comptent. A la limite, les deux, Etat et organisations économiques, forment un tout, comme on le voit dans les sociétés de type russe, par l'Etat -organisation économique. Ailleurs, surtout par le secteur public, ils planifient synergétiquement les besoins en capital et

en travail nécessaires aux types de production dont ils décident en commun. Instruments de l'Etat, les grandes organisations n'ont pas besoin de faire pression sur lui indirectement. C'est ensemble qu'ils dirigent les comportements du marché du travail, des ressources, des produits. Les organisations adoptent les objectifs «sociaux» de l'Etat et s'y adaptent d'autant mieux que tous deux les ont fixés en commun. Ils tendent au monolithisme. D'où les mécontentements et les dissentiments qu'ils suscitent, même de la part du secteur privé numériquement, mais non pas qualitativement important qui échappe aux bénéfices du système.

La demande globale est aménagée suivant différents types de dépenses publiques et le marché accru en fonction de l'emploi ou autres considérations. D'où l'importance du secteur d'Etat pour que les impôts sur les revenus et les compagnies suffisent à exercer leur effet stabilisateur. Mais il faut payer pour le développement de la technologie et de l'innovation ; d'où le choix des investissements dans les armements ou l'industrie aérospatiale. C'est ce que ne pourraient faire certains types de dépenses publiques, nécessaires, mais non rentables, comme la consommation individuelle, la construction, les pensions, etc. Le système industriel s'identifie avec les objectifs «sociaux» de l'Etat parce qu'il les adapte à ses besoins : production de biens «efficaces» et expansion continue de cette production, préférence marquée pour les marchandises sur les loisirs et expansion constante de leur consommation, engagement inconditionnel au changement technologique, autonomie de la technostructure, offre adéquate d'une main d'œuvre éduquée et formée. Il y a emploi organisé de capital et de technologie par la planification : la production et la réponse des consommateurs sont projetées, les prix sont contrôlés, l'offre des conditions de la production : travail, composants et machinerie, est planifiée en quantités nécessaires.

Perspective et Comparaison

Quel est l'avenir ? Par les desseins d'organisation et de planification, les sociétés industrielles convergent entre elles en vue d'une production moderne à grande échelle qui exige beaucoup de capitaux et de technologies avancées. Les produits sont alloués directement à ceux qui en bénéficient par la publicité, par l'organisation des ventes, y compris celle des sous-traitants et détaillants. En un mot, les marchés et la «souveraineté du consommateur» sont éliminés. On tâche de réduire au minimum le contrôle bureaucratique. (Tel est l'objectif projeté et désiré en partie par la «réforme» russe.) Il y a oligarchie. L'idéologie remplit une fonction subordonnée. Les connaissances et le talent sont utilisés autoritairement pour permettre de planifier les revenus en fonction des marchandises offertes et l'offre d'une main d'œuvre aux caractéristiques exigées. Les grandes organisations et l'Etat sont identifiés. Les cadres d'objectifs sont programmés en commun. Il n'y a plus de ligne de partage. Les personnels s'échangent ou permutent entre secteurs public et privé, ou entre bureaucraties politique, industrielle, etc. Les mécanismes sont administratifs et opérés par des structures hiérarchiques intégrées. Les paiements sont fixes et planifiés. Il ne reste plus, hors du système, qu'un secteur libre privé, d'ailleurs subordonné et contrôlé, et les non qualifiés et les malheureux qui en sont délibérément exclus. Dans le domaine de la liberté, il y a donc conflit visant ceux qui placent en première ligne les impératifs de l'organisation, la fusion des oligopoles et de l'Etat et le conformisme qui en résulte.

Quelles différences y a-t-il entre ce capitalisme d'Etat tendanciel de l'économie la plus «avancée», celle des U.S.A., et les capitalismes d'Etat de type russe ? Leurs systèmes de direction économique se ressemblent. Ils sont soumis aux mêmes impératifs de croissance. Ils planifient indépendamment du marché par le contrôle des prix et des salaires et de la conduite économique de l'individu. Mais ils emploient des techniques différentes envers ceux qui tentent d'échapper à l'emprise de la planification. Ils appliquent des techniques de pression semblables, quoiqu'en apparence différentes. Ils se font concurrence dans le domaine des armements et de l'exploration de l'espace planétaire, mais y remplissent une fonction peut-être semblable. La limite à leur maîtrise est donnée par le fait du marché mondial, auquel ils sont obligés de se subordonner et dont l'impact leur impose des crises qu'ils ne peuvent prévoir ni aménager.

II
ANALYSE

A la suite des deux guerres mondiales et de la dernière crise économique de 1929 à 1937, est apparue dans le développement capitaliste une tendance universelle à la formation d'un capitalisme d'Etat. Il prend une forme double suivant qu'il opère dans les pays «avancés» en vue d'y maintenir ou d'y ralentir la tendance à la baisse du taux de profit ou qu'il a pour fin d'assurer la croissance économique dans les pays «arriérés» qui tentent d'échapper à l'emprise de l'impérialisme. Dans le premier cas, il résulte de la fusion, par bonds successifs, entre l'Etat et les monopoles, forme antérieure du développement capitaliste. L'étatisation de la propriété privée s'y étend graduellement, malgré les reculs temporaires. Il s'y constitue donc trois secteurs, celui de l'Etat, celui des monopoles et un secteur «libre» privé, mais subordonné. D'où une suppression en zigzag, mais croissante, de la concurrence par action du plan d'Etat, donc concentration étatique, ou par action du secteur des monopoles qui centralisent et concentrent le capital disponible.

Il en résulte une bureaucratisation du marché mondial et une sectorisation des échanges internationaux. En conséquence, la fonction de l'étalon-or, ne répondant plus à la réalité de la situation mondiale, se désagrège et l'or tend à se concentrer dans le ou les centres les plus importants. Il est remplacé par des papiers-monnaie nationaux et des accords de «clearing» dans les transactions internationales. Dans les limites nationales, il y a profit global et non plus concurrentiel à partir des entreprises privées, profit, qui dans le secteur d'Etat, prend une forme comptable. Comme ce profit ne résulte plus de l'échange de valeurs d'usage que secondairement, on voit croître un secteur de productions stériles, armements et industrie aérospatiale et, dans les pays arriérés, une primauté à l'industrie lourde. L'utilisation de la survaleur, tel est le sens économique de ce type de production. Mais cette concentration des capitaux et, sous la forme achevée du capitalisme d'Etat, la minimisation, par la propriété étatique, des formes parasitaires du Capital permettent un renouveau du développement des forces productives. La rentabilité n'en dépérit pas moins et la productivité y est fonction du secteur d'Etat sur lequel s'alignent les deux autres. Dans un tel système, disparaissent le surplus de capital et la nécessité conséquente de l'exporter. C'est l'Etat qui accumule le capital et en dispose suivant ses objectifs politiques.

Le système provoque, d'autre part, une dénaturation du prolétariat. Non seulement apparaissent des formes de plus en plus accentuées de salaires différentiels, qui ne résultent plus simplement des variations entre le travail simple et les formes de travail composé, mais aussi des salaires d'exploitation ou ristourne indirecte de plus-value au bénéfice de ceux qui les perçoivent et qui remplacent la répartition des profits antérieure. Le travail est de plus en plus différencié et dégradé, prenant sous des formes diverses un caractère plus ou moins réglementé et même forcé qui trouve son apogée et sa source d'incitation dans le travail concentrationnaire. Les prix sont administrés en fonction du rapport prix à quantité de travail incorporé dans le produit, ce qui constitue la condition globale, nécessaire à l'accumulation. Cette plus-value globale est, dit-on, socialisée, en fait étatisée. Elle est répartie par le capitaliste collectif (plus ou moins concentré) aux fins de l'accumulation et de la répartition «salariale» d'exploitation. Il n'y a donc plus dans ce domaine, de profit comme part du capital, mais sous forme de traitements hiérarchisés. Le salaire lui-même se divise en deux parts distinctes, dont l'une seulement est à la libre disposition du salarié : salaire personnel, remis à l'individu en échange de son travail ; et salaire «social» ou fonds d'accumulation (sécurité sociale), manipulé et soumis arbitrairement à l'administration de l'Etat.

Dans de telles conditions, aux crises périodiques succèdent des oscillations et un état de crise également permanents, dont les causes sont autant sociales qu'économiques. Ils provoquent, intégrées au système, des guerres (locales) et des distorsions bureaucratiques. Suivant le cas, l'Etat absorbe ou tend à absorber, sous diverses formes, l'ensemble de l'économie, directement ou par différents moyens de contrôle. Il est ou devient tout aussi économique que politique. A la suite de guerres ou de crises, se forme ainsi graduellement le capitalisme d'Etat par extension, de bond en bond, de la propriété étatique à partir des syndicats patronaux et ouvriers et des coopératives de production et de consommation, contribuant à éliminer la concurrence et les formes parasitaires de capital. A sa suite et sur la base de l'interaction ou la fusion entre économie et Etat, la bureaucratie,

de traditionnelle et sectorielle qu'elle était, tend à s'universaliser et à se transformer. Apparaît et croît une direction bureaucratique multiforme et synthétique, coiffant l'ensemble de la société. Cette direction peut prendre une forme soit démocratique soit autoritaire, sans qu'on puisse dire actuellement si elle aboutira ou non et fatalement à une forme totalitaire finale.

Origine et Perspective

L'origine du capitalisme d'Etat est européenne, car l'Europe fut jusqu'en 1914 le centre du développement capitaliste et, au cours des deux guerres mondiales successives, le centre principal des conflits et des destructions. Par suite de quoi et parallèlement, le capitalisme entre en décadence et s'effondre la position centrale de l'Europe qui le cède, à l'échelle mondiale, à deux centres extraeuropéens virtuels, dont la Seconde guerre mondiale confirmera l'ascendance historique. Les U.S.A. deviennent le centre économique et technologique du monde et le protecteur des impérialismes secondaires, qui descendent de plus en plus vite et peut-être irréversiblement au rang de satellites. Quant à la Russie, le second centre mondial, son développement depuis 1917 montre la fonction qu'elle a rempli d'avant-courrière du type le plus pur de capitalisme d'Etat par sa structure économique, presque intégralement étatique et par sa distribution bureaucratique des moyens de croissance de l'économie.

Quelle perspective historique peut-on en déduire ? Que, depuis 1945, date topique, c'est-à-dire depuis plus de trente ans, nous sommes entrés dans l'époque de l'établissement et de l'affermissement du capitalisme d'Etat, phase nouvelle du développement capitaliste à l'échelle mondiale, pour les raisons dites : nécessité de maintenir ou de ralentir la baisse du taux de profit ou nécessité de croissance économique en conditions quasi autarciques. D'où découlent, dans l'état de choses prédominant, des guerres (locales) en chaîne, sporadiques, mais non fortuites, car c'est une lutte constante que livrent les capitalismes d'Etat des pays avancés pour briser ou limiter en étendue les barrières que leur opposent les économies autarciques. D'autre part, les deux centres actuellement mondiaux sont en état de rivalité permanente, qui les pousse alternativement à des conjonctures soit de guerre froide soit de coexistence et de détente (vu l'impossibilité de recourir à la guerre totale, donc, en fin de compte, à un affrontement nucléaire). D'où s'ensuivent naturellement des relations mondiales de caractère interbureaucratique.

L'impérialisme est lui aussi amené à subir une mutation. Il ne se manifeste plus principalement par l'exportation de capitaux, mais par des formes de pillage plus directes, aussi bien de la part des bureaucraties d'Etat de pays plus ou moins arriérés que de celles des impérialismes avancés, comme le montrent à l'évidence la fonction des organismes internationaux et celle de la masse mondiale des dollars nord-américains flottant à travers le monde, actifs dans la spéculation et l'investissement. (On pourrait en dire autant, à une échelle bien moindre, d'impérialismes à la fois exploités et encore exploiteurs dans les relations qu'ils parviennent à maintenir avec leurs anciennes colonies, comme, par exemple, la France.) En somme, le capitalisme d'Etat relativement dominant s'étend et, par là, exploite ses satellites sous diverses formes. On aboutit donc à des guerres interbureaucratiques, locales ou «indirectes» entre capitalismes d'Etat.

Changement sans dépassement

Le capitalisme a changé d'étape, mais sans dépasser ses limites. Il est passé de la forme concurrentielle à la monopolistique, puis à la forme étatique. Mais c'est dans les pays les plus développés qu'il faut l'examiner pour en avoir une perception exacte. En quoi la Russie reste à la fois un cas arriéré et un précurseur. Et ce changement, par transition, à l'étape de l'Etat est la marque d'un déclin. Le capitalisme se maintient en réduisant en proportions variées les fonctions du marché et de la propriété privée. Le marché ne joue plus à plein qu'à l'échelle mondiale. Les grandes organisations économiques, monopolistes et oligopolistiques, prédominent en symbiose avec l'Etat. En ce qui importe, il ne s'agit plus que d'un capitalisme gestionnaire et non plus propriétaire. L'entrepreneur classique ne subsiste plus que dans les pores du capitalisme d'Etat. Il y a fusion ou, au moins, comme aux Etats-Unis, association intimement organique entre l'Etat et les grandes organisations. Et celles-ci ne sont plus nationales, mais, par la force des choses, transnationales.

Le capitalisme a changé sans se dépasser, obligé d'accepter un secteur d'Etat et sa réglementation qui sapent les bases mêmes de l'initiative et du profit d'entreprise privés. Marx avait prévu les prémisses de ce changement et jusqu'à la possibilité d'une étatisation du capital. Ce qu'on appelle l'économie «mixte» est une fausse appellation. Elle masque le fait que les économies contemporaines sont pleinement ou tendanciellement des capitalismes d'Etat. A cette étape, le champ du jeu de la valeur se réduit, en ce que sa constitution s'établit au niveau global et, comme toujours, «derrière le dos des producteurs». C'est ce qu'annonçait déjà, à un certain point de développement du capitalisme concurrentiel, la fonction du crédit (et de l'inflation) et celle des sociétés anonymes en expansion constante. Il y a déjà, ce que l'étape du capitalisme d'Etat confirme pleinement et élargit à l'ensemble du système, «abolition du mode de production capitaliste au sein même du mode de production capitaliste, stade de transition vers une nouvelle forme de production» (Marx). Il faut étudier dans le concret les rapports entre les diverses formes d'Etat et les différentes structures économiques, analyse que Marx avait projetée, mais qu'il n'eut pas le temps d'écrire.

L'époque étatique

Dans le capitalisme d'Etat, salaires, prix et profits n'ont plus de fonction indépendante et active. Ils sont devenus des expressions de grandeurs matérielles globales en fonction de la planification, moyens pour les autorités étatiques d'assurer la distribution des ressources et la répartition sociale des revenus. C'est que le capitalisme d'Etat produit encore plus de surtravail, maintient et même durcit les différences de classe par les salaires différentiels et d'exploitation ainsi que par l'accumulation de capital, mais désormais sans ses traits fétichistes. Il engendre des sociétés composées diversement de propriétaires-dominateurs et de salariés-producteurs, sans échanges privés, sauf dans le domaine de l'achat de travail et de la consommation. Il y a concentration du surtravail sur la base de moyens et de méthodes modernes, propres aux développement plus rapide de la production. Outre les conditions déjà dites pour les économies avancées, c'est une forme éminemment propice aux pays arriérés pour exclure la pénétration du capital étranger et l'expansion domestique du capital, désormais inapte à assurer les effets de la croissance économique. Ce qui entraîne des formes colonialistes modernes, visant à réprimer la formation de mouvements sociaux correspondants et l'établissement d'économies autarciques. D'où une aggravation sans précédent des conflits sociaux hors du domaine des capitalismes d'Etat avancés.

Ce capitalisme moderne s'étend non sans contradictions. Des manipulations monétaires ont pour objet d'y accroître la rentabilité du capital, c'est-à-dire à y changer le rapport des salaires aux profits, soit en abaissant les salaires plus vite que les prix soit en accroissant les salaires moins vite que les prix. On modifie ainsi la distribution du revenu national. On augmente les dépenses de l'Etat, en très grande partie ristournées aux monopoles et oligopoles. Autrement dit, on dépense un capital qui, autrement, aurait été thésaurisé. Par là on augmente l'activité économique par un gonflement inégal dans le temps mais, en fin de compte, toujours croissant de la dette publique. L'accumulation de capital est fondée sur la notion de capital total, quelle que soit la structure capitaliste spécifique. Dans les pays arriérés, l'industrialisation forcée a pour fonction d'assurer le procès d'accumulation.

Mais il ne faut pas perdre de vue que plus ce capitalisme se renforce, est «puissant», plus il est vulnérable. Forme barbare de décadence, il implique la faiblesse ouvrière dont les réactions de ressentiment et de refus explosent dès lors, comme on l'a vu dans de nombreux pays. Lutter pour les conditions de travail y prend aussitôt par force des formes d'insurrection sporadique.

III
TRANSFORMATION DES FORMES DE SALAIRE

Le système de type russe est une économie d'Etat, bureaucratiquement planifiée, où subsistent des rapports marchands et monétaires, à partir de l'offre de capacités de travail qui reçoivent un salaire direct et «social», et de celle des articles de consommation. La crise du salariat, commune aux sociétés avancées et à celles du type russe, a pour origine la différence entre la productivité des capacités de travail et le salaire perçu en échange. Dans les deux cas, le salaire y est nationalement planifié, ce qui décide des formes de l'emploi et des taux salariaux en fonction de la plus-value à produire et du taux d'accumulation projeté, lequel se répartit entre le secteur d'Etat et le secteur «privé», établis sous des formes diverses suivant les pays.

Dans les économies de type russe, qui se sont développées dans des conditions d'arriération, les capitalistes privés et les éléments monopolistes, constituant des couches socialement faibles, ont été pratiquement éliminés ou directement transférés au secteur d'Etat au fur et à mesure des circonstances. Le salaire y est devenu un «salaire d'Etat» en fonction des étatisations de la structure économique et de la fonction assignée aux syndicats, représentants prétendus des ouvriers, en fait courroies de transmission de l'Etat, contrôlant à son bénéfice la répartition et la productivité des capacités de travail. Les salaires y sont, comme ils tendent à l'être ailleurs, devenus un élément constant des prix par rapport aux coûts de production et suite à la différence du rapport entre capital constant et capital variable et entre capital variable et plus-value. Il en résulte aussi une planification des profits. D'où une transformation des structures de marché. Les salaires sont devenus «rigides» pour prévenir les tendances inflationnistes et garantir les profits et leur distribution. L'éventail des salaires y est un fait de structure, conséquence de la hiérarchisation sociale et de la politique économique de l'Etat. Chacun, s'il est intégré au système, a droit à un «revenu» indépendant de la forme de l'emploi. Par suite, les services publics, comme les salaires, ont été collectivisés et sont payés sur la part de plus-value accaparée par l'Etat.

La Bureaucratie moderne

Ce que Naville appelle «socialisme d'Etat» serait donc, au point de vue économique, un ensemble de coopératives à l'échelle nationale, fonctionnant sur le mode capitaliste sous l'arbitraire de la bureaucratie d'Etat. Le régulateur de ce fonctionnement n'est pas le contrôle des travailleurs, mais le principe du rendement. Le fonds de salaires, individuels ou sociaux, est déterminé par les exigences du taux d'accumulation. Il y a exploitation, fondée sur les rapports du travail à l'appareil de production entre les mains d'une bureaucratie «administrative», qui ne représente en rien les travailleurs, sauf à en assurer la subsistance ; donc inégalité de consommation. Le pouvoir de commander est un monopole social qui accapare les produits et les répartit arbitrairement en fonction du taux d'accumulation qu'il juge nécessaire au développement du capital national. C'est la raison d'être des bureaucraties modernes. C'est là une classe exploiteuse par la possession du monopole du pouvoir de l'Etat. Elle a pour charge d'assurer l'accumulation de capital par l'exploitation du travail, donc l'extraction d'une plus-value. Elle arrache aux travailleurs une valeur qui leur devient étrangère et par là, comme toute société de classe, aliène tous les éléments de la société, même ceux qui ont pour fonction de répartir la plus-value dans des conditions d'échange inégalitaire des produits. Cette fonction lui permet de s'attribuer, sans contrôle de la société et une fois tenu compte des exigences de l'accumulation, une part privilégiée, au sens précis du terme, de la plus-value consommable.

Tendance commune à toutes les sociétés qui ont atteint au stade du capitalisme d'Etat, où l'on peut créer globalement la plus-value, la répartir entre un fonds d'accumulation et un fonds de consommation et transférer inégalitairement les revenus, donc au bénéfice des bureaucrates un salaire d'exploitation, traitements et avantages en nature. Ici et là, le pouvoir est une capacité de contrainte à partir de structures où le politique et l'économique tendent à se confondre ou le sont déjà. C'est, à l'échelle mondiale, la montée historique des rouages bureaucratiques de la société, nouveau Léviathan, si l'on tient ainsi à ce mot.

Le type «russe»

En Russie, après la Révolution d'Octobre, cette société fut construite par le pouvoir bolchévik, par ce qu'on a appelé, à l'étape stalinienne, «les cadres (du parti) qui décident de tout», les administrateurs d'Etat, les gérants industriels dont on ne peut séparer, vu leur fonction effective, les chefs syndicaux, ainsi que les corps militaires et policiers. Classe hétérogène de salariés aux catégories sociales diverses, privilégiée en vertu d'une coutume non écrite, elle ne s'en inscrit pas moins dans la possession corporative de l'Etat, ce qui la dispense d'un statut juridique. Donc classe impersonnelle, dont les individus ne sont rien que par leur puissance collective, découlant de leur monopole social du pouvoir d'Etat. C'est ce que décrit bien le terme de bureaucratie. Elle se maintient, de l'intérieur, par exclusion et cooptation, sans aucun droit de regard des autres catégories de la société. Par la possession de l'Etat, elle parvient à établir ses règles de fonctionnement en vue de dominer économie et structure sociale et, par là, de maintenir assujettie la masse des salariés-producteurs. D'où le parallèle, ailleurs, avec l'étatisation et l'énorme accroissement des bureaucraties traditionnelles, où s'associent de plus en plus intimement, sous l'impact des crises et des guerres, l'Etat et son secteur économique d'une part, et de l'autre, les grandes organisations économiques qu'il contrôle et qui le contrôlent ; état de quasi-fusion où l'on ne peut dire qui des deux assume la fonction économique dans la société.

D'où proviennent donc les conflits incessants ou plutôt la crise permanente des sociétés de type russe, mais aussi des sociétés de l'Occident ? Des contradictions du nouveau système capitaliste d'Etat, où le parasitisme des rentiers chez les uns et des bureaucrates chez les autres contrebalance leurs avantages et inconvénients respectifs. Ce système est né après deux siècles à peine de capitalisme, d'abord concurrentiel, puis monopoliste. Aussi est-il préférable de l'étudier dans les cas des pays les plus avancés, bien que ce soit chez ceux de type russe qu'il prenne la forme la plus «pure» par élimination des capitalistes privés, étatisation de la propriété et planification plus poussées (bien que le fonctionnement de ladite planification y soit moins efficace).

IV
CAPITALISME ET ETAT. LE CAS « RUSSE »

Pour en revenir à Naville, dont je n'ai cessé de me préoccuper, mais par d'autres voies que celle qu'il suit, il caractérise les systèmes de type russe par deux notions centrales : celle de «socialisme d'Etat» et celle d'«exploitation mutuelle». Il en fait sans cesse usage, mais plutôt pour les affirmer que pour en rendre raison. Voyons ce qu'il faut en penser. Naturellement, il ne s'agit de disputer de mots, mais de discuter de concepts et des faits dont on prétend qu'ils rendent compte. Précisons quand même, car l'analogie n'est pas fortuite, que l'expression de «socialisme d'Etat» a jadis servi à couvrir une idéologie bourgeoise, en cours dans les milieux universitaires allemands, qui prétendait que le passage du capitalisme au socialisme se ferait par l'œuvre de l'Etat, donnant ainsi lieu à une nouvelle étape de développement économique, dénommée alternativement, suivant les auteurs, «capitalisme» ou «socialisme d'Etat». Aujourd'hui, Naville adopte la même expression pour l'adapter au procès économique et social subi par certains pays arriérés à la suite d'une révolution.

En quoi cette révolution et ce procès peuvent-ils être dits socialistes ? Que des pays où la révolution bourgeoise ne s'était pas faite et qui n'avaient éprouvé que les débuts d'une croissance capitaliste sous l'impulsion du dehors aient, au cours des vicissitudes d'un monde en décadence passant au stade du capitalisme d'Etat, traversé une phase de révolution, puis se soient engagés dans un procès de croissance économique, ne suffit pas à les définir comme socialistes. Il semble qu'ici Naville tienne le fait pour accompli. Or, il n'est rien de tel. Même dans le cas de la Russie, on ne saurait parler de révolution socialiste. Que les bouleversements russes en 1917 puissent recevoir le terme de révolution prolétarienne, c'est ce qu'on peut accorder,

puisque ce sont les noyaux prolétariens des villes qui permirent aux bolchéviks de prendre le pouvoir. Remarquons d'ailleurs que c'est le seul cas que l'on ait observé. Même alors, l'énorme prépondérance de la paysannerie donna au procès d'ensemble un caractère plus plébéien que prolétarien. Et dans les autres cas, de la Yougoslavie à Cuba en passant par la Chine et les pays d'Indochine, le moteur de la révolution ne fut certainement pas le prolétariat urbain. Ce sont les secousses du centre impérialiste du monde qui permirent à ces pays d'en arracher leur émancipation.

Que pouvaient-ils faire dès lors ? Procéder à leur procès de croissance économique dans des conditions où prédominait mondialement le capitalisme entré en décadence, mais aussi renforcé par son passage à la forme étatique. Ils ne le pouvaient faire qu'en concentrant dans l'Etat les moyens de production ou capital national auquel se subordonnaient et qui exploitait les capacités de travail. Rien de socialiste en cela sauf dans l'idéologie, où le mot de socialisme sert aujourd'hui à toutes les sauces.

Outre l'emploi abusif qu'il fait de l'expression «révolution socialiste», il semble que Naville identifie le socialisme à l'abolition de la propriété privée (capitaliste), à la concentration étatique du capital et à l'usage de techniques de planification. Or, on a vu que de tels changements intervenaient aussi tendanciellement dans les pays traditionnellement dits capitalistes et qu'ils n'étaient que poussés à leur terme logique dans les pays arriérés ayant passé par un procès de révolution. En quoi donc ces pays peuvent-ils être dits socialistes par comparaison avec le capitalisme contemporain ? Par leur fonctionnement, dit Naville. S'il se réfère par là à une extension plus grande du secteur d'Etat et à une concentration plus poussée du capital, il n'y a rien là de différent en nature. C'est même un désavantage, car il en résulte, vu les conditions arriérées, des structures rigides par rapport au fonctionnement plus souple du capitalisme tendanciellement étatique des pays avancés.

L'exploitation mutuelle

C'est ici qu'intervient l'emploi idéologique de la notion que Naville nomme l'exploitation mutuelle. Que veut-il dire par là ? Que nous avons affaire à des sociétés où tout le monde est salarié. Mais l'extension du salariat est aujourd'hui mondiale, comme d'ailleurs Naville l'a noté. Ce qu'il importe de remarquer, c'est que ce salariat, en même temps qu'il s'étend, se transforme et se structure. Dans des sociétés où le capital est impersonnel et prend un caractère gestionnaire, les salaires se différencient de plus en plus dans l'ensemble et se créent des types de salaires d'exploitation. On peut bien appeler du même nom de salaire la compensation que reçoit pour son «travail» Brejnev et celle du manœuvre-balai, le terme n'en recouvre pas moins des réalités bien différentes.

En réalité, l'exploitation mutuelle est un fait social bien connu, qui a toujours servi de base à des idéologies prétendant le décrire comme une conciliation des intérêts dans l'ensemble harmonieux de la société. C'est un fait commun à toutes les sociétés de classe et qui ne prend un sens spécifique que par rapport à chacune d'entre elles. Aujourd'hui c'est le propre de sociétés capitalistes d'Etat. L'exploitation mutuelle s'y poursuit sous l'égide d'une classe exploiteuse et dominante spécifique, qui détient l'usage des moyens de production, ayant encore le caractère de capital par rapport au travail qu'ils exploitent. Cette classe, par sa gestion de l'économie, décide du taux d'accumulation du capital et de la répartition de la plus-value restante, y compris à elle-même. Rien en cela de bien différent de ce qui se fait ailleurs, sinon dans le degré de développement des richesses. Que la part de production consommée soit moindre dans tel ou tel pays ne change rien à l'affaire.

On ne voit pas en quoi les sociétés dites par Naville socialistes d'Etat seraient, plus que les autres ou dans un sens différent, une transition vers le socialisme. On dira même que, par leur niveau technologique et économique et leur composition sociale, les Etats-Unis sont plus proches du socialisme que la Russie, dans la mesure où cela voudrait dire quelque chose. On dira à plus juste raison que les sociétés européennes sont historiquement plus proches du socialisme que la Russie, dans la mesure où l'environnement mondial y permettrait l'avènement d'une révolution socialiste. Pourquoi ? Parce que leur niveau technologique et économique et leur structure sociale leur permettraient d'aborder, sans solution de continuité, la construction d'une société socialiste, alors que la révolution victorieuse en Russie ne lui permettait nullement de le faire, comme Lénine l'avait justement observé, mais l'obligeait, faute d'extension de la révolution à l'ouest, à édifier d'abord la base matérielle d'un capitalisme d'Etat par la surexploitation de son travail national.

La conjoncture historique

Aussi bien est-ce là un problème dont Naville ne se préoccupe pas. Considérant les pays qu'il semble tenir pour des capitalismes monopolistes d'Etat (ou de monopoles d'Etat, la chose n'est pas claire dans un très long texte à la cavalière, où le commentaire sur des commentaires chevauche quelque peu au hasard), ainsi que les pays qu'il définit comme socialistes d'Etat, la perspective historique est pour lui comme bloquée. Il tient clairement le socialisme d'Etat pour une étape transitoire. A quoi ? Au communisme, semble-t-il. Donc échéance transitoire qui vaudrait aussi pour les pays occidentaux. La question qu'il paraît se poser, c'est de savoir comment des sociétés modernes - ayant passé par les transformations technologiques et économiques du dernier quart de siècle (et par l'allongement correspondant de la période de gestation de la production) - ainsi que les sociétés arriérées qui les rejoindraient, vers la fin du siècle actuel, par la voie accélérée du socialisme d'Etat ; comment, dis-je, ces sociétés -quand l'appareil technique de production est démesurément amplifié et complexifié et le travail nécessaire (trois à quatre heures par jour) n'y serait plus guère qu'un déterminant secondaire de la production - pourraient concéder à leurs membres des services quasi gratuits, je veux dire sans proportion vraiment assignable au travail effectué. D'où d'infinies rêveries «raisonnées» où il ne paraît utile de suivre l'auteur.

Et c'est pourtant le problème de la perspective que nous devons confronter dans un proche avenir. Brièvement, les pays où des révolutions se sont faites n'étaient pas capables de socialisme, passant par leur phase de révolution bourgeoise dans les conditions de décadence mondiale du capitalisme d'Etat propre au 20e siècle. Au contraire, dans les pays où les conditions étaient propices à la révolution et à la construction du socialisme, la révolution ne s'est pas faite. On peut à juste titre se demander pourquoi. A mon avis, par suite d'une interférence historique.

Au lendemain de la Première guerre mondiale, les ouvriers de l'Occident n'avaient pas encore eu le temps de se déprendre de l'emprise opportuniste que leurs organisations avaient exercée sur eux, de leur propre aveu, dans une période de montée du capitalisme se prêtant à l'octroi de réformes. Quand survint la crise mondiale de 1929-37 et qu'ils auraient pu se détacher de l'opportunisme, le mythe de la Révolution d'Octobre et, bien plus concrètement, le poids international de l'Etat bureaucratique grand'russe empêchèrent efficacement leurs luttes de prendre un cours révolutionnaire. L'impact du bolchévisme, devenu un pouvoir d'Etat, fut négatif en Occident et désagrégateur des courants révolutionnaires.

Il n'y a pas là amertume d'une pensée rétrospective. L'expérience historique montre qu'il en fut de même après la révolution anglaise du 17e siècle, dont la conséquence directe fut non seulement l'affermissement de la puissance maritime du pays, mais la consolidation, pour plus d'un siècle, de l'absolutisme sur le Continent. De même, la nationalisation de la révolution bourgeoise en France sous la forme de l'empire napoléonien rejeta d'un demi-siècle l'éclosion des révolutions bourgeoises dans le reste de l'Europe.

L'écrasement des masses ouvrières et paysannes en Espagne et la désagrégation rapide et inévitable du Front populaire en France ne pouvaient, dans l'état où étaient les rapports de forces sociales et internationales du monde, que conduire à une seconde guerre mondiale. Le compromis conclu entre la bureaucratie grand'russe et les Etats-Unis fit avorter les conséquences révolutionnaires que cette guerre aurait pu avoir en Europe. Les révolutions qui se firent ailleurs dans les trois décennies suivantes furent favorisées par les deux partenaires ou par l'un des deux. Elles ne dépassèrent pas les limites nationales et bourgeoises. Cette suite de blocages historiques, provoqués par eux, leur permit de se consolider et de se transformer.

Capitalisme d'Etat et Révolution

C'est ainsi qu'on atteint mondialement à l'étape historique du capitalisme d'Etat, époque de reprise temporaire des forces productives pour les raisons qu'on a dites, mais aussi de crise permanente. Cette crise atteint aujourd'hui une phase aiguë,

probablement destinée à durer des années. Elle peut engendrer en Europe une conjoncture révolutionnaire qu'il serait difficile de contenir, surtout dans des limites nationales, au cas de conditions internationales favorables. S'il en était ainsi, l'Europe serait, par son niveau technique et économique comme par les conditions historiques de ses classes travailleuses, un terrain propice à la révolution et à la construction du socialisme. Dès le stade de l'explosion révolutionnaire, les forces prolétariennes, grossies par l'évolution sociale et économique des trente dernières années, pourraient intervenir et contrôler la situation, donc l'engager dans les voies du socialisme et vers une société internationale de producteurs librement associés. Comment ? C'est ce qui reste à voir à la fin de cette série d'articles.

Pour Naville, il fait fond sur le déroulement de facteurs objectifs, quels que soient les éléments sociaux qui y joueraient. Ces facteurs procéderaient, pour ainsi dire, derrière le dos des hommes en lutte et les propulseraient fatalement. L'élément de conscience a disparu de ses analyses. Il cache d'ailleurs mal son scepticisme devant l'alternative entre la montée continue d'une société mondiale technocratique (ou qu'on l'appelle comme on voudra) et l'avènement du socialisme. Comme pour bien d'autres, une vue structuraliste des choses, qu'il prend très sérieusement pour de la science et qui est notre scolastique et, pour Naville, une sorte de théologie matérialiste, lui cache le mouvement de l'histoire, tel qu'il est voulu par des hommes combattant dans un monde divisé en classes.

« LA PROCHAINE FOIS C'EST LA VISTULE QUI BRULERA »

Manifeste publié à l'occasion du 5e anniversaire des soulèvements prolétariens de la Baltique de décembre 1970 par les camarades de L'Union Ouvrière. Nous tenons à nous associer à l'hommage rendu aux combattants ouvriers qui moururent en défendant leur droit à la vie et à la dignité.[1]

R.L.

Il y a cinq ans, le 14 décembre 1970, débutaient les mémorables émeutes prolétariennes des villes polonaises de la Baltique. Pendant cinq jours, de Gdansk à Szczecin en passant par Gdynia et Elblag, les ouvriers des Chantiers Navals révoltés ont porté le mouvement de la subversion communiste des sociétés de classes à un des points les plus hauts qu'il ait atteint depuis un demi-siècle. Si, aujourd'hui, nous commémorons à notre manière le cinquième anniversaire des journées révolutionnaires polonaises, ce n'est ni pour recouvrir d'un linceul de louanges un mouvement passé, ni pour nous rassasier du spectacle de sa grandeur au moment même où, partout, le mouvement communiste n'en est qu'à balbutier sa théorie et sa pratique. C'est seulement que le décembre polonais de 1970 inaugure, dans l'histoire des luttes de classes modernes, et à l'échelle mondiale, **une nouvelle époque**.

Les 14, 15, 16, 17, 18 et 19 décembre 1970 ne sont pas seulement grands de leur radicalisme, de leur énergie, et de la netteté des affrontements. Ils le sont surtout, historiquement, de ce que les protagonistes modernes de l'histoire y sont aux prises en terrain découvert, et que chacun des adversaires sait qu'il n'existe aucune possibilité de conciliation. D'un côté, le Capital réduit à son expression la plus pure : le capitalisme d'Etat. De l'autre, un prolétariat qui non seulement ne dispose d'aucun pouvoir sur sa propre vie, mais pour qui il devient chaque jour plus visible qu'il ne peut, au sein des rapports sociaux capitalistes, que reproduire à l'infini sa propre condition de matière première du capital. Nous tenons pour hautement significatif que le mouvement social le plus profond qui ait mis en branle le prolétariat dans les dernières décennies se soit précisément produit dans les territoires du bloc russe. La cause en est dans le fait qu'aucune échappatoire n'est ici possible à la lutte, qu'il ne demeure plus aucun «ennemi» intercalé entre capital concentré et révolution, que toute voie de fuite est barrée, et que de nouveaux aménagements mystificateurs du capital y sont plus difficiles que partout. Les prolétaires, écrasés au nom de leur **propre** pouvoir, y ont appris à distinguer entre idéologie et réalité, tandis qu'en face, le Capital, justement parce qu'il a épuisé les ressources de la mystification «prolétarienne», n'a plus le loisir de se rabattre sur une idéologie qui puisse encore mystifier efficacement et durablement ses victimes, et se voit contraint de se présenter sur la scène dans sa nudité totalitaire. En Pologne, et dans les pays de capitalisme d'Etat, c'est **immédiatement** que les esclaves salariés se heurtent aux chars, aux automitrailleuses, aux hélicoptères et aux balles. Et en même temps que cela permet aux affrontements de se cristalliser beaucoup plus rapidement autour des points clefs de la révolution : le démantèlement des appareils militaro-policiers, idéologico-politiques et sociaux-productifs au Capital, cette immédiateté des affrontements les rend moins aisément récupérables.

En incendiant les sièges du parti stalinien, en attaquant les banques, la maison centrale de la Presse, en pillant les magasins, les prolétaires insurgés ne faisaient qu'exprimer des besoins **immédiats** de leur mouvement. Et c'est précisément le fait que dès les premiers moments du soulèvement celui-ci ait été placé dans une situation telle qu'il ait dû avancer très vite ou être écrasé aussitôt, qui est à la fois une indication de ce que seront les luttes révolutionnaires de l'avenir à l'Est, en même temps qu'une assurance de ce qu'aucun mouvement prolétarien ne pourra s'affirmer autrement **qu'en commençant là où les révolutions ouvrières passées se terminaient.**

Ce qui fait l'importance des journées révolutionnaires de la Baltique, c'est qu'elles ont, d'un coup, et beaucoup plus clairement que tous les mouvements sociaux antérieurs dans le bloc russe, pulvérisé les mythes de l'«intégration» des prolétaires au Capital, en même temps que ceux du capitalisme d'Etat idylliques (sans crises, progressant régulièrement vers un développement indéfini, sans secousse, planification aidant) ; qu'elles ont constitué, aussi bien aux yeux des prolétaires de l'Est qu'aux yeux de ceux de l'Ouest un démenti cinglant au mensonge idéologique d'Etat stalinien, en même temps qu'administré la preuve de ce qu'il était effectivement possible de se battre contre le monstre.

On nous dira peut-être que nous voyons trop loin, mais nous croyons que la révolte des ouvriers polonais préfigure ce que seront les soulèvements futurs de populations toujours plus homogènes d'esclaves salariés contre la domestication, devenue le fait, non plus de «patrons» individuels, mais de relations capitalistes universelles, dont l'abstraction s'incarne dans cette image abstraite de la société qu'est **l'Etat**.

Dans tous les cas, c'est plus que **l'idée** de ce que pourrait être un soulèvement prolétarien en Russie qui s'est dessiné à Gdansk et Szczecin. C'est comme le premier acte pratique de la subversion du capital étatisé (et donc de tout le mouvement moderne du Capital) que nous saluons le décembre polonais. Et, sans que soient prévisibles les formes et les délais du second acte, nous sommes sûrs qu'à la misère de l'oppression, répondra quelque jour la fête révolutionnaire de soulèvements radicaux.

Ce jour-là, pour reprendre la plaisanterie qui court à Varsovie, aujourd'hui que Gierek s'inquiète de voir se multiplier incendies et attentats dont personne ne peut dire la provenance, «c'est la Vistule qui brûlera !»

[1] L'exploitation féroce et les combats ouvriers sont décrits et analysés dans **«Capitalisme et lutte de classes en Pologne, 1970-1971»** (Spartacus n° 60 B - 272 pages - 25 F)

La Quinzaine littéraire

Le 1er et le 15 de chaque mois

tous les livres

Abonnements :

France - **Deux ans : 200 F**
Un an : 120 F
Six mois : 70 F

Etranger - **Deux ans : 270 F**
Un an : 156 F
Six mois : 85 F

Dans tous les kiosques, le n.° 6 f.

43, rue du Temple, 75004 Paris
CCP Paris 15 551 - 53

HISTOIRES D'OUVRIERS

Longtemps confinée sur les rayons poussiéreux de quelques bibliothèques, où dormaient des thèses que personne ne lisait, sinon quelques originaux, l'histoire du prolétariat s'étale maintenant derrière la vitrine de chaque librairie de quartier. Excellente chose, sans nul doute : que le «grand public» soit invité à se jeter sur les origines de la Commune plutôt que dans les draps de Louis XV, ce n'est pas nous qui allons en faire une maladie ; est-ce pour autant l'euphorie, la perspective inversée, une histoire enfin vue d'en-bas avec la bénédiction des éditeurs d'en-haut ? Il n'y a pas eu de miracle. Non, pas de miracle, mais les conséquences de l'irruption sur la scène politique d'un nouveau réformisme sans ancêtres dans son salon de famille, mais désireux de devenir le syndic de faillite du bolchévisme. Les opérations montées autour du témoignage de Soljénitsyne, la campagne confuse menée à grand roulement de tambours contre le marxisme ne sauraient servir à ce grand projet P.S./C.F.D.T., car tout ce battage renforce plutôt la peur de tout socialisme, de tout changement, si minime soit-il. Mais, si le Goulag remplace le croque-mitaine pour les infantilisés des médias, il existe toujours un mouvement autonome de la classe ouvrière, qui n'a guère été mis au pas depuis 1967, et grâce auquel les «nouveaux socialistes» espèrent bien arriver quelque jour au pouvoir (quitte à en découdre avec lui ensuite, mais ceci est une autre histoire...) Depuis une trentaine d'années les staliniens avaient conquis de haute lutte, entre autres bastions, le monopole de la mémoire ouvrière institutionnalisée. Suivant les formulations les plus contestables d'Engels et de Lénine, toutes les pratiques ouvrières antérieures à 1920, l'histoire made in P.C.F. les rejetait dans l'enfer de l'utopie, du « trade-unionisme» ou tout simplement n'en parlait jamais. Une histoire du mouvement ouvrier que le très orthodoxe Jean Bruhat avait commencé à publier en 1952 n'alla jamais au-delà de son premier tome, c'est-à-dire après l'insurrection des Canuts. Il eut alors fallu raconter le grand mouvement prolétarien d'association et d'auto-éducation propre aux ouvriers parisiens et lyonnais, et voilà qui aurait sans doute bousculé un dispositif de pouvoirs fondé sur le dogme de «l'importation de la conscience socialiste». Ce n'est que depuis très peu que le camarade Bruhat se sent libre de raconter — à sa façon, bien sûr — la vie d'Eugène Varlin. Pendant longtemps une loi non écrite obligeait les historiens communistes à se limiter aux événements et organisations qui pouvaient être considérés comme préfigurant le P.C.F., la C.G.T., la Révolution d'Octobre et l'idéologie étatique et social-chauvine propre aux staliniens bien de chez nous. D'où tant de thèses érudites sur le guesdisme, la Commune, 89, et le silence sur le mouvement syndical d'action directe avant 14, et plus encore sur tout ce qui ne rentre pas dans l'histoire des organisations et des idéologies légitimes, c'est-à-dire 90 % de l'histoire ouvrière. On comprend qu'après la vague de 68, qui a permis entre autres résultats de faire rentrer l'histoire sociale à l'Université autrement que par l'escalier de service, il ait été difficile de maintenir ce verrou. De jeunes historiens, en général chrétiens de gauche (Julliard, Winock), relayés par des francs-tireurs du P.C. ou de jeunes normaliens gauchisants, n'ont pas eu beaucoup de mal à le faire alors sauter. Le Parti, s'il reprend à l'occasion la vieille antienne : anarchistes = provocateurs (sous la double forme habituelle, vulgaire — le **Bakounine** de feu Duclos —, savante, comme **l'Internationale et la Commune à Lyon** de M. Moissonnier) fait cependant des concessions, faisant la part du feu puisqu'il a perdu, au moins dans ce domaine, son monopole. Il préserve l'essentiel -ses propres archives organisationnelles, l'interdit sur tout autre point de vue que le sien sur sa propre histoire[1]. Il a su jusqu'à présent empêcher tout aussi bien la publication des textes fondamentaux de la Troisième Internationale, sur la question syndicale, par exemple.

Cependant, pas plus que l'«histoire-bataille», l'«histoire-congrès» n'est le véritable enjeu. Celui-ci est mieux dessiné par l'effort d'une publication militante telle **le Peuple Francais**[2], ou , plus récemment par **les Révoltes Logiques**[3]. La position prise par ce dernier groupe d'intellectuels (issus de la crise du maoïsme) nous paraît particulièrement intéressante, pour elle-même et compte-tenu du chemin parcouru. Citons un extrait de leur présentation pour le n° leur revue : «**Révoltes Logiques** voudrait simplement réentendre ce que l'histoire sociale a montré, restituer dans ses débats et ses enjeux la pensée d'en bas. L'écart entre les généalogies officielles de la subversion — par exemple l'«histoire du mouvement ouvrier» — et ses formes réelles d'élaboration, de circulation, de réappropriation, de résurgence.»

L'exemple achevé d'une «généalogie officielle de la subversion» nous est justement offert dans le gros livre d'Alessandro Galante Garrone, **Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIXIXe siècle**, publié tout dernièrement aux éditions «Champ libre». Garrone, historien libéral italien qui enseigne à Turin, est une autorité mondiale en matière de «babouvisme», et il a déjà fourni des ouvrages de référence sur Babeuf, son disciple italien Buonarroti (qui fut le maître de Blanqui) et la gauche jacobine. Passionnant à lire (l'ouvrage traite exactement de la vieillesse du vieux conspirateur, lorsqu'il transmet le flambeau aux patriotes belges, puis aux chartistes anglais et, enfin, aux communistes révolutionnaires français, qu'un certain Marx et un certain Bakounine rencontreront à Paris un certain jour de 1844, etc.). Il nous apporte une masse de connaissances nouvelles sur la constitution de la figure historique du révolutionnaire professionnel, promise à un si grand avenir. Rappelons d'ailleurs qu'Arthur Lehning, l'infatigable archiviste libertaire d'Amsterdam, avait d'ailleurs traité le même sujet, sous une forme polémique, dans son **From Buonarroti to Lenin**. Mais on ne quitte guère le terrain connu de l'«histoire des idéologies», et surtout se lit entre les lignes la vieille théorie de l'homme providentiel en qui viennent se cristalliser le jour venu les aspirations du mouvement spontané des masses. Dans les moments révolutionnaires, Robespierre, le dictateur populaire ; pour les traversées du désert, Buonarroti le médiateur, le mainteneur de la tradition. La boucle est bouclée, car «Champ Libre» a confié la traduction de cet ouvrage à Anne et Claude Manceron, historiens de la Révolution française pour le grand public et grands idéologues du mitterandisme. Montrer que les masses, et en particulier que la classe ouvrière (tout un chapitre, très intéressant, du livre de Garrone est consacré aux rapports entre le vieux rebelle toscan et les «sectes» ouvrières des années 1830 à Paris) ne peuvent s'émanciper par leurs propres moyens est essentiel pour la crédibilité de tout projet réformiste, «rétro» ou moderne.On peut compter sur la force de frappe intellectuelle du P.S. et des chrétiens socialisés du «Seuil» pour enfoncer ce clou (à propos de rétro, ils ont, sans trop de succès, été jusqu'à sortir de leurs nécropoles Bernstein et De Man, les glorieux ancêtres !). La publication de l'**Institution imaginaire de la Société** (Seuil, 1975) en est un autre indice. Triste aboutissement de la trajectoire intellectuelle de **Socialisme ou Barbarie**, à laquelle tant de nous sont redevables, cet énorme pavé traite du marxisme comme s'il s'agissait d'une philosophie unitaire, indépendante de son destin historique et des modes de réception dont elle à été l'objet dans différentes cultures et projets révolutionnaires nationaux. Cela n'est pas sérieux. A quand une chronique des rapports de militants ouvriers avec les marxismes, et non plus seulement les sempiternels «chagrins d'amour» des intellectuels, sans méconnaître le poids et la place de ces derniers ?

Paul PALMIERI

---

1 - On le voit bien, en ce moment même, par l'effort incroyable, cautionné par une conspiration du silence bien orchestrée et des concours «scientifiques» inattendus, pour étouffer le très important livre de Philippe Robrieux sur **Maurice Thorez**.

2 - **Le Peuple Francais**, revue d'histoire populaire, B.P. 26, 92190 Meudon.

3 - **Les Révoltes Logiques**, Solin, 1 rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

la révolution par la terreur

Sous un titre provocateur, **La terreur sous Lénine**, Jacques Baynac, en collaboration avec Alexandre Skirda et Charles Urjéwicz, a publié un ensemble de documents et de témoignages sur les formes de la répression pendant les six premières années du pouvoir bolchévik. Outre divers «décrets» et «ordres» concernant la Tchéka, dans son organisation et son action, cet ouvrage reproduit des extraits de textes publiés dans les années 20 et 30, parmi lesquels ceux relatant les massacres d'ouvriers à Astrakhan, le procès des socialistes révolutionnaires et l'invasion de la Géorgie sont les plus marquants politiquement, même si ceux de Melgounov essayant de chiffrer année après année le nombre de fusillés, ou de Duguet brossant un tableau sinistre du bagne de Solovki sont les plus frappants.

Une telle publication s'inscrit dans un courant critique qui remontant de Staline, sinon de Mao, atteint aujourd'hui Lénine, et parfois Marx lui-même. Les révolutionnaires qui n'ont pas découvert d'hier les limites du léninisme doivent considérer ce procès -au double sens du terme- avec sérieux mais, au plan historique et théorique, sans indulgence.

Pour la classe ouvrière la conscience de ses tâches et de ses objectifs est une arme nécessaire. Aussi doit-elle se libérer de toute sacralisation ; une des conditions de son action sur l'histoire en est sa connaissance. Mais par cela même cette connaissance se fait enjeu politique immédiat ; en devenant possible, par l'existence précisément de la classe ouvrière, elle génère des obstacles successifs. L'idéologie prospère au rythme de ses progrès et l'histoire s'avère lieu paradoxal d'où l'objectivité s'exclut à mesure qu'elle s'affirme.

Repousser les accusations sous le prétexe que leurs auteurs sont des anarchistes, des menchéviks ou des s.r. est un fait de fanatique non de militant. On ne ruine pas un témoignage en conspuant les témoins, ni on ne justifie les bourreaux en calomniant les victimes.

Or les faits sont accablants et indiscutables. L'excuse de la guerre civile s'effondre : ce ne sont pas les Blancs ou les bourgeois, même en donnant à ce mot un sens très extensif, qui sont seulement ni d'abord visés. Tout ce qui critique le parti bolchévik est dit contre-révolutionnaire, ouvriers, paysans, intellectuels. Fusillades d'otages, mitraillages d'ouvriers en grève, noyades de paysans, multiplication des camps (8 en 1920, 52 en 1922), procès truqués, charniers : des méthodes en notre temps souvent répétées. Toutes les structures qui quelques années plus tard révèleront leur tragique efficacité sont en place : il faut lire le récit du procès des s.r., des interrogatoires de la Tchéka ou des manifestations de masse «spontanées» ; la pratique stalinienne et maoïste n'en sera qu'une systématisation. Et tous y ont trempé, Lénine, Trotsky, Boukharine, Zinoviev, Préobrajensky, Lounatcharski, etc. forgeant les armes qui les abattront. Et point de violence de masse, mais violence d'Etat, violence policière sur les masses.

Ceci étant dit il reste à comprendre. Or sur ce point la longue introduction de Baynac est fort décevante. Prenant le contre-pied de la défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre et de l'action bolchévique il affirme résolument la nature bourgeoise de la révolution russe et voit en Lénine l'agent (inconscient ?) du Capital. L'une et l'autre des deux thèses opposées ont l'inconvénient de toute conception où rien n'existe entre le blanc et le noir et où la dialectique historique a chuté dans la trappe dogmatique. Lénine serait soit un révolutionnaire bourgeois qui use d'un vocabulaire socialiste, soit un révolutionnaire prolétarien qui tombe dans des erreurs petites-bourgeoises. Selon les cas on déplace la «frontière de classe», on varie les critères de pureté marxiste, afin de jeter dans un camp ou dans l'autre.

Baynac affirme que la Russie ne pouvait être que le capitalisme, quel que soit le sort de la révolution en Allemagne. Une telle appréciation évacue le caractère mondial du capitalisme, postule son développement nécessaire dans chaque pays et implique la maturation égale du socialisme en tout point de la planète. Cela bien sûr est en contradiction autant avec l'observation empirique qu'avec l'analyse théorique. Par voie de conséquence le problème de la liaison entre la révolution dans les pays avancés et les aires arriérées (du point de vue capitaliste), un des plus difficiles qui se poserait à la révolution victorieuse, est purement et simplement escamoté. De même se dissout toute possibilité d'analyse réelle du parti bolchévik avant et après 1917, de la révolution d'Octobre et du léninisme.

Ces questions ont commencées à être, et seront plus encore, débattues dans la Revue. Les liens réels mais ambigues de Lénine et des bolcheviks avec le marxisme révolutionnaire sont trop complexes pour être réglés, en un sens ou dans l'autre, de façon univoque. Ce qui est toutefois clair, et que ce livre important sinon indiscutable confirme décisivement, c'est que la contre-révolution n'a pas triomphé seulement sous Staline, mais déjà, et très tôt, sous Lénine.

La Terreur en est une preuve, non point pour des raisons morales et humanistes, mais parce que les conditions politiques et sociales de son exercice et de son extension sont incompatibles avec celles prévalant dans le socialisme. Là se jugerait qu'en effet Lénine n'est pas dans Marx, sauf au sens d'une abstraite «Histoire des Idées», en cela que la compréhension du devenir historique de la révolution russe ne saurait s'atteindre que par le recours à la conception matérialiste de l'histoire -fondée par Marx.

GALAR

> **La Terreur est la façon dont on transforme la nature humaine capitaliste en citoyen bolchéviste.**
> **(Boukharine)**

LE SYSTEME CONCENTRATIONNAIRE LENINISTE

Deux témoins de première main nous ont livré leur témoignage de façon certes bien différente. Soljénitsine en décrivant les camps a d'abord servi la clique de Khroutchev pour être finalement détruit par elle lorsqu'il a voulu faire preuve d'esprit indépendant. Détruit, puisqu'il a été expulsé de Russie, ce qui pour un nationaliste mystique de Dieu et de la Sainte Russie équivaut à la stérilité. Pasqualini, lui, a offert à contre-cœur ses mémoires. Ce n'est que parce qu'un ami nord-américain s'est enthousiasmé pour lui -et les droits d'auteur d'un reportage- que 9 ans après sa sortie de Chine, son livre est paru aux Etats-Unis, et 11 ans après en France.

Il apparaît très nettement deux grandes différences tout à l'avantage du régime chinois : - les délinquants ne sont pas préférés aux politiques comme en U.R.S.S. (et à travers Soljénitsine, il ne ressort que la haine des droits communs et l'absence de tentatives de politisation sur eux de la part des militants, ce qui est fort curieux et provient peut-être du prisme déformant de l'intellectualisme de Soljénitsine) ; - les prisonniers sont autant gardés et surveillés par leurs propres compagnons que par les gardes. Il n'y a pas de connivence -ou presque- comme dans le Goulag, il est vrai que les mauvais traitements y sont plus courants, semble-t-il.

En fait, la différence est de qualité et non de nature : le Goulag renferme bien des cas de récidives, de doublement de peines, sans libération, simplement à partir de la conviction des gardiens de la mauvaise idéologie du prisonnier. Le maoïsme -par respect pour la main d'œuvre vu le manque de devises étrangères pour acheter des machines, par le souci de créer un culte de «l'Etre Suprême» dont Robespierre, bien plus que Bouddha, est la source principale, autant d'interrogations que le futur expliquera- contrôle, distille la torture d'une façon beaucoup plus organisée et automatisée que le KGB et la CIA.

La torture c'est les autres (des autres qui sont directement issus de *1984* d'Orwell, et non des œuvres de J.-P. Sartre). Les prisonniers entre eux règlent le partage de la maigre nourriture selon le travail et l'application à l'étude de la pensée de Mao (ils s'appellent les uns les autres étudiants) ; la surveillance des idées est constante à travers des discussions politiques obligatoires où la règle est l'émulation dans l'aveu des fautes contre le régime et la patrie, l'autocontrition (plus que l'autocritique) se mêle à la masturbation mentale pour faire preuve constamment d'«un bon mental» (comme on disait dans le judo il y a quelques années). Si une forte tête se présente, elle est mâtée par des séances d'insultes de plusieurs heures, réalisées par les autres prisonniers, jusqu'à ce qu'aveu s'ensuive. De plus, la famille participe à ces pressions en visitant le récalcitrant pour lui faire part de la peine et de la honte qu'elle éprouve de sa mauvaise conduite envers le parti et la patrie. Quoi de plus caractéristique du régime que la peine de mort à retardement selon la bonne disposition idéologique du condamné...

Comme elles sont sous-développées les prisons espagnoles avec leur torture classique et qu'elles sont ridicules les prisons d'Al-

lemagne de l'Ouest avec leur isolement sensoriel et leurs ultra-sons, le léninisme revu par Mao demande vraiment moins de moyens et donne plus de sûreté nationale...

Il y a des failles cependant, et l'on ne peut qu'admirer les prisonniers qui aidèrent Pasqualini à survivre pour conter leur souffrance commune, et aussi les quelques trucs pour déjouer parfois le règlement.

Alors pourquoi Pasqualini ne se lança-t-il pas dans une campagne de protestation à grands renforts de Tribunal Russel, meetings et pétitions ? Ce ne fut certes pas par indifférence à l'égard de ses camarades des camps,

mais que peut comprendre un occidental ? La vie passée, l'expérience des pays de l'Est et de la Chine est-elle communicable ? Il y a un tel abîme entre le militantisme joyeux, exhubérant, débraillé à l'Ouest et la soumission miséreuse et idéologique à l'Est que la compréhension n'est pas possible. Trop de facteurs économiques et sociologiques différents font que le dialogue n'est pas vraiment possible, sauf avec des habitants de dictatures comme l'Espagne, la Turquie, et encore, leur vie est ou a été terriblement facile et libre en comparaison.

Il vaut aussi bien convaincre quelques amis que s'adresser par un moyen aussi éphémère et superficiel que le papier pour faire œuvre utile. C'est sans doute ce qu'ont d'abord pensé Pasqualini et bien d'autres qui l'ont précédé. Il n'est que de voir la nuée d'admirateurs de Soljénitsine incapables en 1922 de faire campagne pour les prisonniers politiques en U.R.S.S., puis en 1930 au moment de la collectivisation, puis en 1948 lorsque David Rousset se faisait traiter de menteur par Pierre Daix à propos de Karaganda, etc.

Heureusement un certain nombre de militants ont évolué, bien tardivement comme Daix, mais aussi plus solidement. Là encore il s'avère que le léninisme ne se juge pas dans les livres, mais dans sa pratique quotidienne, et ceux qui l'ont vécu pensent en majorité que c'est un capitalisme d'Etat, une dictature, ce que Bakounine disait du marxisme en 1873, en particulier dans **Etat et Révolution.**

Les témoignages de Soljénitsine et de Pasqualini doivent être rattachés à notre connaissance du conditionnement dans les pays occidentaux, en France (l'ordinateur central du ministère de l'Intérieur et de la gendarmerie) pour armer idéologiquement les militants contre tout système d'embrigadement, la hiérarchie et le respect en étant le moteur principal.

QUATRE ANS DE LUTTE SUR LE SOL LIMOUSIN

par Georges Guingouin (La libération de la France, collection dirigée par H. Michel), Hachette 1974

Instituteur et responsable du parti communiste, l'auteur revient dans sa région après la débâcle et se prépare, sans doute le premier en France, à la lutte qui s'annonce. Il faut lire son œuvre pour en suivre toutes les péripéties et son état d'esprit, de l'armistice à la libération. C'est un contraste tragique entre l'instinct du militant et la politique machiavélique de la bureaucratie stalinienne. L'homme d'action sent directement, malgré tous les voiles idéologiques et la propre confusion de sa pensée, que la victoire des nazis et la formation d'un régime aux ordres de l'occupant, va appesantir l'oppression sur le pays et que les masses ouvrières et paysannes sentiront que leur affranchissement dépendra **aussi** désormais d'une lutte de libération nationale contre l'occupant nazi et la réaction intérieure qui le seconde, tout en cherchant à imposer au peuple français un régime autoritaire, sous la protection du vainqueur. La chose est d'autant plus sensible que l'ensemble de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie y coopèrent volontiers, à quelques exceptions individuelles près. Des militants socialistes ne peuvent tourner le dos face à une telle conjoncture et s'abriter derrière des positions doctrinales, pure passivité en l'occurence, sous peine, stratégiquement, de se couper des masses travailleuses sensibilisées et, principalement, de ne pas savoir lier socialisme et résistance nationale, dès lors qu'avec l'occupation de la Tchécoslovaquie a recommencé, en plein cœur de l'Europe, une nouvelle période d'oppression des nationalités. Et nous l'avons bien vu, quand, après les pseudo-libérations d'après-guerre, toute l'Europe, est et ouest, se voit soumise, depuis bientôt trente ans, à la pression brutale ou insidieuse de deux pouvoirs hégémoniques, l'Etat de la bureaucratie grand'russe et la pénétration des U.S.A.

Je ne sais si l'intuition de Guingouin portait si loin en juin 1940. Ce que je sais, c'est qu'il comprit que la question s'imposait dès lors et que, dans sa région, il sut, fort de la confiance qu'on lui faisait, organiser et unifier les efforts de la résistance sans mesquinerie sectaire. Qu'il ait rencontré, dans son œuvre, la répression de Vichy et des nazis, c'est naturel et il s'y attendait. Mais qu'il se soit heurté à l'opposition, au sabotage et aux tentatives de suppression des bureaucrates staliniens de son parti, c'est ce qu'il n'apprit qu'à l'épreuve. Ces derniers n'avaient qu'un objectif en vue : reprendre en mains leurs membres et les masses et leur imposer les directives changeantes, mais toujours conformes aux intérêts, tels qu'ils les concevaient, de la bureaucratie grand'russe. Dans cette voie, celle de la raison d'Etat russe contraignant les masses d'Europe à obéir dans l'inconscience, l'appareil du parti n'avait pas d'ennemis plus dangereux que les militants révolutionnaires, même et surtout dans leur propre parti. Il fallait les éliminer tôt ou tard par tous les moyens. Guingouin en sut quelque chose. Il lui reste à le dire en détail. C'est le plus grand service qu'il pourrait rendre aux nouvelles générations de révolutionnaires. Le stalinisme vit toujours, non moins redoutable, plus, que par le passé. Il doit être combattu à visage découvert jusqu'au bout. Et le P.C.F. est resté profondément stalinien, en dépit de toutes ses simagrées.

L. RIGAL.

DU COTE DES PETITES FILLES

par Elena Gianini Belotti.

Petit dictionnaire Larousse :
homme : être humain de sexe masculin
femme : compagne de l'homme
Editions des Femmes

J'aimerais vous faire partager mon enthousiasme pour ce livre clair et concret, ce livre de combat passionné et passionnant, qui démontre comment on façonne une enfant en petite fille et en femme, un enfant en garçon et en homme.

E.G. Belótti dirige le « Centro Nascita Montessori » à Rome, où se fait la préparation psychologique et pratique de la femme enceinte et enseigne les élèves de la « Scuola Assistenzi Infanzia Montessori », ce qui lui a permis d'observer le comportement de futurs parents, de parents et d'enfants.

« *On attend de la femme qu'elle soit un objet, et elle est considérée pour ce qu'elle* **donnera.** »

« *On attend de lui (l'homme) qu'il devienne un individu, il est considéré pour ce qu'il* **sera.** »

Voilà bien les destins de chacun, elle et lui... Belotti étudie le conditionnement de la petite fille à la féminité à travers son éducation et le contexte culturel, social et politique qui influence les parents eux-mêmes avant la naissance de leur enfant.

Tout est envisagé :
— les désirs conscients, les attitudes inconscientes de l'entourage avant et après la naissance (on souhaite le plus souvent un garçon, on le forcera à être ce qu'on attend qu'il soit, agressif, indépendant, etc., de même pour la fille, faible, dépendante, douce, coquette, maternelle...).
— les jeux et les jouets (« reproduction de la réalité sociale ») ;
— la littérature enfantine (le rôle de la femme et de la fille dans les manuels scolaires) ;
— les contes (la « débilité mentale » du petit chaperon rouge) ;
— les institutions scolaires (le rôle du maître ou de la maîtresse dans le modelage des stéréotypes masculin et féminin).

Si Belotti « critique » parfois la femme, c'est uniquement pour que celle-ci prenne conscience du conditionnement en même temps que de ses causes, et que cette prise de conscience soit un chemin qui mène vers son autonomie propre, vers celle de ses enfants qui recevront son éducation, vers celle de l'homme aussi, père ou non, qui a tout à gagner de l'émancipation de la femme, notamment son émancipation à lui, car l'une ne peut aller sans l'autre.

Flora AZEMA

LE GRAND JEU
Mémoires du chef de l'Orchestre Rouge
par L. Trepper (Ed. Albin Michel)

On connaissait déjà, par le récit de Gilles Perrault, l'étonnante histoire du principal réseau organisé à l'Ouest pour le compte des Soviétiques, durant la guerre 1940-45. Les mémoires de celui qui en a été l'animateur ne pouvaient passer inaperçus. C'est un ouvrage remarquablement écrit, sobre, digne et passionnant.

Né en 1904 dans une modeste famille juive de Galicie, Trepper devient très tôt militant communiste, sur le tas en Palestine puis en France, en suite de quoi, en 1932, il part pour Moscou parfaire ses connaissances «théoriques».

Il va vivre sur place l'époque de la collectivisation forcée, des grandes purges, de la terreur, de la déification de Staline. Il dira dans un chapitre intitulé «La peur» : «**Tous ceux qui ne se sont pas dressés contre la machine stalinienne sont responsables, collectivement responsables. Je n'échappe pas à ce verdict.**» Aveu assez exceptionnel. Mais qui lui permet de dénoncer l'hypocrisie des responsables communistes de tout acabit : «**Après le XXe Congrès en 1956, tous ces dirigeants jouèrent la stupéfaction. A les entendre, le rapport de Krouchtchev était une véritable révélation. Ils avaient été en réalité les complices conscients des liquidations, y compris des membres de leurs propres partis !**»

Vérité qu'on ne répétera jamais assez. Les chefs communistes français, notamment, qui jouent aujourd'hui les innocents, savaient et se taisaient. Mieux, ils utilisèrent des méthodes semblables, simplement ils n'avaient pas les mêmes pouvoirs.

Autre fable accréditée par les communistes, celle de leur lutte spontanée, dès le début de la guerre, contre l'Allemagne nazie. Trepper rétablit les faits. Il cite les déclarations qui ont suivi le pacte Hitler-Staline. Ainsi Molotov : «**Il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en la couvrant du faux manteau de la démocratie**». De même Dimitrov : «**Il faut démolir la légende du prétendu caractère de guerre antifasciste juste**». Et l'auteur indique que de nouvelles directives ont été adressées aux sections du Komintern, qui peuvent, écrit-il, se résumer ainsi : «**La guerre entre l'Allemagne nazie et les alliés franco-anglais est une guerre entre deux impérialismes. Les ouvriers ne sont pas concernés...**» De ce fait «**Les communistes devaient mener une grande campagne contre la guerre et dénoncer les buts impérialistes de l'Angleterre**».

Ainsi fut fait, jusqu'à l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. Tous ceux qui ont vécu la «drôle de guerre» en contact avec des communistes bon teint peuvent le confirmer.

La seconde partie du livre concerne l'activité de l'Orchestre Rouge, dont l'essentiel était déjà connu. Sa lecture suscite quelques constatations édifiantes :

1 — L'extrême dévouement des hommes et des femmes qui firent partie de ce réseau et l'incroyable héroïsme de la plupart de ceux qui furent pris et torturés.

2 — Le peu de cas fait par le Centre moscovite des informations les plus précieuses, qui lui furent transmises au prix de tant de risques et de sacrifices. Ainsi, informé de longue date des préparatifs de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S., puis averti de la date exacte de son déclenchement, le gouvernement soviétique — lire Staline — n'a jamais voulu en tenir compte, avec les conséquences désastreuses que l'on sait.

3 — La légèreté dont fit preuve le Centre en question concernant la sécurité de ses agents à l'étranger, et sa responsabilité dans de nombreuses arrestations :

«**Aussi incroyable que cela paraisse, le Directeur avait envoyé sur les ondes les adresses des trois responsables du groupe berlinois...**» Le jour où les Allemands réussirent à percer le code, tout ce groupe fut arrêté, quatre-vingts personnes, dont Hans Schulze-Boysen, petit neveu du célèbre amiral von Tirpitz, qui occupait de hautes fonctions au ministère de la Luftwaffe et d'autres personnalités de premier plan.

4 — La rigueur du sort que l'Union Soviétique allait réserver à ses principaux serviteurs, faisant plus que bonne mesure à l'ingratitude traditionnelle des grands. Elle avait bénéficié, durant la guerre, du concours de trois agents exceptionnels : Richard Sorge au Japon, Alexandre Rado en Suisse, et Léopold Trepper en France. On sait le rôle joué par Sorge. Sans doute lui doit-on notamment l'échec de l'offensive allemande devant Moscou. En avertissant l'U.R.S.S. que le Japon ne l'attaquerait pas, il permit au commandement soviétique de ramener d'urgence à l'Ouest l'armée sibérienne, dont l'intervention fut décisive dans la bataille. Arrêté par les Japonais en 1941, ceux-ci proposèrent à trois reprises son échange. Chaque fois les Russes répondirent : «**Le nommé Richard Sorge nous est inconnu**»... Il ne fut fusillé que fin 1944.

Rado, rappelé par le Centre, méfiant ou averti, préféra disparaître en cours de route. Il ne reprit pas l'avion à l'étape du Caire. Mais il fut rapidement livré par les Anglais aux autorités soviétiques «et alors la main du diable s'abattit sur lui».

Trepper enfin, qui devait retrouver sa femme et ses enfants à Moscou, fut à sa descente d'avion pris en compte par le N.K.V.D. Il devait attendre neuf ans dans les prisons moscovites avant de retrouver les siens. C'est l'histoire de ce retour et de ces prisons que raconte la troisième partie de l'ouvrage. Réhabilité après la mort de Staline, l'auteur est autorisé à regagner la Pologne, où il est encore persécuté par la police politique de son pays natal. Ce n'est que grâce à l'intervention de nombreuses personnalités du monde occidental qu'il est enfin autorisé à gagner Londres et retrouver la liberté.

Cet homme a été un militant infatigable et un agent secret de grande classe. Il a cependant un autre mérite peu courant, celui d'oser regarder la vérité en face et de reconnaître l'échec. Il dira :

«*J'appartiens à une génération sacrifiée par l'Histoire. Les hommes et les femmes venus au communisme dans les lueurs d'Octobre, portés par le grand souffle de la Révolution montante, n'imaginaient sans doute pas que cinquante ans plus tard, il ne resterait de Lénine que le corps embaumé de la place Rouge... Ce siècle a enfanté deux monstres, le fascisme et le stalinisme, et notre idéal a sombré dans cette apocalypse...*» Et il termine : «*Je sais que la jeunesse réussira là où nous avons échoué, que le socialisme triomphera, et qu'il n'aura pas la couleur des chars russes écrasant Prague*».

Soit. Encore faudrait-il comprendre pourquoi, après tant de crimes... et tant d'erreurs, aujourd'hui largement connus et publiés, le communisme a conservé tant d'attraits pour une partie de la jeunesse dans le monde, et singulièrement en France ?

Le communisme actuel repose sur deux solides piliers : un mythe exaltant — la Révolution — un parti solidement structuré et animé par des révolutionnaires professionnels. Le communiste Léopold Trepper s'est révolté contre ceux-ci et a condamné leurs pratiques, il a rejeté la tutelle d'un parti «déifié».

Il ne dit rien du mythe qui puisse éclairer les jeunes.

Edouard LIENERT

EUGENE VARLIN
par Jean Bruhat (Les Editeurs Français Réunis)

Depuis le livre déjà ancien de Maurice Foulon, il n'existait pas de bonne biographie de Varlin. Cette lacune est comblée par l'ouvrage de Jean Bruhat. Le rôle de Varlin dans la formation de la section française de la 1re Internationale et dans la constitution de la fédération des chambres syndicales est analysé en détail. Quant à la défense présentée par Varlin au deuxième procès de l'Internationale en mai 1868 : **quelques pages qui auraient leur place dans une anthologie des luttes ouvrières.**

Ce militant communiste non autoritaire était opposé à l'Etat centralisateur et repoussait toute organisation hiérarchique fonctionnant de haut en bas. L'étude de Jean Bruhat bien documentée et complètée par de nombreuses références aurait peut-être demandé un développement un peu plus important sur l'action de Varlin durant la révolution du 18 mars.

LA REVOLTE DES CANUTS
par Maurice Moissonnier (Ed. sociales)

«**SPARTACUS**» avait déjà publié une remarquable étude historique de Jacques Perdu sur le même sujet[1]. Maurice Moissonnier, historien réputé de la Commune à Lyon, a retracé, à son tour, **la première grande bataille livrée par le prolétariat français**. L'auteur a tenu à souligner l'importance de la presse corporative dans l'éveil de la conscience de la classe ouvrière et il a rattaché ce soulèvement aux grandes luttes de la fin du 18e siècle qui, avant la révolution de 1789, posèrent les jalons des revendications ouvrières[2].

«LA COMMUNE»
Revue semestrielle. Abt. 15 F. 3, rue du Château d'eau, 75010 PARIS.

L'association «**Les Amis de la Commune de Paris**» vient de publier une revue consacrée aux événements du printemps 1871. Dans le premier numéro, d'une excellente présentation, on remarquera un essai fort intéressant de Jacques Rougerie «**Spontanéité et organisation dans la révolution communale de 1871**». Dans cet article, l'auteur pose, avec beaucoup de pertinence, les problèmes de la souveraineté populaire et de l'exercice de la démocratie directe. Le second numéro qui doit paraître incessamment sera axé sur la participation des femmes à la Commune.

Marcel CERF

1- N° 59 de la série B.
2- Jean-Jacques (Jacques Perdu) dans **Luttes Sociales sous l'ancien régime** a apporté une importante contribution à la connaissance de cette époque. (Spartacus 37 B 144 p. 6 F).

REUSSITE ET ECHEC DE PICASSO

par John **BERGER** *(Spartacus C 14)*

C'est une analyse pertinente de l'ensemble des œuvres de Picasso. L'auteur, critique d'art londonien réputé, dit sans charabia ni pédanterie pourquoi il estime que si certaines de ses œuvres sont parfaitement réussies, plusieurs le sont moins et d'autres pas du tout. Ses explications s'appuient sur des exemples et sur des rapprochements avec des toiles de grands maîtres, au moyen d'une centaine de bonnes illustrations très judicieusement choisies et bien mises en place dans le texte. Il en ressort que Picasso, au fil des ans et à mesure que grandissait sa renommée, aurait de moins en moins trouvé **à quoi** appliquer son extraordinaire virtuosité et que, comme il arrive trop souvent à des artistes célèbres, la mise en évidence de son savoir-faire, de ses capacités de renouvellement et de sa propre personnalité, serait devenue l'objet même de son œuvre. Ramenant tous les sujets à lui-même il aurait en fin de compte cessé d'en trouver et c'est son solipsisme, responsable de nombreux ratages, qui l'aurait réduit à repeindre à sa manière des tableaux de Velasquez, Goya, Delacroix ou Nicolas Poussin.

Pour soutenir cette thèse, le critique s'est efforcé de retrouver les motivations personnelles de Picasso en les insérant dans l'ensemble des préoccupations de l'art contemporain et aussi dans les données historiques, politiques, sociales, économiques de notre siècle. Nul n'ignore que, pour une certaine période, Picasso et le Cubisme sont inséparables, que son «Guernica» est directement lié à la guerre civile d'Espagne et sa «Colombe» au congrès crypto-communiste des Partisans de la Paix : les relations sont évidentes. Mais entre l'art de Picasso, son style et, d'autre part, la demande des marchands de tableaux, des collectionneurs, des spéculateurs, des amateurs richissimes, des magnats snobs qui ont constitué sa clientèle mondiale, la relation n'est pas évidente : il aurait fallu l'établir de manière moins sommaire, plus convaincante, car c'est une question extrêmement importante; et il aurait été sans doute préférable de se passer de l'aide douteuse d'une méthode vaguement dialectique et d'un matérialisme historique rudimentaire.

Il n'est pas contestable que, grâce à la fortune considérable qu'un succès rapide lui a apporté, l'artiste a pu et voulu échapper à l'emprise de cette clientèle qu'à coup sûr il n'aimait pas; il n'a jamais manqué de la choquer à plaisir et de manifester ostensiblement ses indignations et ses révoltes. Néanmoins, telles qu'elles existent concrètement, ces manifestations ont été tout de suite applaudies par une «élite» qui s'est révélée l'avant-garde de la culture bourgeoise; elles furent bientôt «récupérées» par les classes dominantes. Pourquoi celles-ci ont-elles lancé comme une marque de produit industriel **le nom** de Picasso qui a été universellement prononcé bien avant qu'une multitude d'expositions, de reproductions, de publications aient imposé **son œuvre** au grand public, et pourquoi, par contre, la nécessité de cette œuvre n'a-t-elle pas été tout de suite perçue par les masses populaires, pourquoi cette œuvre ne leur est-elle pas apparue comme quelque chose dont elles avaient réellement besoin, c'est ce que le critique anglais cherche à comprendre et à nous aider à comprendre. D'après lui si, pour Picasso, la réussite c'est bien d'avoir produit plusieurs chefs d'œuvre, d'avoir obtenu un renom universel, d'avoir fait fortune et d'avoir été, de son vivant, encensé comme une idole, quoique par des gens appartenant à des classes sociales qu'il condamnait, l'échec serait que son art ne réponde pas à un besoin réel des grandes masses populaires exploitées auxquelles, en principe, il s'adresse.

Cette critique en profondeur, sans pédanterie et sans complaisance, qui grâce à sa conception révolutionnaire situe bien l'œuvre de Picasso dans la société de classe de son temps, est probablement unique.

S. RUBAK

DES COMBATS DERISOIRES

Presque simultanément viennent de paraître deux livres qu'il est tentant de rapprocher en dépit de leurs différences formelles. L'un est un roman, mais si clairement autobiographique que le voile léger de la fiction ne peut tromper : **Les années de démolition** par François Châtelet. L'autre est un long entretien, presque monologue, qui prend l'allure d'un bilan : **Le temps des méprises** par Henri Lefebvre.

Les deux auteurs, séparés par une génération, sont l'un et l'autre assez exemplaires de ces universitaires -«grands intellectuels»- dont l'activité politique et théorique a été marquée, pétrie, par le PCF. L'un et l'autre en furent membres, le premier moins longuement et moins profondément que le second, puis le quittèrent.

Au delà de leurs défauts souvent irritants -l'artificialité littéraire de Châtelet, l'autosatisfaction de Lefebvre posant au grand créateur de concepts- ils sont, chacun à sa manière, révélateurs, bien que différemment motivés dans leur engagement au sein du PC, et non moins différemment dans leur rupture.

Révélateurs d'abord de deux générations d'intellectuels, venues dans deux après-guerres, celle qui se frotta au surréalisme et se heurta au fascisme, celle que fascina l'existentialisme et qui fut prise dans la décolonisation ; et qui étrangement après le marxisme ou du moins un certain «marxisme», se retrouvent dans une commune référence à Nietzsche.

Mais surtout, pour ce qui nous concerne, révélateurs des rapports que le PCF entretient avec ses intellectuels et de l'espèce de mystification où il les enferme durablement. Tout est fait pour que par une efficace séparation des tâches les intellectuels du parti restent enfoncés dans leurs problèmes de caste et n'entretiennent avec la «politique» et a fortiori avec la classe ouvrière que des relations fantasmatiques. Il en résulte un idéalisme conceptuel qui finit par réduire tous les conflits en querelles scolastiques. Le marxisme se condense en une théorie de l'aliénation plus une théorie de l'Etat, d'où ces formulations équivoques de socialisme d'Etat ou de mode de production étatique, et le rôle presqu'exclusif accordé aux critiques des institutions ou à la dénonciation de l'effet délétère de la prétendue société de consommation.

Une critique véritable du capitalisme dans son mouvement historique, dans la succession de ses phases et leur signification pour la lutte de classe, est non abandonnée mais invalidée.

Un des aboutissements paradoxaux de cette démarche est une naïveté constante vis à vis du PC, jamais analysé dans son rôle contre révolutionnaire et qui finalement n'eut jamais que le tort de ne pas choisir la «ligne juste», celle pour laquelle combattaient les oppositionnels.

Combat dérisoire qui explique bien le ton de désanchantement commun aux deux ouvrages.

GALAR

1936-1976 :
40e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION LIBERTAIRE DE CATALOGNE.

En 1976 comme en 1936, des millions de travailleurs mettront dans leur lutte de tous les jours l'espoir du socialisme, de la liberté de choisir et de construire ensemble un monde qui ne les écrasera plus.

En 1936, la Révolution libertaire de Catalogne a fait la preuve que cet espoir, n'est pas un rêve ; elle a montré la prodigieuse capacité des travailleurs à bâtir une société nouvelle ; elle a montré que le socialisme ne se construirait que par la démocratie des travailleurs.

La Catalogne de 1936 et 1937 peut éclairer les luttes de 1976 ; elle peut servir à réunir autour de choix et de refus communs, tous ceux qui cherchent à construire le socialisme.

C'est pourquoi les signataires de cet appel ont souhaité joindre leurs efforts pour qu'en juillet 1976, la Commune libertaire de Catalogne soit commémorée à travers la France.

Il savent que tous ceux qui aspirent à la révolution socialiste et à l'autogestion voudront faire connaître et comprendre son histoire.

Maurice Jaquier qui a été délégué du Front Populaire Français auprès du Comité Central des milices antifascistes de Barcelone, a accepté de coordonner leurs efforts.

● ●

Robert Bonnel, Simone et Michel Collinet, Henri Damia, Nicolas Faucier, Daniel Guérin, Lucienne Didner-Sergent, Julien Gorkin, Bernard Grelle, Manuel Grossi Mier, Charles Lancelle, Daniel Labat, Maurice Laisant, René Lefeuvre, Serge Livrozet, Jean Metery, Maurice Nadeau, Hélène Patou, Henry Poulaille, Jean Rabaut, Emile Rouaix, Jean Rous, Marcelle et Robert Talpain, Fred Zeller.

La Libre Pensée des Bouches-du-Rhône.
La Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Socialiste Unifié.
La Librairie « La Taupe ».
Les Journaux : Le Cap - L'Espoir - La Quinzaine Littéraire.

● ●

Maurice Jaquier - Les Oustalets n° 36 - 13330 - Pélissane - C.C.P. Marseille 594-90.

● ●

Le Comité sollicite le prêt de documents sur la Révolution Catalane, des appuis personnels, financiers, etc. - MERCI.

ABONNEZ VOUS A SPARTACUS

VOUS ECONOMISEREZ 50% DES PRIX

6 mois pour 40 F : 55 F d'éditions nouvelles - primes 25 F

1 an pour 75 F : 110 F d'éditions nouvelles - primes 50 F

SOIT 80 OU 160 FRANCS DE TEXTES RARES

Abonnés, réabonnés, choisissez ici 25 ou 50 francs de prime

PRIMES SERIES A et B et OEUVRES LITTERAIRES

1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laicité ..... F 3,00
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme ..... F 3,00
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants) ..... F 3,00
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme ..... F 3,00
24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 3,00
31. Paul CLEREY. — La cinquième colonne (communiste) ..... F 2,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG. — La confession de Karl Marx F 3,00
38. LENINE. — Lettre ouverte à Boris Souvarine ..... F 3,00
6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme ..... F 5,00
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe ..... F 5,00
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse ..... F 5,00
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution ..... F 5,00
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé ..... F 5,00
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours ..... F 8,00
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme ..... F 5,00
25. Denis HEALEY. — Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 5,00
42. MARX-ENGELS. — Programmes socialistes (Erfurt, Gotha) ..... F 6,00
43. BARRUE. — Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . F 5,00
45. RUBAK. — La classe ouvrière est en expansion permanente ..... F 13,00
46. D. MACDONALD. — Le marxisme est-il en question ? ..... F 11,00
47. SOUVARINE. — Le Stalinisme - Ignominie de Staline ..... F 3,00
48. Ch. REEVE. — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature F 12,00
50. SERGE. — Nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie ... F 11,50
51. Victor SERGE. — 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 16,00
52. SKIRDA. — Les Anarchistes russes et les Soviets ..... F 7,50
53. ROCKER. — Les Soviets trahis par les Bolchéviks ..... F 12,00
54. STIRNER. — De l'Education. En lisant «L'Unique» ..... F 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG. — 1848-1905. Etapes de la Révolution F 13,00

A Brendan BEHAN. — Mon Dublin (20 dessins de Hogarth) ..... F 20,00
B Ch. DUITS. — André Breton a-t-il dit passe ..... F 12,00
C Cesare ZAVATTINI. — Lettre de Cuba - Hypocrite 43 ..... F 13,00
E O. LINS. — Le Rétable de Ste Joana Carolina ..... F 15,00
F V. PINERA. — Contes froids ..... F 15,00
G Paul RITCHIE. — Le Protagoniste ..... F 15,00
H François SONKIN. — Les Gendres ..... F 15,00
I Nelly SACHS (Prix Nobel). — Brasier d'énigmes ..... F 15,00
J Neel DOFF. — Une fourmi ouvrière ..... F 8,00

NOM ET ADRESSE : .....

.....

.....

Souscrit un abonnement aux CAHIERS et REVUE Spartacus

6 mois : France 40 F ☐ Autres pays 45 F ☐

1 an : France 75 F ☐ Autres pays 80 F ☐

Indiquez le n° de départ de l'abonnement ☐

Réglé :

— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

— par CCP 633 - 75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre ☐

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez 10 F.

LIBRAIRIE DES 2 MONDES

Dépôt permanent de tous les titres

SPARTACUS

et de TEXTURES
ANTI-MYTHES
VIEJO TOPO
INTERROGATION
Entretien avec
C. Castoriadis
Anciens n^os (prix : 10 F le n°) de
SOCIALISME OU BARBARIE
10, rue Gay-Lussac
75005 Paris V^e

Prochaines publications SPARTACUS

Gaston LEVAL
La Pensée constructive de Bakounine
Collectif : Rosa Luxembourg et sa doctrine.
Portugal, La conception putschiste et militaire de la Révolution.

5 Fr Distribué par les NMPP - Diffusé par Bernard LAVILLE. 3. r. Crébillon, Paris-6^e

Dépôt : LIBRAIRIE DES 2 MONDES, 10, rue Gay-Lussac, Paris V^e
LIBRAIRIE PARALLELES, 47, rue Saint-Honoré, Paris Ier

Imprimerie presse nouvelle, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon

Mars-Avril 1976 — SPARTACUS CAHIERS MENSUELS — N° 66 (R.2)

Directeur René LEFEUVRE Tél. 272.37.50 — 5, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie Paris IVe

Restent disponibles : SERIE A - B - C

A 1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laicité ..... F 3,00
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme et Bolchevisme ..... F 3,00
4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution russe ..... F 4,00
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (Ligne et Tournants) ..... F 3,00
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme ..... F 3,00
18. TOMORI-BALASZ. — Qui succédera au capitalisme ? ..... F 4,00
24. Jean JAURES. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 3,00
30. DAN et MARTOV. — La dictature du prolétariat ..... F 3,00
35. Karl KAUTSKY. — Les trois sources du Marxisme ..... F 5,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG. — La confession de Karl Marx F 3,00
38. LENINE. — Lettre ouverte à Boris Souvarine ..... F 3,00
B 6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme ..... F 5,00
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe ..... F 5,00
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse ..... F 5,00
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution ..... F 5,00
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé ..... F 5,00
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours ..... F 8,00
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes - Le Socialisme ..... F 5,00
21. DOMMANGET. — Blanqui calomnié (Docum. Taschereau) ..... F 32,00
24. Ida METT. — Le Paysan russe dans la Révolution ..... F 6,00
25. Denis HEALEY. — Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 5,00
29. DOMMANGET. — Babeuf et la Conjuration des Egaux ..... F 6,00
32. Alain GUILLERM. — Le Luxembourgisme aujourd'hui ..... F 5,00
33. Karl MARX. — Textes philosophiques (1842-1847) ..... F 10,00
34. PANNEKOEK, KORSCH. — Lénine philosophe ..... F 10,00
36. MARX-ENGELS. — Textes sur l'organisation ..... F 10,00
37. J. JACQUES. — Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime ..... F 6,00
40. SOUVARINE. — Un pot-pourri de Khrouchtchev (ses Souvenirs) ... F 3,00
41. Arthur LEHNING. — Anarchisme et Marxisme en Russie ..... F 8,00
42. MARX-ENGELS. — Programmes socialistes Erfurt, Gotha, Le Havre . F 6,00
43. BARRUE. — Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . F 5,00
44. ROUSSEL. — Les enfants du Prophète (Histoire du trotskisme) ..... F 10,00
45. RUBAK. — La classe ouvrière est en expansion permanente ..... F 13,00
46. D. MACDONALD. — Le Marxisme est-il en question ? ..... F 11,00
47. SOUVARINE. — Le stalinisme. Ignominie de Staline ..... F 3,00
48. Ch. REEVE. — La Chine, Tigre de Papier, Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution, Marxisme et Dictature F 12,00
50. SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe - La Commune de Varsovie F 11,50
51. Victor SERGE. — 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 16,00
52. SKIRDA. — Les Anarchistes russes et les Soviets ..... F 7,50
53. ROCKER. — Les Soviets trahis par les Bolchéviks ..... F 12,00
54. Max STIRNER. — De l'Education. — En lisant L'Unique ..... F 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG. — 1848-1905 étapes de la Révolution F 13,00
56. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme contre Dictature ..... F 5,00
57. CORALE. — Capitalisme, syndicalisme, même combat ..... F 13,00
58. CAMATTE. — Bordiga et la passion du Communisme ..... F 18,00
59. J. PERDU. — La révolte des Canuts. Les insur. lyonnaises 1831-1834 F 11,50
60. I.C.O. — Capitalisme et lutte de classe en Pologne 1970-1971 ..... F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS — Portugal, l'autre combat ..... F 22,00
62. G. MUNIS. — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution ..... F 13,50
63. O. RUHLE - P. MATTICK. — Fascisme brun, Fascisme rouge ..... F 10,00
64. REVUE. — Portugal - Russie - Luxembourg - Question nationale .... F 5,00
65. OLLIVIER-LANDAU. — Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale . F 11,80
C 4. KAUTSKY. — Rosa Luxembourg - GUILLERM. Le Luxembourgisme .. F 11,00
5. LUXEMBOURG - SCHWARZ. — L'expér. belge. Lénine et syndicats .. F 12,00
6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG. — Critique des programmes, critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha - La Révolution russe ..... F 11,00
7. Rosa LUXEMBOURG. — Les lettres et tracts de Spartacus ..... F 17,00
8. DOMMANGET. — Sylvain Maréchal, l'Egalitaire ..... F 40,00
10. AUTHIER. — La gauche allemande (1920-1922). Textes historiques .. F 10,00
12. Marcel CERF. — Edouard Moreau, Communard ..... F 15,00
13. NICOLAEVSKI. — A Moscou, Luttes sanglantes pour le Pouvoir ..... F 15,00
14. John BERGER. — Réussite et échec de Picasso ..... F 22,00
15. ZAVATTINI. — Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie ..... F 21,00
16. Fred J. COOK. — F.B.I., la chasse aux sorcières ..... F 30,00
18. J. BERGER. — Art et Révolution, l'Artiste en URSS ..... F 16,00

les cahiers de spartacus
et les éditions syndicalistes
vont publier un important ouvrage :

LES CINQUANTE ANS DE LA «REVOLUTION PROLETARIENNE»

(revue syndicaliste révolutionnaire)

UN DEMI SIECLE D'HISTOIRE OUVRIERE INTERNATIONALE

Depuis 1925 jusqu'à aujourd'hui, toutes les batailles d'idées, toute la lutte de classe vue à travers la vie d'une revue syndicaliste d'avant-garde où écrivirent de nombreux militants et penseurs.

Un volume d'environ 250 pages, préparé, présenté et rédigé par **Alexandre CROIX**, avec de nombreux textes et documents.

PRIX DE SOUSCRIPTION : 18 F FRANCO.

(le prix après parution sera de 25 F)

Amis de la «R.P.», militants de toutes tendances, syndicats et organisations, **SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT** pour un ou plusieurs exemplaires aux **EDITIONS SYNDICALISTES**, 21, rue Jean-Robert 75018 Paris **C.C.P. 21764 88 PARIS**
(Ce livre sera envoyé aux abonnés de Spartacus).